l'unité

M 2805 - N° 487 - 7 F — L'hebdomadaire du Parti socialiste — 5 novembre 1982



Espagne: une démocratie comme les autres

(page 13)

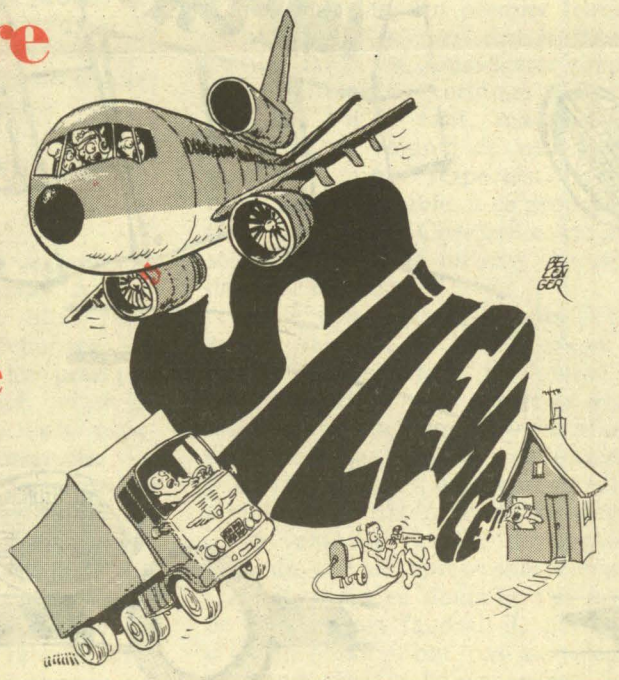


Joseph Franceschi: la sécurité et la tranquillité publique sont l'affaire de tous

(page 8)

La guerre contre le bruit est déclarée

(page 19)



EDITORIAL

Première victoire

PAR CLAUDE ESTIER

LE 28 juin dernier, à la veille de l'entrée en vigueur du blocage des prix et des salaires, « le Figaro » publiait un sondage Sofres dont il ressortait que si 52 % des personnes interrogées approuvaient cette décision, 62 % ne croyaient pas à son efficacité concernant les prix.

Quatre mois plus tard, personne ne peut sérieusement contester que le blocage a porté ses fruits et qu'un point important a été marqué dans la lutte contre l'inflation dont il est maintenant à peu près assuré qu'elle sera ramenée autour de 10 % pour l'année 1982. Comme, dans le même temps, la progression du chômage a été nettement freinée — contrairement à ce qui se passe dans la plupart des pays voisins — on peut estimer que si l'économie française est loin d'être sortie d'affaire, elle se porte plutôt un peu moins mal qu'au printemps dernier.

Cela ne fait pas taire pour autant les prophètes de l'apocalypse qui continuent chaque jour d'affirmer dans la presse ou à la tribune de l'Assemblée nationale que la France s'enfonce dans le désastre, ce que ne confirment, pour ne prendre que deux exemples, ni le spectacle des embouteillages sur les routes du long week-end de la Toussaint ni l'annonce que l'ensemble des stations françaises de sports d'hiver affichent d'ores et déjà complet pour Noël et pour les petites vacances de février !

Il n'est pas un jour sans que le patron du C.n.p.f. Yvon Gattaz ne vienne se plaindre du sort dramatique des entreprises françaises alors même que les dernières statistiques de l'I.n.s.e.e., dont le même Gattaz est obligé de reconnaître qu'elles sont « partiellement vraies », soulignent qu'il y a eu moins de faillites cette année que l'an dernier, la diminution étant particulièrement sensible dans l'industrie (-14,5 %) mais aussi dans le commerce (- 7,8 %). On n'a pas souvenir que sous le gouvernement de Raymond Barre, alors que les disparitions d'entreprises étaient plus nombreuses, le prédécesseur d'Yvon Gattaz fût aussi constant dans ses lamentations.

Nous avons déjà eu l'occasion d'observer que ce négativisme systématique des porte-parole de l'opposition n'est pas partagé par l'opinion qui, bien que toujours inquiète sur l'avenir, paraît de plus en plus sensible aux efforts de rigueur du gouvernement. Une confirmation intéressante vient d'en être apportée par le dernier sondage mensuel de « France-Soir Magazine » - Ifop qui traduit à la fois une très bonne tenue de l'ensemble des membres du gouvernement et une chute spectaculaire des principaux leaders de l'opposition, en particulier des deux « procureurs » que sont Raymond Barre et Jacques Chirac. Ce qui amène le journal d'Hersant à ajouter ce commentaire savoureux : « Tout se passe comme si les Français devenaient moins pessimistes, estimant la situation moins grave que ne la leur décrivent certains leaders de l'opposition et ils tiennent rigueur à ces derniers de les effrayer. Jacques Chirac et Raymond Barre devraient s'interroger sur les dangers de grossir un peut trop le trait. »

S'interrogeront-ils vraiment ? C'est leur affaire. Les Français sentent en tout cas que l'opposition n'a aucun projet sérieux à proposer et même s'ils sont sceptiques, ils souhaitent la réussite politique entreprise par le Pouvoir. Une preuve en a été donnée par le comportement des consommateurs qui ont largement contribué au succès du blocage des prix. Une autre est apportée par les grandes centrales syndicales qui s'efforcent — c'est leur rôle — de défendre au mieux les intérêts des salariés mais en affirmant bien haut qu'elles n'entendent pas contrecarrer l'action du gouvernement de gauche.

Les premiers résultats de cette action sont encore fragiles. Beaucoup de points noirs subsistent qui obligent à avancer avec la plus grande prudence. Mais les éléments positifs sont désormais suffisamment tangibles pour qu'ils ne puissent plus être occultés par ceux qui ne savent que crier « au loup ! ». C'est une première victoire qu'il s'agit maintenant de compléter et d'élargir.



Acheter français... pour vendre français!

S'appuyer sur le marché intérieur pour conquérir des marchés extérieurs n'est pas un paradoxe c'est la seule parade connue à notre "inacceptable" déficit commercial

PAR GUY PERRIMOND

SI l'on souhaitait culpabiliser consommateurs et salariés on ne s'y prendrait pas autrement ! Car, à suivre les « explications » fournies par les médias à propos du déficit du commerce extérieur, il est évident que la croissance de ce déficit a pour causes principales le coup de pouce donné au pouvoir d'achat des ménages en 1981 et 1982 et l'augmentation du coût salarial. Autrement dit, la consommation populaire aurait produit un appel d'air qui a permis aux productions étrangères de s'engouffrer sur le marché français, et l'évolution des coûts de production — avant tout les salaires et les charges sociales — n'a pas permis aux productions françaises d'être compétitives avec celles de nos concurrents.

Bref, les consommateurs seraient responsables de la forte croissance des importations et des salariés, eux, responsables des faibles performances des exportations. Et les salariés, qui sont également consommateurs, sont responsables des deux réunis ! Le gouvernement, lui, étant d'ailleurs un peu plus responsable : il a voulu une relance de la consommation alourdissant ainsi les charges des entreprises. La boucle est bouclée, la gauche — ses élus et sa base sociale — précipite le pays vers la faillite.

L'honnêteté intellectuelle devrait pourtant obliger les « analystes » à regarder de plus près les statistiques, à remonter dans le temps pour mesurer les évolutions, décoder les causes et finalement proposer des solutions tenant compte de la réalité.

Une vieille connaissance

Le déficit du commerce extérieur est pour les Français une vieille connaissance. Au cours des dix dernières années, nos échanges n'ont été équilibrés que deux fois. C'est dire si, au-delà de la conjoncture de 1982, ce déséquilibre a des causes profondes. Et durables.

Quelques chiffres pour fixer les esprits : en 1980, année de ce qu'il est convenu d'appeler le second choc pétrolier, le « trou » du commerce extérieur était de 62 milliards de francs ; en 1981, de 51 milliards de francs ; en 1982, de 74 milliards de janvier à septembre, l'estimation pour l'année portant sur 95 milliards. Or, la balance des services ne permet pas — par le système des vases communicants — « d'effacer » ce déficit enregistré dans le domaine commercial. Dès lors il reste, pour un pays normal — les Etats-Unis faisant exception pour de multiples raisons — soit à tirer sur ses réserves, soit à emprunter, soit à...retrouver l'équilibre. Etant entendu qu'il est impossible de parvenir à cet équilibre en quelques mois.

Michel Jobert, au moment de sa prise de fonction, expliquait qu'il était possible de rétablir l'équilibre. Ajoutant : « J'espère pouvoir atteindre cet objectif en 1985. » Ce temps sera nécessaire, car la rigidité des courants commerciaux est réelle et le poids des habitudes très lourd.

D'autant qu'il devrait être évident pour tous que nos ventes à l'étranger ne sont dues, pour l'essentiel, qu'à l'effort d'un nombre restreint d'entreprises. Si 16 500 exportent plus de 1 million de francs par an, 560 d'entre elles seulement assurent les deux tiers de nos exportations. Ce qui signifie qu'à l'exception d'une poignée de P.m.i., dynamiques et performantes l'essentiel de nos ventes, en dehors de l'agro-alimentaire, est le fait de groupes importants. Qui le plus souvent travaillent sur de grands contrats. Si du côté du béton, de l'armement, des « usines clé en main », et de quelques grands secteurs comme l'aéronautique et l'automobile l'industrie française est le plus souvent présente, le grand vent de la concurrence internationale semble avoir rendu frileux la grande masse des patrons français.

Et ce n'est pas un hasard ! Lorsqu'il est devenu évident, après le premier choc pétrolier de 1973, qu'un effort devenait nécessaire, la droite et le patronat élaborèrent la même réponse. Le « redéploiement industriel », qui fut un temps à la mode, acceptait ce que les économistes appellent la division internationale du travail et s'est caractérisé pour l'Hexagone par une spécialisation sur certains secteurs, considérés comme porteurs, et l'abandon des secteurs jugés en déclin. Le résultat est connu : le textile ou la sidérurgie par exemple ont été abandonnés, les grosses firmes, défrichant des secteurs de pointe, fortement aidées.

Au total, les gouvernements successifs du septennat de Valéry Giscard d'Estaing ont permis à quelques entreprises de se tailler une part « d'empire » — le secteur bancaire en bénéficia —, à d'autres d'enlever de « gros » contrats, quel qu'en soit le coût pour la nation. Pour le reste c'est à peine si le proverbe « que le meilleur gagne » fut rappelé...

Le résultat d'une telle politique est connu. Il fait partie de « l'héritage ». La pénétration étrangère s'est accentuée dans la plupart des secteurs, les industries traditionnelles virent leur déclin s'accentuer. L'indépendance nationale devint sur le plan économique un mot vide de sens. Et le marché national fut abandonné... aux canards boiteux. C'est à peine si ce raccourci force le trait. Les taux de pénétration du marché français — 30 % pour l'automobile, —, le manque de compétitivité des produits — et les coûts ne sont pas seuls en cause —, la part des éléments importés dans les produits exportés — le gouvernement vient de demander aux entreprises publiques d'établir annuellement un tel bilan —, tout prouve que les choix faits durant la décennie soixante-dix pèsent encore très lourd sur nous.

L'exemple japonais, si souvent mis en avant alors, n'a visiblement pas été étudié. Car le Japon s'est d'abord « attaqué » puis appuyé sur son marché intérieur. Qui aujourd'hui encore absorbe la majeure partie de sa production. Ces « champions de la vente » n'exportant que 17 % de leur P.n.b., la France, elle, ayant depuis longtemps dépassé les 20 %...

Or, prendre appui sur son propre marché a quelques avantages. Surtout lorsqu'il est nécessaire d'importer une bonne part des matières premières et l'ensemble des produits pétroliers. S'appuyer sur son marché intérieur c'est tout à la fois accroître son autonomie, et surtout élargir sa marge de manœuvre face aux choix économiques.

C'est ce marché national qui a été, en quelque sorte, « laissé en friche » ces dernières années. Et pas seulement en ce qui concerne les biens de consommation. Au point que l'on peut affirmer aujourd'hui qu'il est devenu nécessaire de faire découvrir aux industriels français...l'industrie française des biens d'équipement !

Deux chiffres pour fixer les esprits : si, durant les huit premiers mois de 1982, les importations de biens de consommation se sont accrues de 22,5 % par rapport aux huit premiers mois de 1981, celles de biens d'équipement professionnel ont augmenté de 21,5 %. Or, malgré la légende, les choix des consommateurs sont plus restreints, plus complexes, que ceux des entrepreneurs.

Au fil des années, on a donc assisté à un double mécanisme. D'un côté l'abandon de certains secteurs, tel le textile (poste excédentaire en 1977, déficitaire en 1981), de l'autre une étrange frilosité s'est emparée d'entrepreneurs qui ont refusé d'investir pour concurrencer les productions étrangères à l'extérieur... ou à l'intérieur. La baisse constante des investissements ces huit dernières années en est une preuve.

Mais les banquiers en apportent une autre. Si les banques françaises ont réussi sur le « marché mondial » une formidable percée, si elles apportent leur soutien aux grandes entreprises françaises, pour le reste, « on fait des affaires avec les locaux », explique le responsable du service « étranger » d'une des grandes banques françaises. Ajoutant : « Les autres, à de rares exceptions près, il faudrait les prendre par la main... » Les autres étant les P.m.i. françaises !

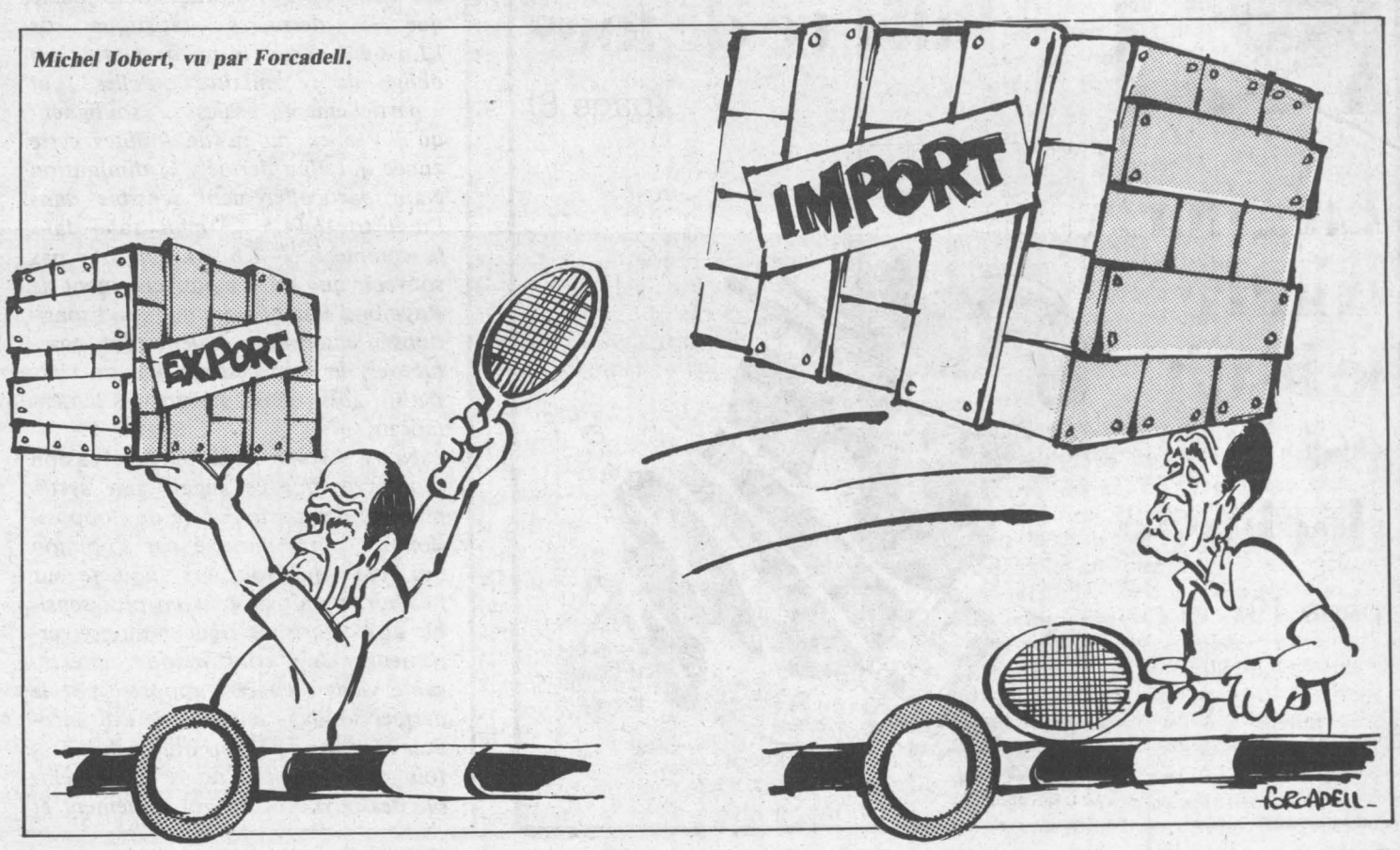
Sortir du cocon

Tempérons cette remarque. A Tokyo, si l'on prend les 100 premières firmes industrielles françaises, 24 seulement disposent d'un bureau permanent. Alors que 300 firmes allemandes sont présentes. Ce qui signifie que les P.m.i. ne sont pas les seules à hésiter à sortir du relatif cocon — de plus, en plus relatif — de nos frontières.

Cette frilosité s'explique. Une étude réalisée par le ministère de l'Economie récapitule les raisons des mauvaises performances de l'industrie nationale à l'exportation. Citons pêle-mêle : l'inadaptation technique des produits ; les prix de vente souvent mal calculés, le coût de l'assurance et du fret n'étant pas toujours pris en compte ; l'incompréhension des habitudes locales ; des réseaux commerciaux mal adaptés. Bref, même en période d'expansion, la France aurait connu, en poursuivant sur cette lancée, des difficultés de taille.

Or, la récession est « lourde ». En

Michel Jobert, vu par Forcadell.



1981, le commerce mondial a stagné. Et si l'on fait abstraction du pétrole, la croissance des échanges mondiaux n'a été cette année-là que de 2,5 % contre 4,5 % en 1980. Et compte tenu des handicaps soulignés plus haut, face à une concurrence plus âpre, les entreprises n'ont pas tenu : si en 1979 nos exportations représentaient 6 % du volume mondial des échanges, ce pourcentage n'est plus aujourd'hui que de 5 %.

Si l'on regarde par zone économique ou par pays, la situation devient franchement « exécrable ». Avec les Etats-Unis, notre taux de couverture n'est plus que de 58 %. Nos échanges, en 1981, étaient déficitaires vis-à-vis de la R.f.a., des Pays-Bas, de la Belgique, du Danemark. Cette année ils le sont vis-à-vis de tous les pays européens à l'exception de la Grèce ! Sans parler de l'Union soviétique.

Nos échanges sont positifs avec bon nombre de pays africains et... la Suisse. Faut-il écrire « l'honneur est sauf » ? Du côté des « secteurs », si le pétrole et le gaz marquent notre plus fort handicap, des soldes négatifs apparaissent pour les minéraux, les matériaux de construction, les biens d'équipement ménager, le textile, les chaussures, les meubles, les assurances. Sans parler d'électronique grand public (déficit d'un milliard de francs avec l'électro-ménager en septembre dernier). Et les soldes positifs se rétrécissent dangereusement, par exemple pour les biens d'équipement professionnel.

Le constat est douloureux : l'industrie française ne serait-elle plus « à la hauteur » ? Les coûts de fabrication seraient-ils trop élevés ? Faut-il, pour s'en sortir, se réfugier sur l'Hexagone ou au contraire se redéployer un peu plus ?

La réponse n'est pas unique. Il faut, tout d'abord, s'appuyer sur le marché intérieur, le reconquérir, pour limiter certaines importations et développer l'emploi. Mais aussi pour reconstituer un réseau de firmes capable d'offrir des produits élaborés à des coûts compétitifs : il est difficile et dangereux de ne travailler qu'à l'exportation. Mais ne produire que pour son marché c'est perdre toute opportunité d'évolution !

Puis il faut favoriser, stimuler les exportations, c'est-à-dire ce que l'on appelle le « commerce courant ». Le temps des grands contrats n'est peut-être pas fini. Mais limiter nos efforts à ce type d'échanges, c'est à moyen terme se condamner. Il faut donc favoriser ceux qui jusqu'à présent n'ont pas osé, pas pensé ou ont considéré qu'ils n'avaient pas les reins assez solides pour « sortir » de l'Hexagone. Ce ne sera pas facile : même avec des pays proches, comme la R.f.a. ou l'Algérie le commerce « courant » n'est pas notre fort.

Puis en ce domaine comme ailleurs il faut modifier les mentalités. Celles des acheteurs bien sûr — pas seulement des consommateurs — et celles des producteurs. Par exemple à propos des flux d'importation : pourquoi la France devrait-elle acheter à l'étranger l'essentiel des équipements nécessaires à son industrie agro-alimentaire ?

Les magnétoscopes de Poitiers

Enfin, tenir compte des pratiques de nos partenaires. Car il serait naïf de croire qu'aucune entorse n'est faite, ailleurs, à la liberté des échanges. Les règlements, les normes, les pratiques douanières, tout est utilisé, ici et là, pour protéger les producteurs nationaux, favoriser les exportateurs : se mettre au diapason n'est qu'un moyen d'obtenir un minimum d'égalité.

C'est ce qu'a fait le gouvernement en regroupant à Poitiers les magnétoscopes japonais pour leur faire subir les formalités de sortie de douane. Ce détour par Poitiers a pu faire sourire. Exclusivement ceux qui ne connaissent pas les pratiques japonaises. C'est un des exportateurs français ayant « réussi » au Japon qui expliquait la semaine dernière : « Vous n'imaginez pas les complications administratives que l'on nous impose. La décision prise par le gouvernement français prouvera aux Japonais que Paris n'est pas décidé à laisser faire. C'est tout. » D'autant que, dans le même temps, la France propose aux Japonais d'investir dans l'Hexagone. A condition de ne pas se contenter d'assembler des éléments importés mais d'utiliser des composants locaux. Et, lucides, les Japonais devraient comprendre qu'un Etat protège des secteurs sensibles : ne font-ils pas la même chose ?

Les mesures prises il y a deux semaines par le gouvernement français, celles annoncées pour l'instant, ne comportent pas seulement des mesures de défense. Certes, il a été prévu que l'ensemble des produits vendus en France devront comporter l'indication de leur pays d'origine. La Communauté européenne étant parfois une véritable passoire, ce principe tout comme la surveillance de certaines pratiques commerciales permettront d'éviter des détournements de trafic. Mais les pouvoirs publics ont également mis l'accent sur l'exportation, les aides à apporter en ce domaine, en particulier pour les P.m.e. Enfin, du côté du pétrole — compte tenu des variations du dollar, son prix a augmenté pour la France de 46 % depuis le début de l'année — de nouvelles mesures d'économie sont envisagées.

142 automobiles vendues au Japon

Face aux difficultés les réponses proposées par le gouvernement sont globales. Car il ne s'agit plus de « bricoler » pour compenser un déficit sectoriel. Tout d'abord l'effort industriel annoncé devrait permettre effectivement de reconquérir des parts significatives du marché national. Les Français, selon un sondage réalisé par l'I.f.o.p. et publié par « l'Humanité-Dimanche », seraient sensibles à un tel effort. Ensuite « économiser » les matières premières et en particulier les produits énergétiques : en 1981, le déficit pétrolier s'était élevé à 151 milliards !

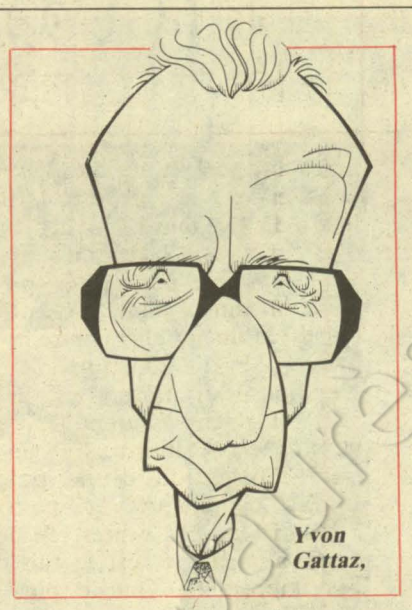
Puis viennent les rapports avec nos différents partenaires. Difficile d'admettre par exemple que, depuis le début de l'année, l'U.r.s.s. n'ait signé que pour 1 milliard de francs de commande avec la France au moment où elle achetait pour 6 milliards à la R.f.a. Est-il naturel que la France n'ait vendu au Japon que 142 automobiles durant les six premiers mois de l'année ? Qu'avec la R.f.a. le taux de couverture des échanges soit passé de 80,2 % en 1981 à 70,4 % en 1982 ? Est-il normal, compte tenu de la hausse du dollar, que nos importations vers les Etats-Unis restent stationnaires ?

Au-delà des efforts que les industriels — et dans un premier temps le secteur public — vont devoir faire, le gouvernement va donc devoir rappeler à ses partenaires certaines règles du jeu. Et, s'il le faut, marquer plus nettement sa volonté de voir certains équilibres mieux respectés. Il serait d'ailleurs souhaitable, à ce propos, que le ministère du Commerce extérieur soit enfin doté de moyens correspondant à sa mission.

On le voit, les raisons des déficits actuels viennent de loin et n'ont que peu de rapport avec la volonté des consommateurs — on achète ce qui est disponible sur le marché — ou avec les coûts salariaux. Car il y a longtemps que l'on sait qu'en dehors des matières premières le prix n'est qu'un élément de la vente : la qualité des produits, celle du service après-vente comptent également. En ce domaine l'effort est de taille. Mais faudrait-il, parce que d'autres avant n'ont pas su effectuer les « bons choix », baisser les bras ? ●

Blocage: les syndicats guettent la sortie

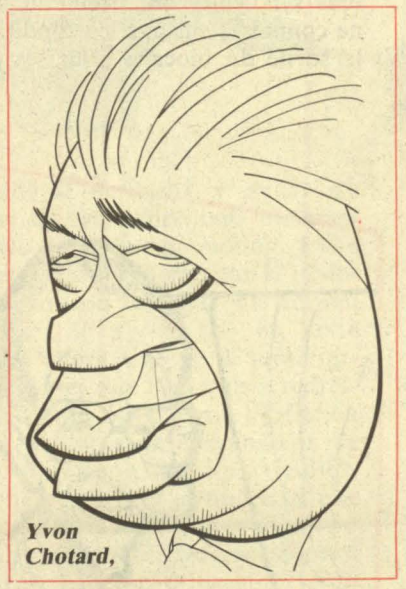
Malgré leurs protestations contre la fermeté du gouvernement sur le rattrapage des salaires, les grandes centrales syndicales "ne veulent pas trop compliquer les choses à Jacques Delors"



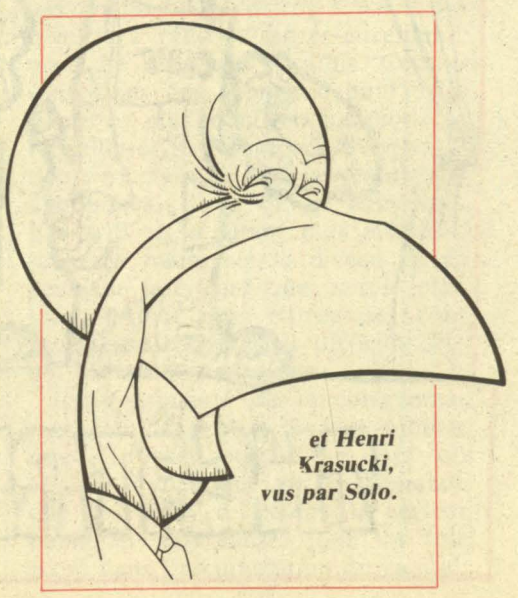
Yvon Gattaz,



Edmond Maire,



Yvon Chotard,



et Henri Krasucki, vus par Solo.

PAR CLAUDE JADOUL

FÂCHES à l'égard du gouvernement, les syndicats ? Pas sûr. Evidemment, les voix d'Henri Krasucki, d'Edmond Maire et d'André Bergeron, par exemple, n'étaient pas spécialement aimables, ces derniers jours, ni à l'égard de Jacques Delors ni même envers Pierre Mauroy. Normal. Après tout, les organisations syndicales n'ont pas vocation d'être les « courroies de transmission » d'un gouvernement, fût-il de gauche.

La sortie du blocage, volet salaires, a remis les choses à leur place. A tout prendre, ce n'est pas plus mal pour l'action revendicative. Le gouvernement n'a pas mission de tout régenter, y compris dans les délais de la vie sociale. Il est de loin préférable que les partenaires sociaux s'affrontent et négocient. L'affaire des 39 heures l'a prouvé.

Renouant avec leur rôle naturel, les syndicats peuvent, s'ils le veulent, impulser du bas un progrès social qui a eu une fâcheuse tendance à s'imposer du haut. La C.f.d.t. ne dit rien d'autre lorsqu'elle explique que le « réveil social est indispensable ». Il n'est pas sûr, en revanche, que les violons soient bien accordés chez les syndicalistes.

La « sortie » du blocage le montre bien. Curieuse sortie que celle-là. Prix sous haute surveillance, interdiction de gambader pour les salaires. Un cadre a été fixé et des pare-feu ont été installés contre tout débordement. Jacques Delors y tient : le taux d'inflation ne dépassera pas 10 % à fin 1982. Il joue sa politique là-dessus.

Reste que les syndicats ne sont pas chauds pour signer des « accords de branche » qui étaleraient les hausses de salaires d'ici à fin 1983. Cette réserve s'appuie sur une constatation : « On nous avait promis 18 % d'augmentation en moyenne d'ici à la fin 1983 ; avec 16 %, on est loin du compte. » Là-dessus, tous les syndicalistes sont d'accord : de la C.g.t. à la C.f.d.t. en passant par F.o., C.f.t.c. et la C.g.c. C'est même le seul point qui fasse l'unanimité, car pour le reste...

Edmond Maire a dit tout haut ce que d'autres pensent : « Il y aura baisse du pouvoir d'achat, le gouvernement a tort de ne pas le reconnaître. » Au cabinet de Jacques Delors, on réplique : « C'est une affirmation gratuite, il n'y aura pas baisse du pouvoir d'achat. »

A leur manière, chacun des deux interlocuteurs, gouvernement et syndicats, a raison. Car il faut s'entendre sur la notion de pouvoir d'achat. L'un — le gouvernement — met en avant le « revenu disponible brut des ménages » (qui augmentera, en moyenne, en 1983), les autres parlent des salaires directs.

Pierre Becq, de la C.f.d.t., l'un des adjoints de Kaspar, le numéro deux, souligne que « la part des salaires a tendance à diminuer dans le calcul du « revenu disponible ». Pourtant « il n'est pas loin de penser que « le revenu disponible des ménages est la

(suite en page 4)

(suite de la page 3)

« vraie notion », à partir de laquelle on peut mesurer l'évolution du pouvoir d'achat. Et Pierre Becq n'exclut pas, pour sa part, « un coup de pouce » sur l'allocation logement ou les prestations familiales « si l'on s'aperçoit d'une « baisse d'un pouvoir d'achat ».

« Pas d'accord », rétorque Louis Viannet, dans son bureau de « La Vie ouvrière », « les transferts sociaux ne sont pas une monnaie d'échange ». Une bonne raison à cela, selon la C.g.t. : « Tous les salariés ne sont pas prestataires sociaux. »

Et à la C.g.t. on maintient dur comme fer qu'une baisse du pouvoir d'achat des salaires — au sens strict — « aurait des répercussions sur le niveau de la consommation ».

« Si nous sommes d'accord sur les grandes orientations du gouvernement, la reconquête du marché intérieur, la lutte contre le chômage, porter atteinte à la consommation, c'est s'écarter de cette ligne », explique Louis Viannet. La C.g.t. s'arc-boute sur le triptyque pouvoir d'achat — maintien de la consommation — stabilisation du chômage. C'est son cheval de bataille.

F.o. pour sa part n'est pas trop mécontente des conditions de la sortie du blocage. On y cite le secteur de l'habillement comme un « bon exemple » : 7 % d'augmentation à fin 1982. Ce qui est un des pourcentages parmi les plus faibles des hausses salariales prévus ! André Bergeron, visiblement, « ne veut pas compliquer les choses » à Jacques Delors.

La C.f.d.t. ne partage pas cet avis. Le mur du bureau de Pierre Becq est tapissé des notes qu'il prend, secteur après secteur. « Aucune branche n'atteint les 18 % promis. » La C.f.d.t. soupçonne le gouvernement de vouloir « récupérer » la quarantième heure compensée intégralement lors de la mise en place des 39 heures. « On nous donne 16 % au lieu des 182 points. On est en train de nous faire payer la trente-neuvième heure. Faites-les comptes », s'exclame-t-il.

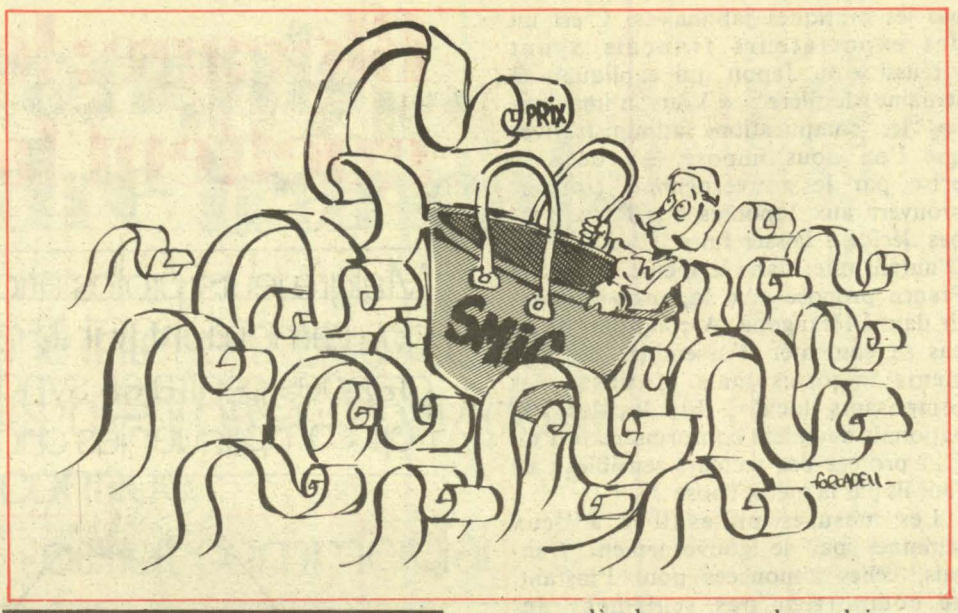
« Ce n'est pas l'indice qui compte »

Louis Viannet ne va pas aussi loin. Il se refuse à faire un procès d'intention au gouvernement sur ce terrain. Sur l'affaire du Smic, il est, par contre, intarissable : « Nous ne ferons aucune concession sur les 4 % promis pour 1982. En net, le Smic « fait » un peu plus de 2 900 francs, 3 340 en brut ; nous proposons 3 700 francs. »

Rue de Rivoli, on a une position assez forte sur la question — épineuse — de l'augmentation refusée du Smic au 1er novembre. L'explication est simple : « Les années précédentes, l'inflation de 14 % amenait — chaque année — une augmentation de 2 % au 1er novembre. Grâce à notre politique, il n'y a eu que 1,7 % au 1er novembre, il n'y avait donc pas lieu d'appliquer une augmentation de 2 %. » Simple, logique.

« Ce n'est pas l'indice qui compte, commente Louis Viannet, c'est la promesse de 4 % d'ici à la fin de 1982. » A la C.g.t. on ne se satisfera pas d'une augmentation prévue de 2 % au 1er décembre. « Mais 3 700 francs c'est plus que 4 % », remarque-t-on au ministère de l'Economie et des Finances.

Il est vrai que toutes les études internationales prouvent que les coûts salariaux français sont loin d'être aussi élevés qu'on le dit. Après l'O.c.d.e., la Dresder bank écrit noir sur blanc que les salaires français sont inférieurs à ceux pratiqués en R.f.a. et aux Etats-Unis. « Pas d'accord, dans ces conditions, pour faire des cadeaux au patronat ; les transferts sociaux, c'est nous qui les payons », argumente Viannet. Qui assouplit tout aussitôt sa position : « On est près à prendre en compte le rythme de l'inflation. »





Jacques Delors remettant le trophée du « Manager de l'année » à Francis Bouygues.

Plus grave — sur le fond — est l'accusation de la C.f.d.t. « Delors a été astucieux. Les patrons ont été vite fixés à propos des prix, notamment des produits industriels », assure Pierre Becq. « Ils ont obtenu entre 6,5 et 8,25 %. La moitié des chambres syndicales ont prétendu qu'elles ne connaissaient pas les conditions de la sortie du blocage pour les prix et que, dès lors, pour les salaires... » L'attaque est claire : la sortie du blocage des prix n'a pas été conditionnée par des négociations salariales.

« Faux », dit-on chez Delors. « Il y a peut-être un problème d'information parmi les centrales syndicales, mais nous avons voulu la « transparence ». Les patrons ont été mis au pied du mur : les accords sur les prix doivent s'inscrire dans une prévision sur la structure des coûts, dont les salaires font partie. La sortie prix/salaire est cohérente. » Une précision : « Chaque fois que l'on a rencontré un patron, on lui a posé la question : où en sont vos négociations sur les salaires ? » Mais à la C.f.d.t. on maintient : « Nous n'avions pas la même « carte d'entrée » que les patrons pour négocier... » La religion de Pierre Becq est définitive.

Une proposition : « Donnez-vous 18 % de masse salariale et nous discuterons sur sa répartition. » Car la C.f.d.t. est partisan d'une sortie « différenciée » selon les catégories de revenus, histoire d'en profiter pour raccourcir l'éventail des rémunérations, position officielle de Jean Auroux, le ministre du Travail.

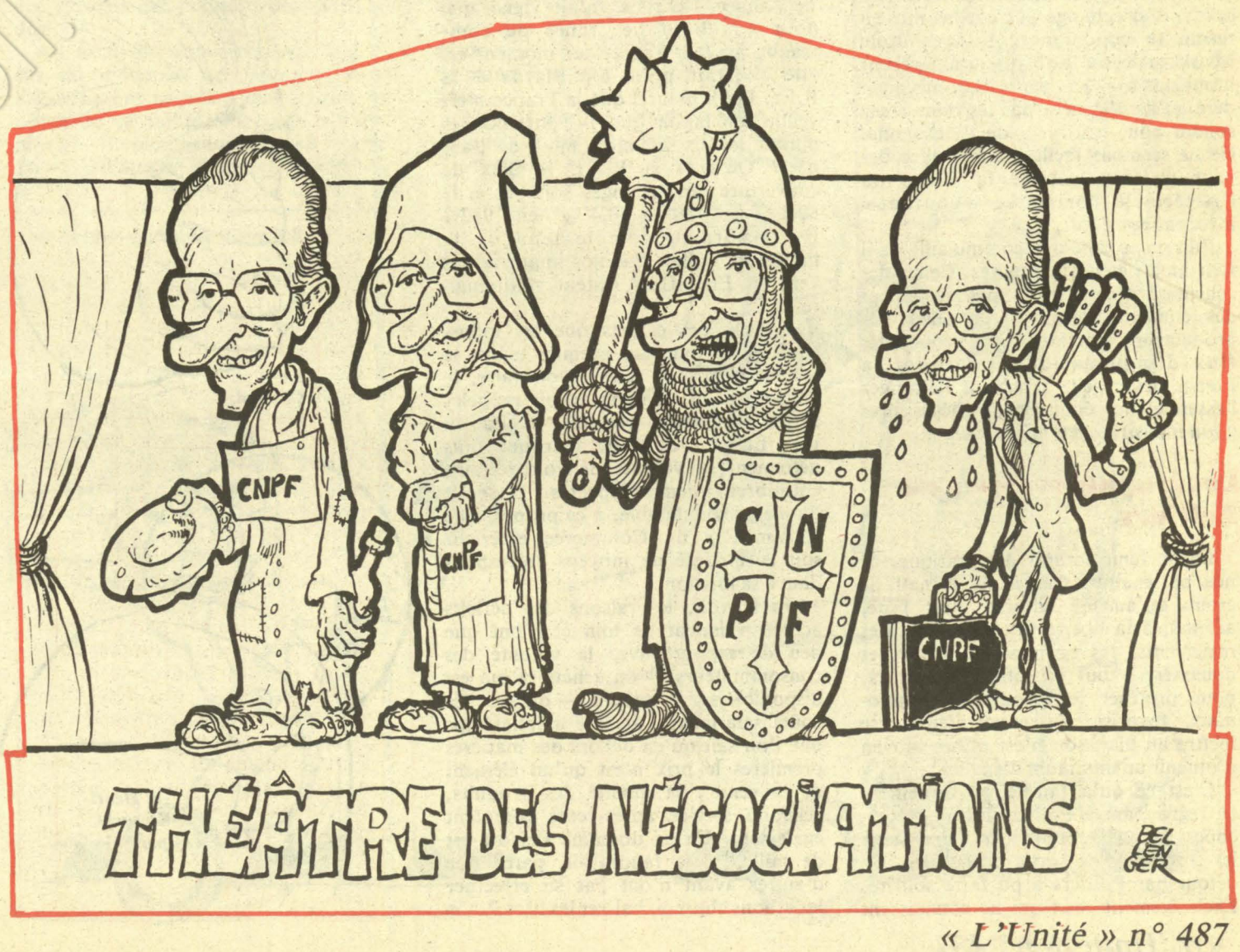
Là encore, la C.g.t. exprime un autre avis : « Tous les salaires sous statuts, ceux qui résultent d'une grille, d'une convention, doivent « bouger » simultanément. » Les élections prud'homales ne sont pas loin et la confédération veut maintenir les chances de l'U.g.i.c.t., l'organisation C.g.t. des cadres.

Pour la C.g.t., l'éventail des grilles va de 2 900 francs (Smic) à 14/15 000 francs. Et elle veut maintenir le pouvoir d'achat pour tout le monde et augmenter sensiblement les petits salaires. Si la C.f.d.t. considère que les tranches en dessous de 4 100 francs constituent le gros des petits salaires, la C.g.t. elle, place la barre plus haut : 5 000 francs. « Il faut tenir compte aussi des situations régionales, le pouvoir d'achat n'a pas la même signification à Paris ou sur la Côte d'Azur », explique Louis Viannet.

F.o., pour sa part, est davantage hostile à la méthode du gouvernement qu'au problème de fond. « Comment une négociation serait-elle crédible si, avant qu'elle ne s'ouvre, le gouvernement réglemente et préétablit tout ? (...) Tout cela n'est pas acceptable », écrit Claude Pitous, l'un des secrétaires confédéraux. Mais, sur le fond, il en convient : « La situation économique ne se prête pas à des avancées sociales extraordinaires. »

Mais tout n'est pas dit dans cette (fausse) sortie du blocage. F.o. veut « renouer le dialogue ». Et Louis Viannet affirme que la « négociation n'est pas bloquée ». Il brandit l'accord signé à la Fnac. Voilà, pour la C.g.t., le type du bon accord : 13,87 % pour les salaires jusqu'à 4 500 francs, 13,47 % pour les salaires de moins de 7 080 francs, 12,38 % pour les tranches inférieures à 10 680 francs et 8,01 % pour ceux qui dépassent 10 680 F. Tout cela jusqu'à la fin 1982. 8 % à négocier pour 1983. On est loin des recommandations de Delors. Mais la C.g.t. va s'appuyer sur cet exemple pour prouver « qu'il y a de l'argent ». Il y va, dit Louis Viannet de la « crédibilité du gouvernement qui a besoin d'un soutien populaire ».

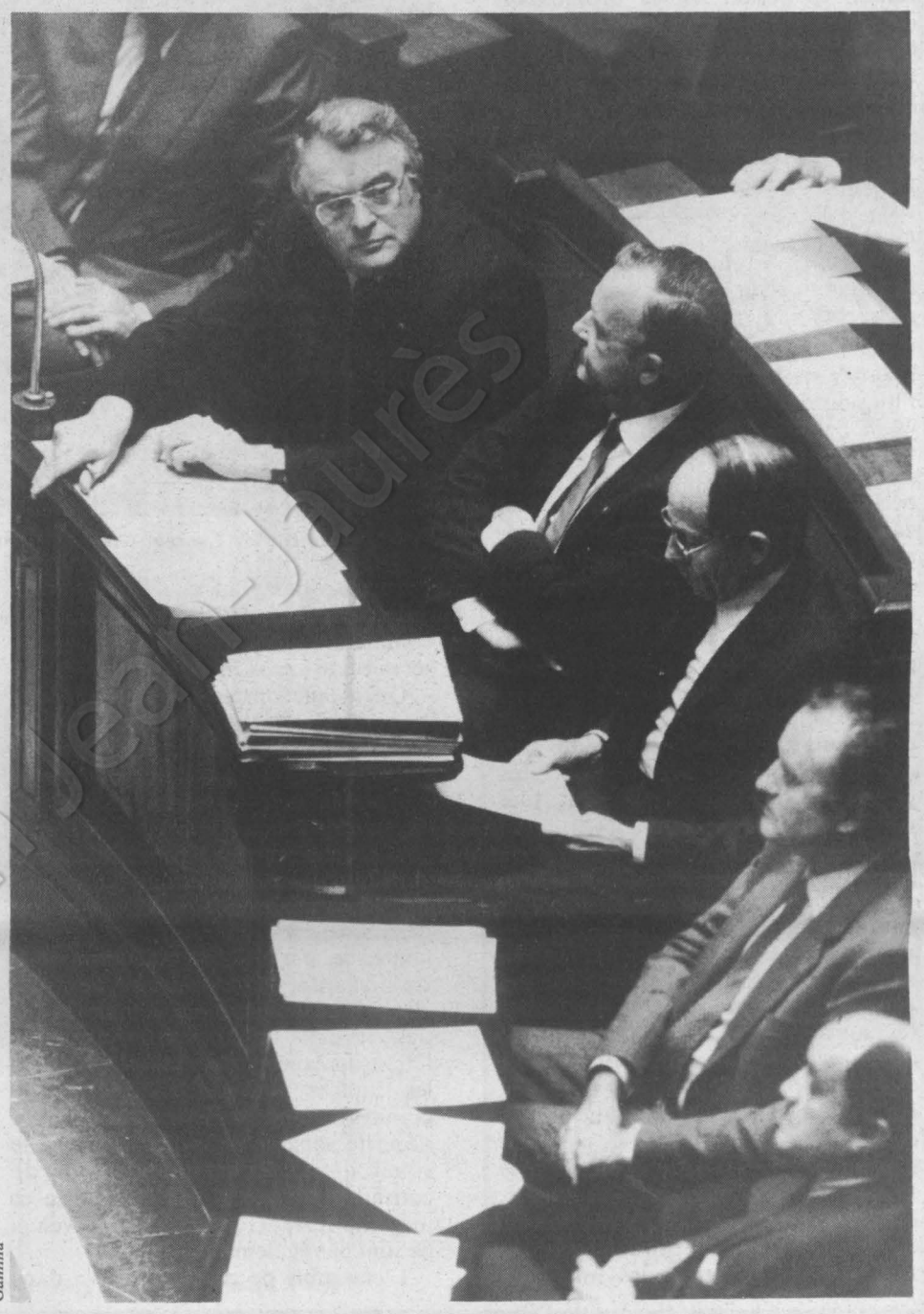
Le gouvernement fait le gros dos devant ces « mises au point », l'œil fixé sur les 8 % d'inflation escomptés en 1983. Impavide, Jacques Delors « serre les boulons ». Pas de dérapage fin 1982, « c'est à ce prix que nous pourrons maintenir le pouvoir d'achat en 1983 ». Pas pour tout le monde. L'amputation des hauts revenus est en quelque sorte programmée. Pour les catégories les plus défavorisées, on « compensera » par le jeu des allocations sociales. Au mois le mois. Sans le dire, il y a un consensus là-dessus parmi les confédérations syndicales. ●



Budget: un choix de société

L'opposition a d'abord prétendu que le budget de Laurent Fabius était "truqué". Elle admet maintenant qu'il traduit des choix... qui ne sont pas les siens

APRES avoir adopté la première partie de la loi de finances pour 1983 qui concerne les recettes, l'Assemblée nationale a abordé cette semaine la discussion des dépenses, chapitre par chapitre. Comme chacun sait, le budget est le reflet le plus précis et le plus complet de la politique économique et sociale du pouvoir. C'est donc bien à travers ce budget que se définissent les orientations de cette politique. Ce sont elles que Christian Goux a analysées dans son intervention au nom du groupe socialiste tandis que Christian Pierret, rapporteur général de la Commission des Finances, a montré comment se dessine dans le budget de 1983 une nouvelle politique industrielle pour la France.



Gamma

"La croissance sociale, c'est le coeur du projet de la gauche"

PAR CHRISTIAN GOUX

REUNISSANT en 1975 à Suresnes de nombreux économistes de gauche de tous les pays, François Mitterrand, alors Premier secrétaire du Parti socialiste, déclarait : « A un moment où la crise mondiale s'approfondit, où le chômage s'aggrave, où les investissements se ralentissent, où les instruments classiques sont devenus incapables de lutter contre l'inflation et de relancer l'économie, où tous s'interrogent sur les contradictions de la croissance... il convient de définir les éléments de nouveaux modes de production dans lesquels le chômage ne serait plus le régulateur de l'inflation et l'inflation le mode de financement des investissements. »

Cette date et ce diagnostic, à l'heure où d'autres voyaient de trimestre en trimestre la sortie du tunnel, traduisent la force et la prémonition de la gauche dont c'est l'originalité de situer son action en référence à une analyse approfondie de la crise mondiale, de ses formes et de sa durée.

Si donc une critique, pourtant fréquemment faite, est particulièrement mal venue, c'est celle qui consiste à nous accuser de ne pas avoir de la crise une vision correcte, d'en sous-estimer la gravité, voire d'en ignorer les contraintes.

Très tôt, nous avons eu le sentiment que la sortie de la crise serait longue parce qu'elle nécessitait une « révolution » dans les mentalités et une profonde réforme dans les méthodes de gestion de l'économie. Révolution dans les mentalités, je pourrai la résumer d'un mot en disant qu'aujourd'hui il n'y aura pas de progrès économique sans progrès social. Après deux décennies où le progrès économique, c'est-à-dire la croissance, c'est-à-dire encore l'accroissement du gâteau à partager, a été la règle et a permis un réel progrès social, nous sommes au début des années quatre-vingt dans une situation complètement nouvelle. Les méthodes traditionnelles n'ont plus leur efficacité d'antan, la contradiction entre la gestion de l'entreprise et ses conséquences macroéconomiques pour le pays est devenue flagrante, la productivité stagne en même temps que le changement technologique pose un défi constant à des sociétés plus enclines à la sclérose qu'à la modernisation. Il n'y a plus, dans ce contexte, de progrès économique possible sans de nouvelles avancées sociales, sans rendre à ceux qui produisent une part de la décision sur la façon de produire, et sans redéfinir les règles du partage d'un gâteau qui n'augmente plus guère. Cette croissance sociale, c'est le cœur du projet de la gauche.

La mettre en œuvre nécessite une profonde réforme des méthodes de gestion de l'économie. J'y viendrai dans un instant en développant la politique de croissance, les liens entre la désinflation et la politique de répartition, les orientations vis-à-vis de l'extérieur.

Le budget de 1983 n'échappe pas plus que celui de 1982 aux critiques de la droite qui s'attache, malgré les explications qui lui sont apportées, à montrer que ce budget n'a pas les qualités que nous lui reconnaissons. Pourtant, pour qui veut le resituer dans l'ensemble de la politique économique dont il est un temps fort, le budget de 1983 est fidèle aux orientations que s'est fixées le gouvernement et, dont je rappelerai brièvement les principes, avant de montrer comment ils se traduisent dans le projet de loi de finances pour 1983.

Le soutien de la demande

La première orientation de la politique économique de la gauche depuis un an et demi est le soutien de la demande. Il faut, au moment où certains voient dans cette politique une source de difficultés, rappeler la logique profonde de ce choix, et en particulier réaffirmer le lien qui unit l'évolution de la production et celle de la consommation.

Chacun sait qu'au-delà des possibilités réelles de partage du temps de travail le niveau de l'emploi dépend fondamentalement de celui de la production. Certes, la croissance ne se décrète pas, mais il faut s'en donner les moyens. Or, la demande des ménages représente 75 % du produit intérieur brut et trois fois le montant de l'investissement total. Cette arithmétique simple explique pourquoi il ne peut y avoir de politique de croissance sans maintien du niveau de la consommation. Et ce maintien passe lui-même par le maintien du pouvoir d'achat du revenu disponible. Il n'y a pas en cette matière d'alternative et il serait erroné de penser que l'on puisse redresser l'économie ou ralentir l'inflation par une politique de compression de la consommation. En particulier, l'hypothèse parfois avancée d'une relance privilégiant l'investissement ne paraît pas fondée. De quoi dépend en effet la décision d'investir ? Non pas comme on le dit trop souvent des bénéfices réalisés antérieurement, mais des bénéfices attendus. Ceux-ci sont, dans une économie où l'inflation n'est plus le moyen commode de rééquilibrer les comptes d'exploitations, fonction de l'accroissement des débouchés, donc de la demande. Enfin, il est d'autant plus indispensable de maintenir le niveau de la demande intérieure que, sur le plan international, nos entreprises font face à une concurrence difficile dans des marchés peu porteurs.

Cette primauté de la consommation étant rappelée, il faut ajouter que l'investissement ne sera un élément dynamique de la demande que si l'Etat, à travers le secteur public et nationalisé, joue un rôle accru dans l'accumulation du capital. La situation d'incertitude élevée à laquelle doivent faire face les décideurs — fortes et brutales fluctuations de la conjoncture, risques sur le changement technologique — exigerait que les investissements bénéficient d'une rentabilité suffisante pour que l'on se risque à investir. Or, que constate-t-on ? Partout la rentabilité des sociétés se dégrade, l'investissement ne redémarre pas parce qu'il est aujourd'hui plus rentable de conserver son capital liquide et rémunéré par des taux d'intérêts réels largement positifs que de le risquer à long terme pour un profit moindre. La puissance publique doit donc prendre ses responsabilités et les risques que le capital privé ne peut pas prendre. C'était, dois-je le rappeler, le sens profond des nationalisations.

La politique de répartition

La seconde orientation de la politique économique du gouvernement est la recherche simultanée d'un ralentissement de l'inflation et d'une politique de répartition permettant l'expansion dans la stabilité des évolutions nominales et avec plus de justice.

(suite en page 6)

(suite de la page 5)

La volonté de ramener l'évolution des prix en France au niveau de ceux de nos grands concurrents à une double justification. C'est en premier lieu un facteur de compétitivité, permettant de vendre plus tant à l'intérieur qu'à l'extérieur et donc de produire plus. En ce sens la désinflation est un facteur de lutte contre le chômage. Cette idée a souvent été présentée comme la base de la politique menée par le gouvernement précédent. Il n'en était rien car celui-ci cherchait à lutter contre l'inflation en pesant sur la progression des salaires, donc en limitant la demande, donc en limitant la production. Cette politique a échoué dans sa logique même parce que les moindres coûts réalisés en comprimant les salaires ont été compensés et au-delà par les charges sociales nouvelles créées par l'accroissement du chômage.

Notre politique de lutte contre l'inflation exclut la baisse des salaires réels petits et moyens. Elle s'appuie sur une réelle politique de répartition, sur l'élimination des rentes de situation que la gauche est seule à même de réduire, sur l'amélioration de l'efficacité de la défense publique, sur la réforme des circuits de distribution. L'ensemble de ces actions va dans le sens d'une compétitivité économique accrue. Mais la désinflation est aussi facteur de justice sociale, pour une raison simple : les inégalités sont beaucoup plus fortes dans un pays où l'inflation tourne autour de 15 % que dans un pays où elle est de 5 %. En effet, la dispersion des évolutions nominales autour du taux d'inflation moyen, c'est-à-dire l'inégalité, est elle-même d'autant plus grande que ce taux est élevé.

Dans ce contexte, le blocage des prix mis en œuvre en juin dernier prend tout son sens. Loin d'être comme le pensent ses détracteurs, une parenthèse, nécessairement suivie d'une explosion, le blocage a eu pour effet de diminuer très nettement les anticipations à la hausse des agents économiques pour 1983. Pour que celles-ci se retournent vraiment, il est nécessaire de poursuivre pendant une durée assez longue le contrôle des prix. Cette politique n'empêchera pas, bien au contraire, de favoriser, dans les secteurs où cela est nécessaire, les produits industriels. Car l'évolution des marges a été depuis des années beaucoup plus favorable dans la distribution et le commerce ou dans les activités de service que dans l'industrie.



A.f.p.

Christian Goux avec Laurent Fabius, ministre du Budget,et Deflassieux p.-d.g. du Crédit Lyonnais.

Quant aux obstacles d'ordre financier, en particulier les structures d'endettement, les solutions existent pour les surmonter.

J'en viens maintenant à la politique de répartition. Il s'agit là des revenus de la fiscalité et de la protection sociale. En matière de revenus, la priorité accordée aux bas revenus depuis un an et demi ne peut être contestée par personne. En matière de fiscalité, une double tendance s'est dessinée à travers l'exonération des revenus les plus modestes et l'alourdissement de l'imposition pour les titulaires de revenus élevés et de grandes fortunes. L'évolution de la Sécurité sociale a été marquée par le souci d'éviter une majoration de cotisations, à la fois inflationniste et inégalitaire tant que tous les revenus ne sont pas également atteints.

L'ensemble de ces mesures va dans le sens d'une profonde modification de l'éventail des revenus — entendu ici au niveau des revenus disponibles après impôts — qui est une des priorités de l'action de la gauche et qui contribue fortement à l'évolution nécessaire des comportements dans un contexte de partage plus difficile du revenu national.

L'extérieur et la monnaie

En matière d'échanges extérieurs, notre priorité a toujours été de maintenir l'ouverture des frontières sans pour cela accepter un déséquilibre générateur de risque monétaire et de perte d'indépendance. Or que s'est-il passé ? Le déficit commercial a grosso modo doublé en 1981 et 1982, atteignant aujourd'hui un niveau inacceptable de 100 milliards de francs sur l'année. Ce déficit a plusieurs explications, toutes fondamentalement liées à l'incapacité de l'appareil productif français de produire à des coûts compétitifs à la fois à l'exportation et sur le marché domestique.

Cet héritage — je considère pour ma part que le vrai « bilan » des politiques précédentes se lit à ce niveau — est lourd. Le rétablissement de la situation ne peut être qu'une entreprise de long terme, passant par un redressement de la compétitivité, par le développement de l'appareil productif national, par la création de nouvelles entreprises. Mais cette action sur la structure industrielle ne doit pas empêcher une action à plus court terme favorisant un rééquilibrage de balance commerciale plus rapide qu'on ne le dit. Je ferai sur ce point deux séries de remarques plus personnelles.

En premier lieu, la baisse des exportations françaises est liée à la faiblesse de la demande mondiale, à la fois dans les pays industriels qui mènent une politique déflationniste, dans les pays de l'Est et de l'O.p.e.p. et dans les pays en voie de développement trop endettés. Cet aspect de la crise mondiale va durer. Or, au-delà du redressement que l'on peut attendre de nos exportations qui ont anormalement baissé depuis octobre 1981, il faut prendre en compte cette stagnation du commerce mondial et refuser de voir les importations françaises progresser plus vite que les exportations. Tenant le langage de la vérité, comme mon ami Pierre Bérégovoy en matière de dépenses sociales, je dirai qu'il faudra d'une façon ou d'une autre adapter les importations aux exportations.

Mais il faut dédramatiser cette question. L'objectif, qui est une nécessité, d'équilibrer notre balance commerciale, correspond à une économie de 10 % sur le montant des importations, pourcentage modeste et qui est à notre portée. Il ne s'agit donc pas d'un choix entre libéralisme et repli sur soi, mais plutôt d'une condition à la progression ultérieure des échanges. L'Europe ne peut exister si les deux principaux partenaires, l'Allemagne et la France, sont l'un excédentaire de plusieurs milliards de francs par mois, l'autre déficitaire du même montant. Le nier conduirait à des désillusions graves. Aussi convient-il de mettre en œuvre avec lucidité et courage les moyens nécessaires comme a commencé à le faire, trop récemment à mon avis, le gouvernement.

J'ajouterai que ce souci de maîtri-

Cousin-de-Méricourt : le grand nettoyage de Chirac

A Cousin-de-Méricourt, on continue à se débarrasser des pensionnaires « invalides lourds ». C'est ainsi qu'une dizaine de familles — peut-être plus — ont reçu à la veille du long week-end de la Toussaint un télégramme non signé leur annonçant le transfert prochain de leur parent dans un établissement de l'Assistance publique. Lafouje aurait peut-être décidé de ne plus concurrencer les hôpitaux. Mais c'est encore une fois au détriment des personnes âgées avec lesquelles il n'hésite pas à jouer au ping-pong.

Le secrétariat d'Etat chargé des Personnes âgées avait été alerté sur ces transferts et dès le 28 octobre il mettait en garde le bureau d'aide sociale de Paris sur les conséquences graves que peuvent représenter un transfert mal préparé ou mal assuré pour des personnes âgées. Quoiqu'il en soit le secrétariat d'Etat a demandé une enquête à la D.d.a.s.s. pour déterminer si ces transferts étaient bien justifiés. En effet les familles de certains vieillards qui sont l'objet de ces transferts ne seraient-elles pas un peu trop actives au sein de l'association de défense qui vient de se créer ?

Un exemple : la mère d'un des membres de l'association était convoquée, il y a maintenant cinq semaines, à Bicêtre, par l'ophtalmologiste qui la soigne depuis des années. Elle devait rester vingt-quatre heures dans ce C.h.u. mais le spécialiste prolongea les examens et, dès le 16 octobre, Cousin-de-Méricourt demandait à Bicêtre de faire vider la chambre qu'elle occupait dans la maison de cure médicale. Raison : on ne la reprendra plus. La vieille dame est actuellement en maison de repos à Yerres, dans l'Essonne. Mais elle ne pourra y demeurer. Sa fille qui ne peut la reprendre parce qu'elle travaille se demande où sa mère sera transférée.

Dans le même temps où l'on « vide » l'établissement de ses pensionnaires on le remplit enfin du matériel de kinésithérapie nécessaire ainsi que de mobilier de bureau et de tables de nuit pour les chambres. L'animatrice a enfin reçu toutes ses bibliothèques et on lui a même livré un billard ! Chirac a-t-il l'intention de venir faire une nouvelle visite ?

E.P.

ser le marché intérieur doit imprégner davantage les décisions des entreprises publiques et de l'Etat, notamment en matière de restructuration industrielle. Dans une économie en équilibre, sans chômage et sans déficit extérieur significatifs, prendre des décisions de maintien ou de fermetures d'entreprises sur la base des seuls coûts comparés entre produire ou importer ne présente pas d'inconvénients majeurs. Il en va tout autrement dans une économie où le chômage est difficile à contenir et côuteux pour les finances publiques, et où chaque milliard de déficit extérieur supplémentaire pèse en fin de compte sur le franc. On ne peut plus alors décider sur la seule base des coûts comparatifs. Il faut inclure, dans un calcul actualisé sur plusieurs années, les coûts induits par le chômage et les importations supplémentaires liées à une éventuelle fermeture d'usine, pour les comparer au coût de maintien en activité de cette usine.

Faute d'un tel raisonnement, la France devrait renoncer à fabriquer nombre de produits dont on est pourtant sûr que la demande interne restera forte. L'équilibre commercial deviendrait alors inaccessible. Le franc serait menacé. Or, en matière monétaire, l'impératif de défense du franc s'impose à tous. Notre pays, comme l'a rappelé le président de la République, en a les moyens. Il en a aussi la volonté, compte tenu de l'impossiblité constatée dans le contexte mondial actuel de rétablir un équilibre commercial par le biais de dévaluations répétées. Je le répète ici une fois encore, une dévaluation est toujours une mauvaise chose.

En conclusion de ce rappel des principes de l'action gouvernementale, je dirais qu'ils sont très éloignés de ceux de l'opposition. A la priorité des profits générateurs d'investissements, nous opposons le soutien de la demande et le maintien du pouvoir d'achat ; à la relance de l'investissement privé défaillant, nous substituons le rôle accru de l'Etat et du secteur public dans l'accumulation du capital ; au maintien des inégalités, nous préférons une politique de répartition ; à l'inflation, nous préférons la recherche de la stabilité des prix. Face à une demande mondiale stagnante ou en régression, nous reconnaissons la nécessité d'une maîtrise de notre marché intérieur : et à l'indemnisation des inactifs, nous opposons la relance de l'emploi productif.

Bref, à la sortie par le bas, nous répondons sortie par le haut et à l'alignement sur la division internationale du travail, nous répondons par notre volonté d'indépendance.

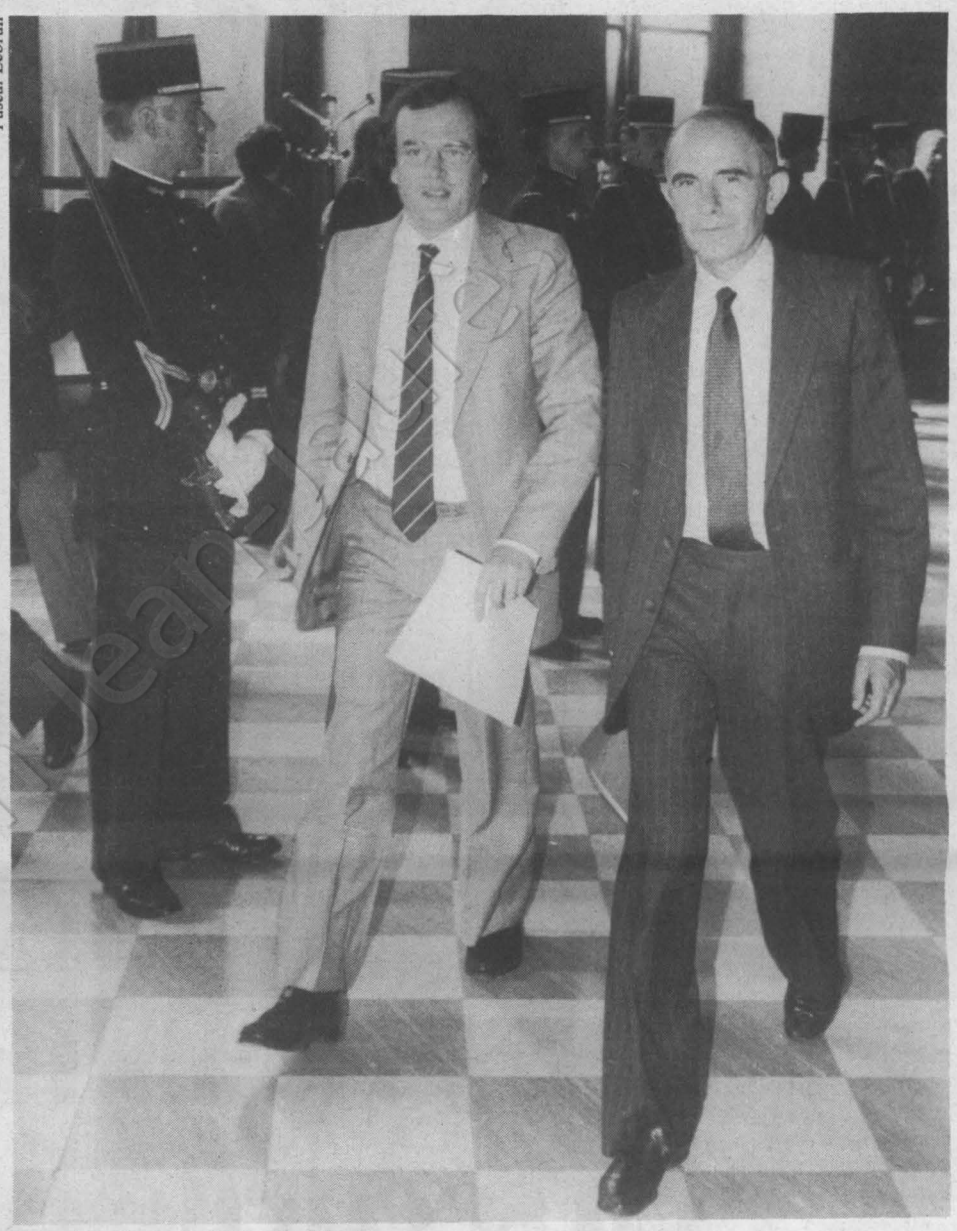
Certes des difficultés existent, la situation économique internationale n'est pas brillante, et la relance de l'activité n'a pas en France suffisamment profité à la production nationale. Il est vrai que tout ne peut être porté au passif de la crise mondiale, et notre groupe a eu l'occasion à maintes reprises depuis un an d'alerter le gouvernement sur l'attention à apporter à la situation du déséquilibre extérieur, à la lenteur du redressement dans le secteur public et nationalisé et au retard de la transformation nécessaire dans le comportement du secteur bancaire.

Mais ces difficultés ne doivent pas être exagérées. Pour résumer d'un mot la situation présente et pour traduire l'état d'esprit qui est le nôtre, je dirai : « Persévérons et nous réussirons. »

Les priorités du budget — renforcement économique, justice sociale, maîtrise financière — sont l'illustration d'une politique plus vaste marquée depuis un an et demi par des avancées considérables. Voilà l'ensemble des raisons pour lesquelles les socialistes voteront le projet de loi de finances et apporteront leur soutien sans faille au gouvernement. ●

"Les choix industriels tardent à venir, le temps presse"

PAR CHRISTIAN PIERRET



Pascal Lebrun

Christian Goux et Christian Pierret.

NOTRE tentative de l'an dernier de remettre en route la machine économique, si elle a eu sans aucun doute, et pourquoi le dissimuler, des incidences conjoncturelles qui ne nous facilitent pas les choses aujourd'hui, aura eu au moins le mérite de montrer aux Français la gravité de notre situation industrielle. Les masques anciens sont tombés et chacun voit bien maintenant, malgré les précautions prises par les responsables du précédent septennat, la réalité d'une France industrielle qui se trouvait en voie de sous-développement.

C'est pourquoi la Commission des Finances, tout en portant une attention soutenue à la remise en ordre des grands mécanismes de notre économie et en particulier à l'assainissement décisif des mécanismes de prix, se préoccupe du pilier de l'avenir qu'est notre industrie. Affaibli par la crise et la gestion de la précédente majorité qui ne s'est pas donné les moyens de son discours, notre appareil industriel doit être reconstruit et développé.

C'est un élément essentiel de la lutte contre le chômage et la voie obligée pour affronter avec quelques chances de succès une crise mondiale qui s'aggrave et une compétition internationale qui s'avive chaque jour. Or, sur ce point, il nous semble que les choses tardent peut-être un peu trop.

Nous voyons bien les trois grands aspects de la politique industrielle de la France se dessiner :

— un plan fixant les priorités, arbitrant entre les inconvénients de tel ou tel pari industriel, répartissant l'effort financier, non pas en fonction des capacités actuelles de telle ou telle branche, mais en fonction de ce qui est souhaitable pour l'avenir (premier volet) ;

— la création d'un environnement favorable à l'assainissement des structures des entreprises par l'augmentation des fonds propres, l'allégement des charges financières, l'instauration de mécanismes simplifiés d'aides à l'investissement et à la recherche, la maîtrise de l'inflation, donc des coûts, afin de maintenir notre compétitivité (deuxième volet) ;

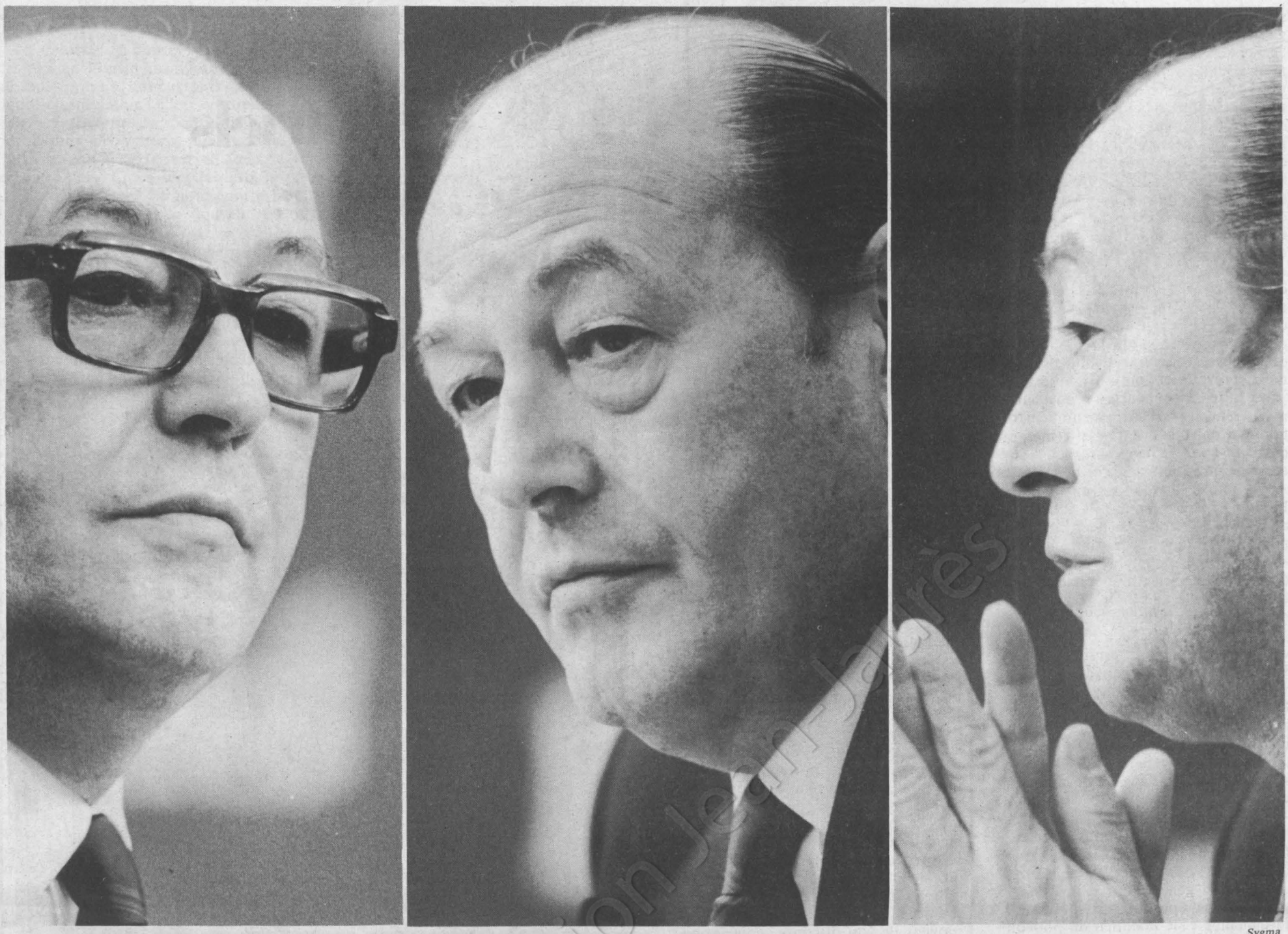
— enfin, l'affirmation de la responsabilité des chefs d'entreprise — y compris et peut-être allais-je dire surtout les chefs d'entreprises nationales (troisième volet).

Sur ce dernier point, il me semble particulièrement important de souligner que l'Etat ne peut à lui seul tout définir et tout régler. La complexité des stratégies industrielles, l'extraordinaire diversité des biens et des services qu'attendent les consommateurs, les mouvements rapides de la demande internationale et nationale font des chefs d'entreprise les seuls véritables connaisseurs de ce qui doit être fait dans le détail et dans le quotidien. Gardons-nous de tenter d'ériger de grandes cathédrales tricolores qui absorberaient des moyens financiers et humains considérables. Que Concorde nous serve de leçon : la décision purement politique en matière industrielle est en général lourde d'erreurs.

Cela étant, les grands axes de notre politique tels que je viens de les rappeler brièvement nous paraissent encore trop abstraits. Au-delà du thème sur l'indépendance nationale ou sur la priorité qu'il convient de donner à l'industrie, la définition précise de ces orientations tarde à venir. Les contrats de plan avec les entreprises nationalisées n'ont pas encore été conclus, et l'on en est encore à s'interroger sur le rôle de secteur public dans le renforcement de notre appareil productif. Des plans sectoriels ont été définis notamment dans le secteur de la machine-outil ; leur concrétisation se fait attendre et aucune information n'est fournie au Parlement sur les moyens financiers qui seront affectés en 1983 à ces actions. A l'inverse, des objectifs financiers précis ont été définis pour la filière électronique : 140 milliards de francs d'investissements devraient être lancés d'ici cinq ans.

Les premiers financements apparaissent dans le projet de budget pour 1983 avec une dotation en capital de 500 millions de francs pour Cii-H.b. et une forte progression des autorisations de programme qui font plus que doubler. Cependant, les orientations industrielles, l'utilisation effective des crédits ne sont pas connues alors qu'il est urgent de reconquérir une place sur un marché porteur où nos échanges extérieurs se sont sensiblement dégradés. Force est donc de constater que, si l'on examine de près les projets industriels de la France, nous restons sur notre faim. Si une démarche d'ensemble positive a été élaborée en ce qui concerne la politique de la recherche, nous sommes déçus par la lenteur avec laquelle les choix industriels de la France s'élaborent, or, le temps presse !

Sur l'ensemble de la politique économique du gouvernement dans les dix-huit mois qui viennent, il ne serait pas bon de se contenter de vérités implicites. Il faut, au contraire, dire explicitement les choses : ces dix-huit mois seront très durs. Tous les agents économiques ont à faire des sacrifices et des efforts. Nous entrons — nous sommes déjà entrés — dans une période de remise en ordre avec ce que cela comporte de conflits, de regrets, d'espoirs déçus, mais aussi avec tout ce que cela comporte de satisfaction dès lors que, au-delà des égoïsmes catégoriels et des conforts personnels un peu bousculés, on se sent membre d'une communauté dont on veut assurer à la fois le bonheur et la pérennité.



Sygma

EXCLUSIF

Joseph Franceschi: "La sécurité et la tranquillité publique sont l'affaire de tous"

PAR EMMANUELE PLAS

AVANT que le budget de la police ne vienne en discussion devant le Parlement, « l'Unité » a demandé à Joseph Franceschi, secrétaire d'Etat chargé de la sécurité publique, de quels moyens il disposait pour accomplir sa tâche. Le secrétaire d'Etat a également répondu à nos questions sur la lutte antiterroriste. Dans ce domaine on a déjà mis en place un dispositif de coordination, tant au niveau des ministères — le « conseil antiterroriste se réunit une fois par semaine — qu'au niveau des techniciens (le bureau de liaison antiterroriste réunit tous les jours les spécialistes du renseignement et de l'action antiterroriste). Un fichier central du terrorisme dont le projet est actuellement soumis à la Commission nationale de l'informatique et des libertés devrait regrouper les données relatives au terrorisme détenues par l'ensemble des services de police. Créé au sein de la Direction centrale de la police judiciaire, un office central pour la répression du trafic des armes et des explosifs centralisera tous les renseignements recueillis sur les trafics d'armes. Le régime des visas sera étendu — et d'abord aux pays d'Amérique latine — ainsi que le renforcement des contrôles aux frontières (vingt brigades ont été créées en plus des quinze existantes) devraient permettre de mieux lutter contre le terrorisme international.

Enfin, à son projet de budget, Joseph Franceschi a inscrit la création de 2 280 postes supplémentaires de policiers. Ces nouveaux postes font suite aux 6 241 créés en 1982 après les 1 000 créés au collectif budgétaire de 1981. Un effort exceptionnel du gouvernement de gauche dont le secrétaire d'Etat explique, ici, la politique volontariste.

« L'UNITE » : Pourquoi, à votre avis, le président de la République a-t-il nommé un secrétaire d'Etat à la Sécurité publique et pourquoi vous a-t-il choisi, vous, Joseph Franceschi que l'on connaissait surtout pour l'action qu'il a menée en faveur des personnes âgées ?

JOSEPH FRANCESCHI : La sécurité des Françaises et des Français a toujours été et demeure une préoccupation essentielle du président de la République. Face aux menaces de toute sorte, depuis la délinquance occasionnelle jusqu'au grand banditisme ou au terrorisme international organisé, il a voulu renforcer l'action en nommant une personne qui puisse consacrer tout son temps à cette tâche, c'est une décision de grande importance et de grande portée, quel que soit l'homme choisi pour cette mission.

Le fait qu'il m'ait choisi m'a procuré une grande fierté, car j'ai ressenti cet événement comme une marque de confiance importante du chef de l'Etat auquel je voue, chacun le sait, une grande et affectueuse admiration. Chaque élu, chaque homme politique travaille sur des problèmes complexes, doit s'intéresser à tous les secteurs. La confiance que me porte le président de la République a fait le reste.

En ce qui concerne enfin les personnes âgées, je voudrais ajouter qu'elles gardent dans mon cœur une place privilégiée. Lorsque j'avais en charge leurs conditions de vie, je m'étais attelé à la tâche avec opiniâtreté, pour améliorer leurs ressources, pour que les établissements qui les accueillent soient toujours plus adaptés, pour que leur place dans notre société soit toujours mieux reconnue. Je ne les oublie pas et dans le plein respect des attributions de mon successeur, je continue et je continuerai à plaider leur cause. En outre, les questions de sécurité les touchent particulièrement. Je m'attache à réprimer, avec la plus grande énergie, la violence lâche et ignoble qui leur est faite par certains délinquants occasionnels ou professionnels.

— Pour assurer la sécurité des Français, de quels moyens disposez-vous et quels sont ceux qui vous font défaut ?

— J'ai été placé à la tête de tous les services de police et j'assure une étroite collaboration avec les services

qui relèvent d'autres départements ministériels et qui concourent à la paix publique.

Voilà en ce qui concerne les moyens administratifs. Et ce qui concerne les moyens en effectifs, en matériels et en équipement, un effort sans précédent a été fait par le gouvernement par rapport aux évolutions précédentes, et l'écho que rencontrent mes demandes supplémentaires auprès des ministres et des parlementaires, malgré les difficultés économiques que nous traversons, est encourageant.

Quant aux événements que nous avons en charge de prévenir ou de réprimer, il est évident que nous ne sommes et que nous ne serons jamais, comme d'ailleurs n'importe quel pays, entièrement sûrs de pouvoir prévoir et prévenir n'importe quel attentat ou acte de violence. Mais nous travaillons avec opiniâtreté au renforcement de l'efficacité de l'action tant au niveau de la prévention qu'au niveau de l'intervention.

— Le meurtre des bijoutiers de Choisy-le-Roy et les réactions des commerçants de cette cité viennent encore de montrer que ce qu'on a appelé « la nouvelle délinquance » inquiète tout particulièrement les Français. Comment comptez-vous rassurer ces derniers ?

— Ce phénomène de « nouvelle délinquance » n'est en fait pas nouveau. Il a pris à Choisy-le-Roi un tour particulièrement odieux et cruel. C'est le renforcement de l'efficacité de la police qui rassurera nos concitoyens. Et si j'en crois les derniers sondages, les Françaises et les Français ont confiance dans leur police. Je continuerai à agir pour renforcer les moyens de celle-ci et pour continuer à la réconcilier avec la population. Les policiers doivent être irréprochables dans leur comportement et attentifs aux préoccupations de nos concitoyens.

Ces derniers doivent comprendre que la sécurité et la tranquillité publiques sont l'affaire de tous. Je leur demande non seulement de ne pas gêner l'action de la police, comme cela a pu arriver, mais de l'aider. Chacun a un rôle à jouer dans la mission de défense de la société.

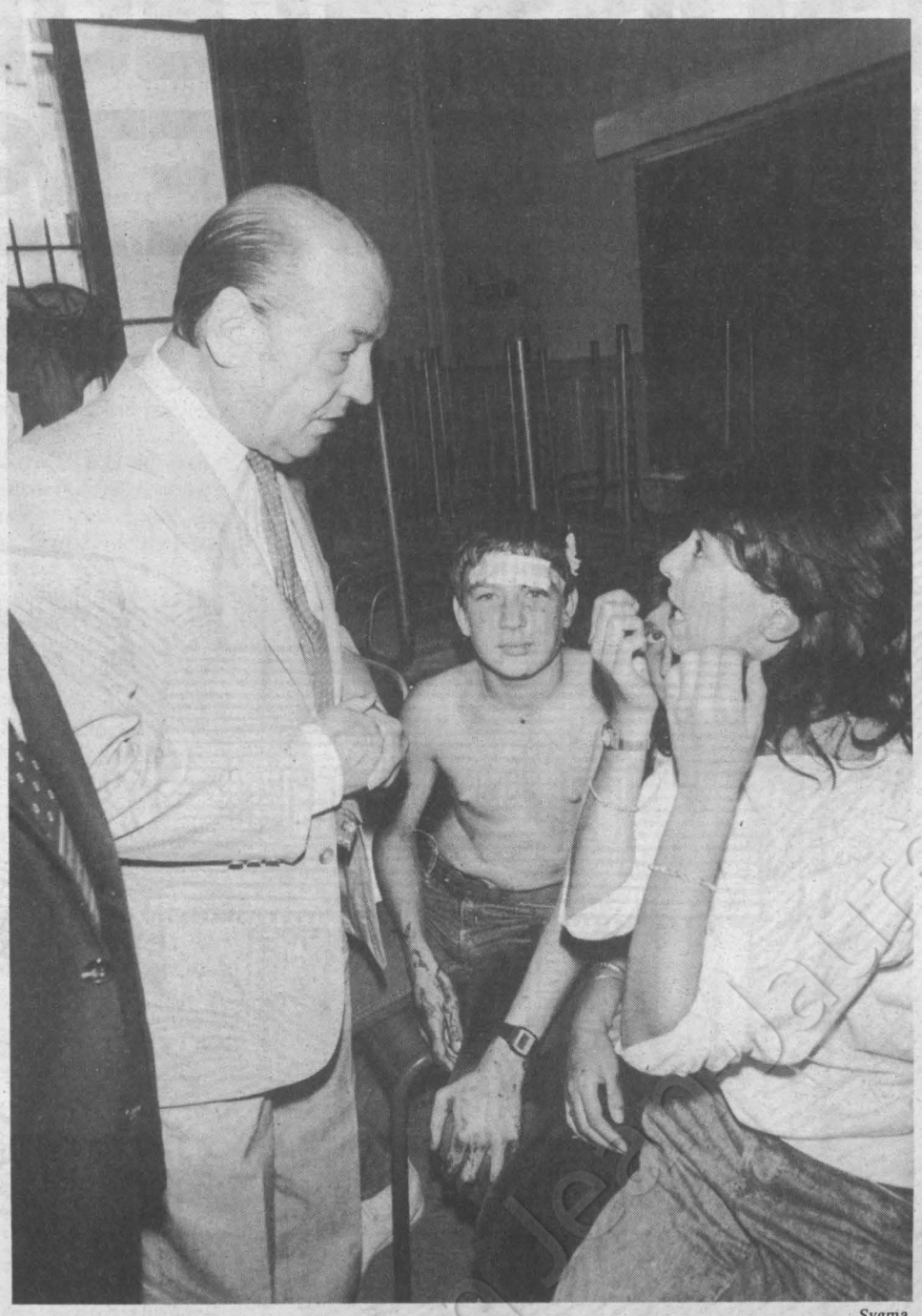
— La petite délinquance, la délinquance au quotidien, celle notamment des grands ensembles, s'est développée au cours des dernières années. Pensez-vous que la répression et un nombre accru de policiers puissent en venir à bout ?

— Effectivement, on constate depuis une vingtaine d'années un accroissement de cette forme de délinquance. C'est celle qui inquiète le plus les citoyens.

Mais il faut savoir que la répression n'est pas nécessairement la meilleure solution, que la prison peut devenir l'école du crime.

L'effort doit donc porter sur la prévention. Il s'agit d'abord de la prévention sociale au sens large. Les élus se penchent sur les conditions de vie dans les quartiers dégradés, et les expériences des centres de vacances de cet été pour les jeunes originaires des banlieues de Lyon et de Marseille, par exemple, ont été très positives et ont donné des résultats excellents.

Il s'agit ensuite de la prévention policière par la dissuasion. Cette action comporte deux aspects. Le premier aspect est le développement de la pratique de l'ilôtage et le renforcement de la présence des policiers au cœur de la cité. A ce sujet, j'ai fait porter un des efforts budgétaires sur la réservation de logements sociaux aux policiers en exercice, dans les programmes de construction et de rénovation, l'intégration des policiers dans la vie courante de la population est un facteur important de sécurité.



Joseph Franceschi avec des élèves du lycée Carnot peu après l'attentat. Sygma



Recevant les syndicats de policiers.

Le deuxième aspect, et qui est lié au précédent, est le renforcement des moyens et des effectifs de la police. C'est pour moi un objectif prioritaire. En 18 mois, nous avons augmenté les effectifs de police de 9 400 personnes, cet effort extraordinaire dépasse celui réalisé pendant l'ensemble du septennat précédent. Quant aux moyens, j'ai dégagé des crédits supplémentaires importants pour améliorer l'équipement des personnels en moyens de protection individuelle (gilets pare-balles...) et en moyens d'intervention (armes, véhicules...).

— Venons-en maintenant au terrorisme et notamment au terrorisme international. La France a-t-elle quelque chance de ne pas devenir un lieu pour règlements de comptes entre services secrets de tout poil et nationalistes de tout bord ?

— La France, pas plus que les autres pays, n'est à l'abri du terrorisme international. Ce qu'il faut bien savoir, c'est que nous usons et que nous userons de tous les moyens diplomatiques, judiciaires, policiers ou autres... pour que notre pays ne soit pas le champ clos de règlements de comptes entre factions étrangères et que la paix civile n'y soit plus menacée par des visées de toutes sortes.

— Quant au terrorisme national, pouvez-vous nous dire, sans trahir le secret de l'instruction, s'il se limite à quelques hommes, à un groupe, à plus que cela et si ce terrorisme est lié au terrorisme international ? Pouvez-vous nous faire un bilan des résultats que vous avez déjà obtenus dans ce domaine ?

— Ce n'est pas la nationalité des terroristes qui fonde la distinction entre terrorisme interne et terrorisme externe d'autant plus que, tout le monde le sait, les liens entre eux sont ténus et qu'il existe des passerelles idéologiques et logistiques.

Cependant, en général, le terrorisme interne se nourrit d'enjeux purement nationaux (indépendance de la Corse ou de la Bretagne, lutte contre les symboles du « grand capital » pour l'extrême gauche, racisme pour l'extrême droite).

Cette forme de terrorisme est relativement faible en France si on compare notre pays à ses voisins (Grande-Bretagne avec le problème irlandais, Italie avec les Brigades rouges, Allemagne fédérale avec la bande à Baader ou la Rote Armée Fraktion).

En outre, c'est une forme de terrorisme que l'on combat plus facilement :

— parce que le gouvernement peut désamorcer les mouvements en prenant les mesures politiques adéquates ;

— parce que la police a davantage de renseignements sur les auteurs possibles de violences, lesquels habitent sur le territoire, ce qui n'est pas le cas pour le terrorisme international.

— Avant même le 10 mai, la police se sentait « mal aimée » des Français. A votre avis, la situation est-elle changée ?

— Il y avait effectivement un tel sentiment. Je suis persuadé qu'il est en train de changer. J'ai déjà dit que je voulais rapprocher davantage la police et les citoyens et je m'y emploie.

Je voudrais rappeler que la police se sentait aussi et surtout délaissée du temps des anciens gouvernements, notamment en ce qui concerne la condition des policiers.

Le gouvernement de la gauche a pris ces problèmes au sérieux et, outre l'effort sur les effectifs et les moyens que j'ai déjà évoqué, des mesures très importantes ont pu enfin être prises. C'est ainsi que j'ai pu annoncer :



Avec son conseiller, le commissaire Broussard.

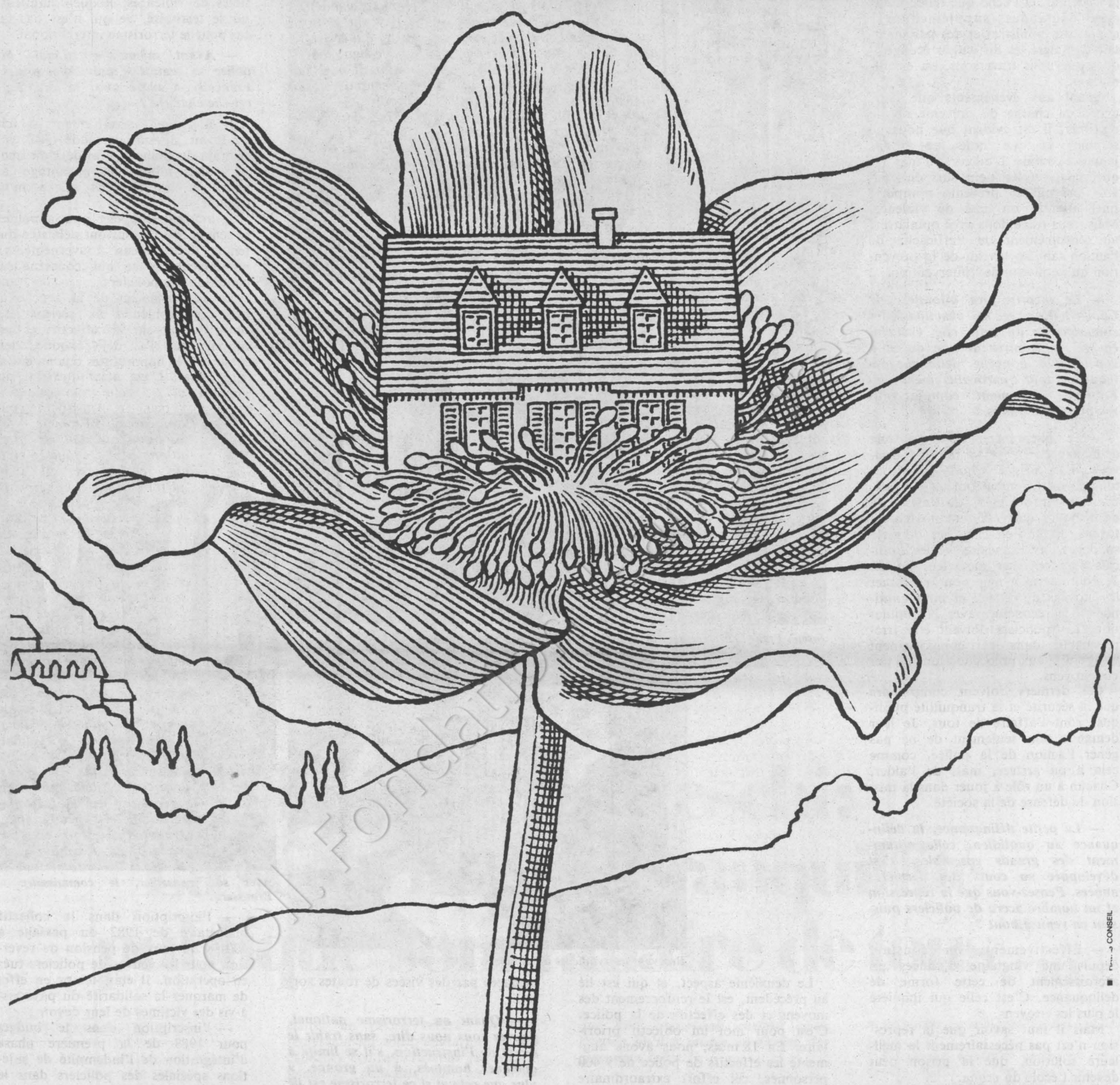
— l'inscription dans le collectif budgétaire de 1982 du passage à 100 % du taux de pension de reversion pour les veuves de policiers tués en opération. Il était temps en effet de marquer la solidarité du pays vis-à-vis des victimes de leur devoir ;

— l'inscription dans le budget pour 1983 de la première phase d'intégration de l'indemnité de sujétions spéciales des policiers dans le calcul de leur retraite. Cette mesure sociale très importante (l'indemnité représentant 20 % du salaire) était attendue par les personnels depuis près de vingt ans.

Je pourrais encore citer la représentation des policiers retraités au Comité national des retraités et personnes âgées, l'installation de comités (national et régionaux) d'hygiène et de sécurité, la mise en place d'une charte de la formation. Sur cette dernière, je veux préciser qu'elle est à la fois l'expression des besoins directement émis par les personnels et la manifestation d'une volonté commune de perfectionnement provenant de l'ensemble des directions actives de la police.

C'est par le respect réciproque des policiers et des citoyens que nous progresserons. Je veux que la population aime sa police, que la police soit perçue par le citoyen comme son protecteur et que règnent entre eux tous confiance et sympathie.

FAISONS FLEURIR VOS PROJETS.



PRETS A L'HABITAT

Vous rêvez d'une maison, venez la faire fleurir au Crédit Agricole.

Que vous cherchiez à acheter un appartement ou une maison, améliorer ou transformer un habitat neuf ou ancien, le Crédit Agricole vous aidera à trouver la solution la mieux adaptée à votre problème et à votre situation. Si vous avez des idées, nous ne manquons pas de bon sens.

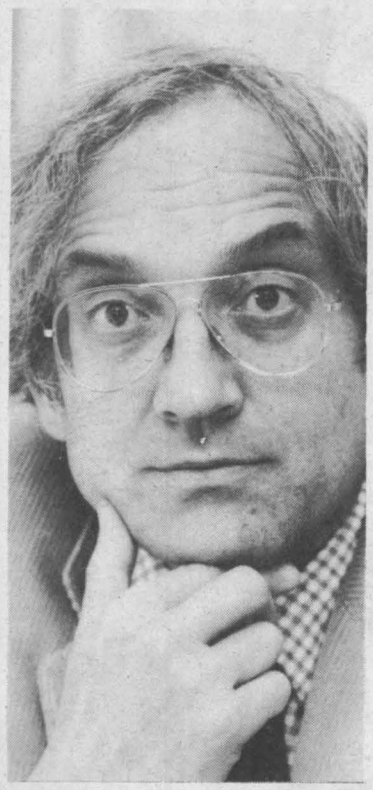
Renseignez-vous dans votre bureau du Crédit Agricole.

CRÉDIT AGRICOLE

Le bon sens près de chez vous

Crédit Fonda...

La chronique de Max Gallo



Le cortège des vaincus d'alors

Aucun miracle dans la victoire socialiste de ce mois d'octobre, il suffit de remonter le cortège

LES socialistes espagnols ne le diront pas. L'avenir, toujours incertain, les attend. Ils doivent gouverner, réussir à établir, comme l'écrit le directeur de « El Pais », Juan Luis Cebrian, cet « équilibre difficile qui implique à la fois de ne pas décevoir ou de ne pas trop décevoir les électeurs qui les ont plébiscités et de ne pas provoquer ou pas trop provoquer les forces qui veulent revenir en arrière ».

Ils n'auront pas le temps de se tourner vers le passé, parce que ce passé est leur mémoire intime, leur sang, qu'ils savent tout cela. Et que va commencer à leur manquer, face aux problèmes qu'ils auront à résoudre, jusqu'au temps de respirer.

Mais nous, dont l'Espagne est une part de notre histoire, nous qui partageâmes avec elle « l'Espoir », nous, nous pouvons, nous devons ces jours-ci, remonter le cortège.

Il y eut pour ne pas s'enfoncer plus avant dans l'épaisseur douloureuse des luttes sans espoir — c'était le mois d'août 1917 — les cent mineurs tués dans les Asturies. Et Pablo Iglesias, le fondateur du Parti socialiste ouvrier espagnol arrêté. Franco participait déjà à la répression.

Il y eut ce charnier, où l'on fusillait comme on déboise, la guerre d'Espagne. Et ce général qui, le revolver au poing, s'écriait dans un amphithéâtre : « Abaja la Inteligencia e Viva la muerte. » Il y eut ces vers d'Antonio Machado pour dire :

« Mort il est tombé Federico

« Avec du sang au front et du plomb aux entrailles

« Oui, le crime eut lieu à Grenade

« Sachez — pauvre Grenade — dans sa Grenade... »

Il y eut l'adieu de Barcelone aux Brigades internationales, le 28 octobre 1939. Il y eut la chute de Madrid et Pietro Nenni, le socialiste italien, le combattant des Brigades qui écrivait : « Madrid est vaincue, écrasée, humiliée par la discorde intestine... l'heure de la défaite est toujours cruelle mais elle devient déchirante lorsque la trahison l'accompagne. »

Il y eut six mille instituteurs fusillés et une centaine de professeurs d'université exécutés sur quatre cent trente.

Il y eut en 1939, après leur victoire, deux cents à deux cent cinquante exécutions par jour à Madrid, cent cinquante à Barcelone, quatre-vingts à Séville, qui fut sous le contrôle franquiste durant toute la guerre civile.

Il y eut, comme l'écrit Léon Felipe :

« Au bord des eaux
boueuses... une épée
et loin... l'exode
un peuple affamé et traqué
qui fuit. »

Il y eut la faim. L'exil. Les camps en France.

Il y a cet imprimeur que je connais. Dans un coin de place, à Paris, son atelier sent l'encre, cette odeur de résistance. Il a fait la guerre d'Espagne. Il a combattu les nazis en France. Il a été de ceux qui ont survécu à la carrière du camp de Mauthausen. C'est un socialiste espagnol. Il est vivant aujourd'hui pour saluer Felipe. L'histoire est juste quelquefois. Mais il y eut l'ancien F.f.i., Cristine Garcia rentré en Espagne et exécuté à Barcelone en février 1946.

Et cette année-là, ils étaient plus de deux cent mille à croupir dans les prisons franquistes. L'Europe et le monde célébraient la victoire sur le fascisme. Imaginez que vous êtes espagnol en 1945. Un poète anonyme écrit :

« Un jour de plus passe
« Et nous pouvons nous appeler esclaves. »

Et Rodolfo Llopis, secrétaire général du P.s.o.e., constate en 1950 : « Pas un seul pays d'Europe dirigé par les socialistes n'a voté contre Franco (à l'Onu), pas un seul. »

Il y eut le temps si lent de l'apprentissage des nouvelles générations .

« Dans les rues, les amphis
J'apprenais, avec haine,
l'injustice et ses lois »,

écrit José Augustin Goytisolo en 1958. Il y eut la prison de Carabanchel, « notre nouvelle faculté ».

Il y eut les grèves des charbonnages d'Oviedo, les tracts lancés dans les rues, les pétitions. Et les policiers tortionnaires de la Seguridad.

Il y eut le franquisme ordinaire qui paraissait ne jamais devoir cesser et pourtant la poussée irrésistible du désir de liberté fendillait le décor. Il y eut les manifestations d'étudiants. La journée de réconciliation nationale et la grève nationale pacifique des communistes (1958-1959). Il y eut des milliers de réunions clandestines.

Il y eut le poète Alfonso Sastre qui écrivait en 1960 :

« Je signe tout
Mais il ne s'agit pas uniquement de signer. Il s'agit d'écrire.
Mais il ne s'agit pas uniquement d'écrire. Il s'agit
de lire à haute voix. Mais pas seulement de cela : ou de sortir dans la rue.
Mais il ne s'agit pas
uniquement de sortir dans la rue mais aussi
de crier sur les trottoirs.
Mais pas seulement de crier. Il s'agit
de nous réunir tous, enfin, pour la justice ;
pour la paix.
Mais pas seulement de nous réunir ;
aussi de chanter.
Mais pas seulement de chanter ; aussi
de commencer une marche.
Mais pas seulement de commencer une marche : aussi
d'arriver pas après pas, jusqu'au bout ; de
(tombe qui tombera) renverser
les gens qui nous gênent et nous avilissent.
Mais pas seulement d'arriver, de renverser : aussi
de construire à l'intérieur de l'Espagne, l'Espagne.
Mais pas seulement de cela ; aussi... »



Keystone

Le Caudillo à Burgos en 1936.

Il y eut le clandestin, Federico Sanchez qui redevint Jorge Semprun et écrivit le scénario de « la Guerre est finie ».

Il y eut — il y a — Santiago Carrillo. Et les commissions ouvrières.

Il y eut les manifestations de 52. C'était il y a vingt ans.

Il y eut le garrotte vil. Et l'arrestation et la mort de Julian Grimau.

Et Salamanca qui écrit dans la révolte : « Qu'importe au monde un cadavre de plus. » Et Angela Grimau qui dit : « Que le sangre de Julian sea la ultima. »

Il y eut des grèves dans les Asturies. Encore. Et le garrotte encore.

Il y eut le trentième anniversaire de la victoire franquiste.

Il y eut ces congrès du P.s.o.e. à Toulouse (1970) et Suresnes (1974) et ce travail là-bas qui se poursuivait dans les amphithéâtres, les ateliers, cette trame qui, peu à peu, se constituait couvrant toute l'Espagne avec ces brins que sont les luttes qu'on croit perdues, mais qui tendent ce fil ténu qu'une autre génération reprend. Il y eut encore le procès de Burgos, La mort de Franco et la tentative de coup d'Etat, ce colonel qui espérait que la démocratie allait se coucher puisqu'il en donnait l'ordre aux députés.

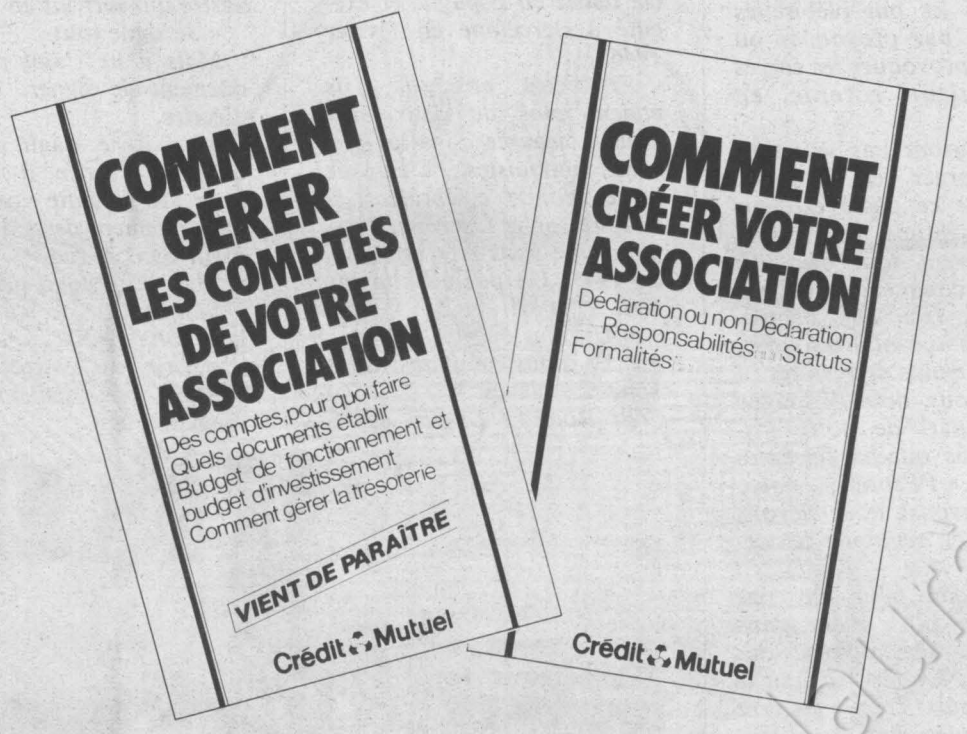
Il y a ce 28 octobre 1982. Victoire en soi exemplaire et, quel que soit le destin des lendemains. Mais comment ne pas avoir confiance — même si les périls sont innombrables — dans un peuple qui, sous une dictature implacable, n'a jamais plié les genoux ? Un peuple écrasé parce que l'Italie fasciste et l'Allemagne nazie avaient jeté leurs forces dans la bataille. Un peuple abandonné à son sort en 1945 parce que l'équilibre du monde, dans cette période de guerre froide, exigeait que rien ne bouge dans ce secteur de l'Occident. Un peuple qui a donc trouvé seulement en lui-même l'énergie de son redressement et imposé à ses élites — monarchistes et centristes — les valeurs démocratiques qu'il avait reconquises. L'Espagne des années quatre-vingt ou la victoire de la société civile sur les méthodes archaïques de gouvernement.

Mais il fallait remonter le cortège, retrouver l'imprimeur, ancien de Mauthausen, revoir cette longue file d'hommes et de femmes — et comment ne pas songer au film de Malraux quand les paysans portent au flanc de la montagne les pilotes blessés — qui depuis un siècle ne laissent jamais s'interrompre la chaîne. Epaule contre épaule. Aucun miracle dans la victoire socialiste de ce mois d'octobre 1982.

Il en a fallu des poings tranchés, des poings écrasés, des poings meurtris, des poings serrés par l'impuissance ou la colère, pour qu'enfin les doigts de la majorité d'un peuple brandissent, comme ici, une fleur rouge.

Des guides pratiques, concrets.

Les conseils d'un partenaire qui connaît les besoins financiers
et matériels des responsables d'associations.

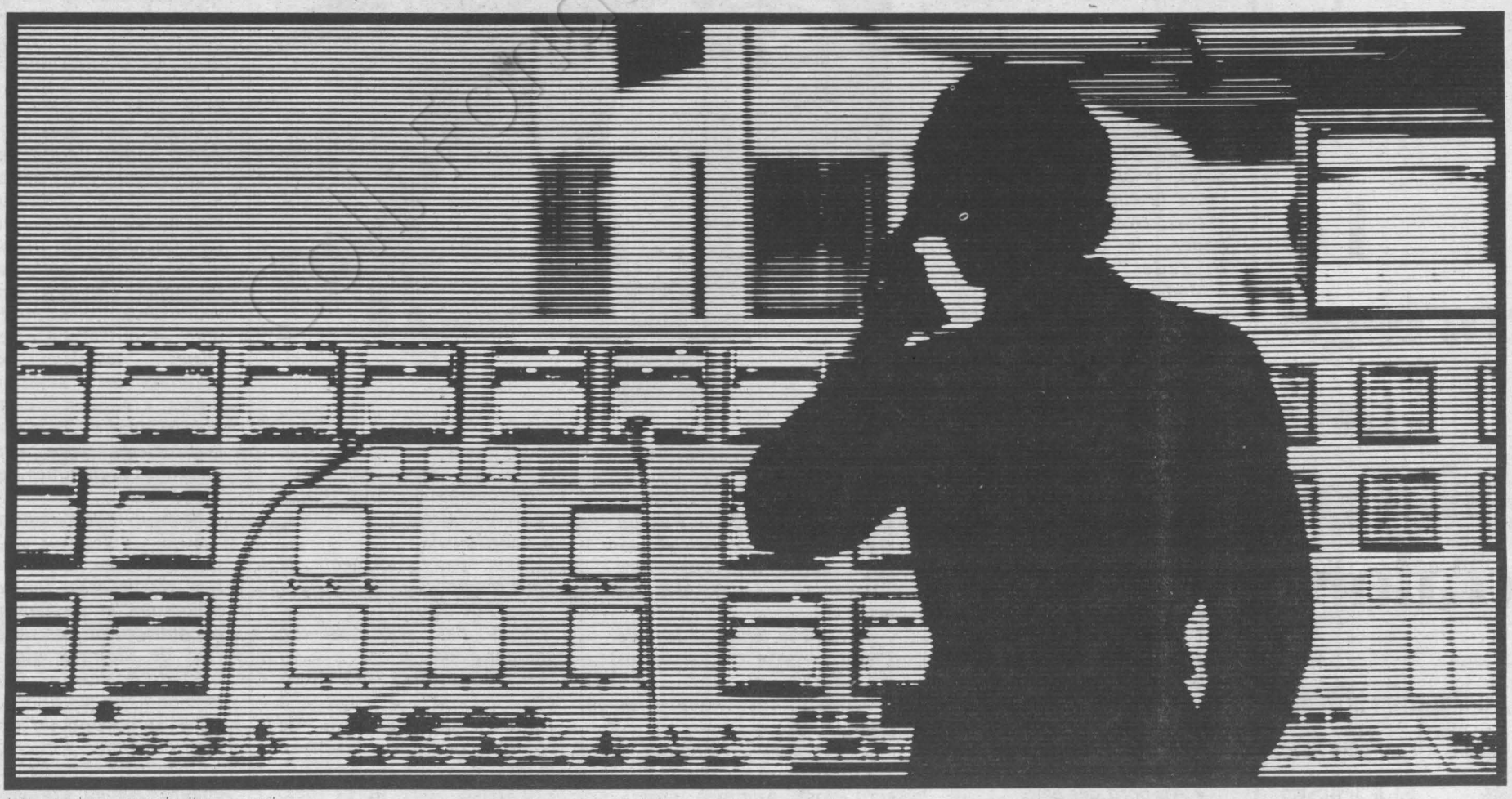


Vous pouvez vous les procurer gratuitement auprès des caisses de Crédit Mutuel.

Pour en obtenir la liste ou pour plus de renseignements, adressez-vous à la Confédération Nationale du Crédit Mutuel,
Service des Relations avec les Associations, 88-90, rue Cardinet, 75017 Paris. Tél. : 766.01.51.

Crédit Mutuel

L'ÉLECTRICITÉ, UNE ÉNERGIE DE PLUS EN PLUS NATIONALE...



© Sodel conseil Photothèque

Au poste de commande d'une centrale.

Il y a 10 ans, la part d'énergie fournie par ces ressources nationales n'était que de 8 %.

Aujourd'hui, 20 % de l'énergie consommée par les Français ont été produits par les centrales nucléaires et hydrauliques d'Électricité de France, c'est-à-dire à partir de nos ressources nationales...

ELECTRICITE DE FRANCE



Sygma

Soirée de fête à Madrid devant le siège de l'état-major du P.s.o.e.

Espagne: une démocratie comme les autres

Pour la première fois, l'Espagne réelle, celle du travail, qui s'est reconnue dans le P.s.o.e. et Felipe Gonzalez, parvient au pouvoir, effaçant ainsi quarante ans de dictature

PAR GILBERT SANS

(de notre envoyé spécial à Madrid)

LE 28 octobre 1982 constituera sans aucun doute pour l'Espagne moderne une date historique. Davantage encore que la simple mais radicale victoire d'un parti politique, le scrutin national de jeudi dernier marque d'abord la victoire de toute une société sur ses propres démons. Pour la première fois depuis près d'une cinquantaine d'années, l'Espagne ne sera pas gouvernée par une haute bourgeoisie improductive. Pour la première fois, sept petites années après la mort de Franco, l'Espagne réelle parvient au pouvoir, cela traduisant un profond mouvement de l'ensemble de la société. Il se trouve que le P.s.o.e., seul, pouvait incarner ce mouvement. La politique est rarement affaire de hasard.

L'Espagne du travail — au sens le plus large du terme : cadres et artisans, ouvriers et employés, bourgeoisie dynamique, globalement écartés de toute responsabilité depuis 43 ans — donne ainsi une réponse énergique et globale aux ennemis de la liberté et de la démocratie. Plus de dix millions d'Espagnols ont voté le 28 octobre pour le Parti socialiste ouvrier, soit près du double que lors des élections de 1979. Le Parti socialiste obtient ainsi la majorité absolue des sièges (201) aux Cortes. Loin derrière, l'Alliance populaire (droite) s'affirme comme la seconde force politique du pays avec un peu plus de cinq millions de voix. Le parti de l'ancien ministre franquiste Fraga Iribarne multiplie ainsi par cinq sa puissance électorale. Quant au parti gouvernemental sortant, l'U.c.d., il passe de 168 à... 11 députés.

Il est près de minuit jeudi dernier quand Alfonso Guerra, numéro 2 du P.s.o.e., prend la parole dans les salons d'un grand hôtel madrilène. Il donne, à peu de chose près, les résultats du scrutin bien avant le ministère de l'Intérieur et la télévision. Dehors, plusieurs milliers de personnes acclament les résultats. Jusqu'à cinq heures du matin, la « carrera de San Jeronimo », de la Puerta del Sol au Paseo del Prado en passant devant les Cortes et l'Hôtel-Palace, où s'est installé pour une nuit l'état-major du P.s.o.e., ne sera plus qu'une immense et longue rivière humaine. On fait l'aller et retour, écoutant les résultats, criant, applaudissant, avant de retourner faire la fête Plaza Mayor où la municipalité de Madrid a installé un podium géant. « Demain la rue sera à tout le monde », avait annoncé le maire socialiste Tierno Galvan.

Joie commune et partagée

Une réelle allégresse s'empare de Madrid ce soir-là, une allégresse qui toutefois sait se contenir, la probabilité des résultats étant, de plus, largement connue à l'avance. Dans les rues, des militants, à moins qu'il ne s'agisse de petits malins, vendent du champagne. On s'arrache les bouteilles qui passent de main en main... L'émotion populaire sera à son comble quand Guerra annoncera comme certaine la majorité absolue. Des milliers de mains se lèvent pour faire le V de la victoire ou pour serrer le poing. Chez les vieux surtout coulent des larmes de joie. Pour une nuit, historique il est vrai, la rue n'est plus un simple lieu de passage, mais l'endroit où un peuple se retrouve lui-même dans une joie commune et partagée.

Comment se garder de toute comparaison quand, à un peu plus d'une année de distance, on a pu voir la foule madrilène s'amuser sentencieusement de la figure déconfite de tel ou tel présentateur vedette de la télévision...

Première leçon du scrutin : d'un système presque quadripartite, sans compter les forces nationalistes de Catalogne et du Pays basque, l'Espagne passe à la bipolarisation. L'ex-centre est maintenant hors jeu au

(suite en page 14)



Viva

Tierno Galvan, maire de Madrid: "L'Espagne est enfin européenne"

LA victoire du Parti socialiste ouvrier espagnol a, naturellement, diverses explications et interprétations.

La société espagnole était présentement mûre pour la venue d'un gouvernement socialiste. Le nombre élevé de votes en sa faveur le démontre amplement. Sous la République, de forts secteurs de la classe moyenne refusaient l'alternative socialiste, refus générateur de tensions et de difficultés. Aujourd'hui, sans aucun doute possible, les couches moyennes considèrent le P.s.o.e. comme leur propre parti. Comment expliquer sinon ces dix millions de voix dont une bonne part provient de ces nouvelles couches sociales. Le Parti était traditionnellement un parti d'ouvriers manuels. Il s'est converti maintenant en un parti de plus large représentation, à l'image des autres partis socialistes européens.

La victoire nous enseigne en second lieu que les préjugés sont morts. Les mythes ne fonctionnent plus selon lesquels, avec les socialistes au pouvoir, on allait prendre aux Espagnols leurs économies, brûler leurs maisons, détruire les églises. Bien que colportés, défendus par les forces de droite, ces rumeurs, ces mythes n'ont pas pénétré l'opinion. Avec la disparition des préjugés traditionnels, la société espagnole intègre une nouvelle manière de voir les choses, une nouvelle mentalité, plus européenne.

Nous entrons dans une nouvelle période historique. Le baroque, le sous-développement culturel, caractérisé par les préjugés si singulièrement typiques de notre société, sont finis.

Mais cette victoire a aussi une signification politique très concrète et de grande importance. Il s'agit d'une victoire socialiste dans le cadre d'une monarchie constitutionnelle. Le P.s. s'est converti en parti de gouvernement au sein d'un parlementarisme monarchique mettant ainsi fin à une présupposée incompatibilité avec certaines formes de gouvernement.

Le parti s'est enfin substitué pour une large part à ce qu'était le centre. L'unique analyse possible tend à considérer qu'une grande partie du centre disparu a voté socialiste. De ce fait, le P.s.o.e. recouvre ce secteur. Le P.c. disparaît pratiquement de la même manière et le P.s.o.e. recouvre certains secteurs représentés ordinairement par les communistes. Pratiquement, nous sommes passés du pluripartisme au bipartisme. Les Espagnols se souviennent que les périodes correspondantes — bipartisme bourgeois, mais bipartisme quand même — sont des périodes de paix et de tranquillité pour la société. Je pense qu'il peut arriver la même chose aujourd'hui.

Il s'agit du triomphe d'un parti mais étroitement conditionné par le processus historique, la victoire électorale en étant le point culminant. On peut dire, ainsi, que le triomphe du P.s.o.e. est une conséquence du processus historique de la société et non ce même processus, une conséquence du triomphe socialiste.

(Propos recueillis par GILBERT SANS)

(suite de la page 13)

moins pour les quatre années à venir. Le triomphe absolu du Parti socialiste — il gagne 80 sièges — est spectaculaire. Le « vote utile » lui a apporté aussi bien les voix du centre que celles du Parti communiste. Le degré élevé de participation électorale, plus de 75 %, constitue également une des grandes leçons politiques de ces élections. On croyait ce pays déjà « fatigué », voire déçu, du surplace démocratique depuis la mort de Franco. Pour un peu, nombre d'observateurs toujours si attentionnés auraient bien vu ce peuple s'en remettre, une fois de plus, à un quelconque sauveur suprême. Le peuple a répondu on ne peut plus clairement. Il appartiendra donc au P.s.o.e. et à Felipe Gonzalez de former, dans un mois, le nouveau gouvernement de l'Espagne.

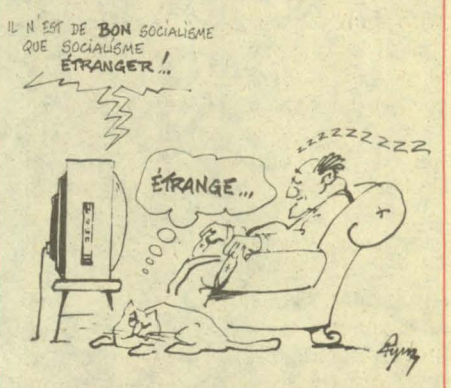
Le 29 au matin, le pays s'est donc réveillé considérablement différent. Le centre a disparu d'abord parce qu'il n'était pas un vrai centre. L'U.c.d. était constituée principalement d'anciens privilégiés et barons du franquisme affirmant pratiquer tant bien que mal une politique démocratique. En dépouillant au plan électoral l'U.c.d., le Parti socialiste à gauche, l'Alliance populaire à droite n'ont fait finalement que recouvrer chacun pour son compte une partie de leur propre électorat, égaré jusqu'alors par le manque de clarté politique présidant aux destinées du pays.

Les mêmes observateurs pointilleux soulignent aujourd'hui à l'envi, davantage que le succès socialiste, les dangers futurs de la nouvelle bipolarisation politique espagnole. Rien n'y fait : Manuel Fraga Iribarne, aujourd'hui leader incontesté d'une droite unie, après avoir reconnu immédiatement la victoire socialiste, se répand en successives déclarations d'une rigoureuse fidélité constitutionnelle. En certains lieux et sous certaines circonstances — l'Espagne est un de ceux-là — crier « au loup », c'est en même temps favoriser, préparer et hâter leur arrivée. Rien n'indique en effet que l'Alliance populaire ne soit pas, au moins dans un premier temps, disposée, sinon obligée par l'ampleur même de la victoire socialiste, à jouer le jeu d'une opposition loyale et démocratique. En fait on pouvait déjà dire, au lendemain même des élections, que le mouvement de Fraga Iribarne est partagé en deux courants, deux sensibilités, distincts. Le premier de ces courants envisagerait volontiers de ne pas laisser l'expérience socialiste aller jusqu'à son terme — une conception « limitée » de la démocratie — mais comment faire puisque la majorité parlementaire socialiste absolue interdit à priori les manœuvres et renversements d'alliances ? Le second, celui de Fraga, certainement majoritaire, semble au contraire accepter le verdict populaire et la loi de l'alternance.

Le P.c.e., victime du « vote utile »

Ce qui subsiste de l'U.c.d., 11 députés, sera sans doute conduit à soutenir l'Alliance populaire. La presque totalité des membres du gouvernement sortant ont été battus, à commencer par leur président, Leopoldo Calvo-Sotelo, à Madrid. La déroute est complète. Jeudi dernier on ne faisait pas la fête « calle Cedaceros », siège posthume du Parti centriste.

Autre résultante de ces élections : la composition du futur groupe mixte aux Cortes. La règle électorale veut que les partis n'ayant obtenu ni 15 élus ni 5 % des voix au plan national ne peuvent constituer de groupes propres et se trouvent rassemblés dans un dénommé groupe mixte. Celui de la prochaine législature comprendra pêle-mêle Santiago Carrillo et ses quatre camarades rescapés. Adolfo Suarez et les deux élus basques de Herri Batasuna (proche d'Eta militaire). Victime, pour une part, du « vote utile », le Parti communiste espagnol perd plus d'un million de voix dans tout le pays. Mais le vote utile n'explique pas tout. La mauvaise image politique dans l'opinion de son secrétaire général est également en cause. Au cours des deux dernières années, Santiago Carrillo a irrémédiablement écarté, ou exclu, tous ceux qui s'opposaient à sa direction, pro-soviétiques comme rénovateurs. C'est en Catalogne que la défaite communiste est la plus durement ressentie. Le P.s.u.c, Parti socialiste unifié de Catalogne, seule force communiste de l'Etat espagnol bénéficiant d'une réelle implantation populaire, ne franchit même pas la barre des 5 % à Barcelone. Les lendemains ne chanteront pas pour Santiago Carrillo. On voit assurément



Les "bons" socialistes espagnols

LA victoire des socialistes espagnols a été si nette que la presse française n'a pu véritablement en réduire la portée. Certains journaux n'en ont pas moins tenté une double diversion. Pour « le Figaro », par exemple, l'événement du 28 octobre n'était pas le succès de Felipe Gonzalez, puisque celui-ci était attendu, mais le résultat obtenu par Manuel Fraga Iribarne dont la formation représente désormais l'alternative au socialisme.

D'autres, qui n'osent pas aller jusqu'à glorifier les nostalgiques du franquisme, se sont efforcés — tel le commentateur d'Antenne 2 — d'enfoncer un autre clou : le P.s.o.e. dispose certes de la majorité absolue aux Cortes mais il ne faut surtout pas confondre avec la situation en France ; les socialistes espagnols, eux, « ont rejeté le marxisme ».

Nous savions déjà que, pour la droite, les socialistes ne sont acceptables que lorsqu'ils sont morts. De leur vivant, ils ne le sont que lorsqu'ils sont ailleurs. Cette présentation des choses n'est pas seulement de mauvaise foi. Elle traduit une ignorance crasse de l'histoire du mouvement socialiste. L'article de Pierre Guidoni rappelait ici même la semaine dernière à quel point l'histoire des socialistes français et espagnols s'est trouvée liée depuis des décennies. Face à des situations différentes certes, le P.s.o.e. et le P.s. français mènent le même combat pour la justice sociale et contre les forces de l'argent. Au pouvoir l'un et l'autre, leurs liens ne peuvent que se resserrer encore et contribuer à résoudre les problèmes toujours pendants entre l'Espagne et la France. N'en déplaise au « Figaro » c'est bien le même socialisme démocratique qui a vaincu la droite à Paris et à Madrid.

C.E.

© Fondation Jean Jaurès

mal comment les militants du P.s.u.c., après ce désastre électoral, pourraient ne pas poser la vraie question à la direction madrilène : celle du pouvoir dans le parti, ou celle de leur propre autonomie en Catalogne.

Durant toute la campagne électorale, de très nombreux militants du syndicat communiste (Commission ouvrières) ont pris ouvertement et directement position en faveur du P.s.o.e. Ce mouvement tendra-t-il à s'accentuer ? D'autant que le secrétaire général de ce syndicat, Marcelino Camacho, prestige intact, veillera plus jalousement que jamais à ce que sa puissante centrale, la seconde d'Espagne, se démarque au mieux du P.c.e.

Le « vote utile » et la règle d'Hondt favorisant les listes arrivées en tête ont conduit tout droit aux clarifications les plus extrêmes. Encore qu'au soir même des élections Alfonso Guerra faisait intelligemment remarquer qu'au vu des premiers résultats certains partis se trouveraient sous-représentés, faisant nommément allusion au Parti communiste. Le vice-secrétaire général du P.s.o.e. ajoutait même que « son parti ne tenait pas à monopoliser l'exercice du pouvoir et qu'il tendrait la main à toutes les organisations politiques, économiques et sociales ». Quant à Carrillo, sa première déclaration — nous n'inventons rien — a été pour dire qu'« il ne se retirerait pas ».

Les partis nationalistes basques et catalans maintiennent pour l'essentiel leurs positions. Au Pays basque, le P.n.v. (parti nationaliste démocrate chrétien) accroît même légèrement son hégémonie sur la région. La coalition électorale Herri Batasuna qui constitue « l'appui populaire à Eta-militaire » obtient deux élus. Elle en possédait trois dans la précédente assemblée. Euskadiko Eskerra, le nouveau parti de gauche basque, progresse sensiblement, pas assez toutefois pour constituer l'alternative de gauche au terrorisme et à la droite nationaliste. C'est le P.s.o.e. qui progresse le plus : les aspirations démocratiques existant dans l'ensemble de la société espagnole se reflètent pour la première fois au Pays basque. Le Parti socialiste, à la faveur d'une intense et particulière participation électorale, n'est pas loin d'y doubler le nombre de ses voix. La recherche d'un accord politique post-électoral entre le P.n.v. et le futur gouvernement central pourrait être de nature à favoriser le retour de la paix civile dans la région.

En Catalogne, la très forte progression socialiste bouleverse sensiblement les données de la politique locale. Arrivant presque partout en tête, et d'abord à Barcelone, la plus importante circonscription du pays, le P.s.c. — P.s.o.e. institue un nouveau rapport de forces qui pourrait conduire à une recomposition du gouvernement de la Généralité. Mais c'est en terre andalouse, patrie de Felipe et d'Alfonso Guerra, que le Parti socialiste enregistre ses meilleurs scores : 62 % à Huelva, 61 % à Cadix et à Séville, etc. Le Parti « socialiste » andalou du notable Rojas-Marcos en disparaît presque totalement de l'échiquier électoral. Pour leur part, le putschiste Antonio Tejero et le notaire fasciste Blas Pinar totalisent dans tout le pays moins de 100 000 suffrages... sur plus de 21 millions de votants.

Rue de Tétouan à Madrid, une discrète plaque en bronze annonce aux rares passants qui savent encore lever la tête « le 2 mai 1879 / dans cette maison / a été fondé le Parti socialiste ouvrier espagnol / 2 mai 1979 ». Que de chemin parcouru depuis que Pablo Iglesias et vingt-quatre camarades complices (dont seize typographes), pas un de plus, se réunissaient dans l'arrière-salle d'une taverne pour rédiger le programme fondamental du futur parti. Calle Jacometrezo non plus — la cafeteria California qui au coin de la rue servait de point de repère aux visiteurs étrangers a changé de nom —, rien ne rappelle l'existence de ce discret bureau d'avocat, ou plutôt prétendu tel, servant de local provisoire au P.s.o.e. dans les moments qui ont suivi la mort du Caudillo. Avec entre-temps une guerre civile d'un million de morts. Il faut vraiment s'appeler Jean-François Revel, présenté comme auteur d'un grand « best-seller » sur l'expérience socialiste française (???), pour affirmer dans un grand quotidien madrilène que, si obtenir 46 % des voix n'est pas négligeable, cela signifie par-dessus tout que 54 % des Espagnols n'ont pas voté pour le P.s.o.e.! Depuis un an le « syndrome français » fonctionne à plein dans la majeure partie de la presse espagnole. Les informations les plus catastrophiques et les plus fantaisistes sur les « socialistes marxistes » français, alliés aux communistes, remplissent allégrement les colonnes des journaux, Raymond Aron incontestablement en tête. Les méthodes et les haines de la droite ne varient guère. Pourtant « l'épouvantable échec » de la gauche en France — c'est quasiment le goulag figurez-vous — n'aura pas suffi à empêcher le P.s.o.e. de parvenir au pouvoir. « Nous avons un grand peuple, le peuple espagnol, qui mérite tout notre sacrifice », avait dit le 28 au soir Felipe Gonzalez.

Santa Engracia, ex-avenue Garcia Morato : un héros de l'aviation fasciste de 1936, à quelques centaines de mètres du siège central du P.s.o.e., un vieil homme tout chiffonné, insignes phalangistes à la boutonnière, déambule maladroitement sur le trottoir se répandant en imprécations « politiques » peu amènes. Le discours est peu cohérent, perdu dans quels rêves ? Il est seul, égaré. Les passants le croisent indifférents ou légèrement amusés. Ils n'ont plus peur. Demain l'essence augmente, l'ex-gouvernement avait « oublié » avant les élections... L'Espagne : une démocratie comme les autres. ●

A.f.p.



Le roi recevant la veille du scrutin les dirigeants de tous les grands partis.

A.f.p.



Jean-Paul II accueilli par Juan Carlos.

Sygma



Felipe Gonzalez avec sa femme et ses trois enfants.

Le vote des militaires

Les militaires espagnols préfèrent Fraga et l'Allianza popular. Rien de bien surprenant. Le quotidien (très) modéré « Cambio 16 » publiait dans son édition du 30 octobre les résultats de douze bureaux de vote madrilènes où les militaires composent l'essentiel de l'électorat. Majorité absolue pour A.p., le P.s.o.e. y perd plus de la moitié de ses voix au niveau national, le centre s'effondre comme partout ailleurs et, naturellement, le P.c.e. disparaît presque totalement. Informations inquiétantes ? Il convient également de noter que les militaires, eux aussi, ont choisi le « vote utile », y compris en préférant l'Alliance populaire aux listes d'extrême droite fasciste (Fuerza Nueva de Blas Pinar et Solidaridad Espanola du putschiste Tejero). Ces deux listes fascistes n'ont à l'évidence regroupé pour l'essentiel que les votes « militants ». Leur échec n'est pas non plus sans signification.

Inscrits	*6 373*
Abstentions	*886*
Votants	*5 487*
Blancs	*32*
Nuls	*84*

Partis	*Votes*	*%*	
A.p.	*3 442*	*63,73*	
P.s.o.e.	*1 229*	*22,40*	
U.c.d.	*192*	*3,50*	
C.d.s.	*178*	*3,24*	
E.n.	*133*	*2,42*	*4,17*
S.e.	*96*	*1,75*	
P.c.e.	*84*	*1,53*	
Autres	*33*	*0,60*	

Fondation Jean Jaurès

Coup de semonce à Reagan

Malgré un taux d'abstention énorme (60%), les Américains ont sanctionné la politique économique des Républicains

PAR GUY PERRIMOND

Sygma

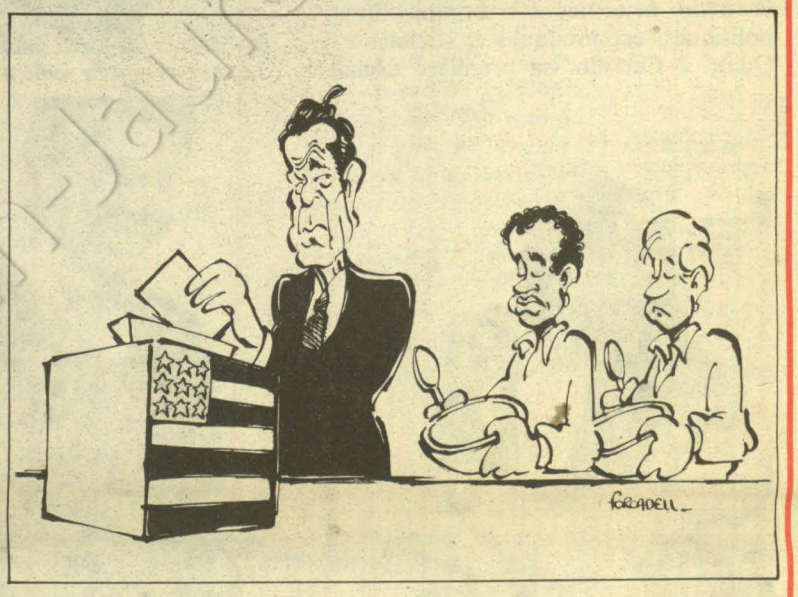


Chômeurs américains dans un centre de formation professionnelle.



A.f.p.

Le sénateur Edward Kennedy.



« REAGAN s'en sort relativement bien. » Mercredi matin, dans les salles de rédaction, la réaction était unanime : les résultats des élections de « mi-parcours » qui s'étaient déroulées la veille ne constituaient pour le président des Etats-Unis qu'un « léger avertissement ».

En effet, les Républicains conservent la majorité au Sénat, leur recul à la Chambre des représentants ne remet pas en cause une majorité qu'ils n'avaient pas sauf lorsque les « démocrates du Sud » trahissaient leur parti. Ce qui est fréquent aux Etats-Unis. Mais risque d'être un peu plus difficile ces deux prochaines années. Le plus grave pour Ronald Reagan est la perte d'une demi-douzaine de postes de gouverneur, dont ceux du Texas et de l'Etat de New York. En effet, le pouvoir des gouverneurs est important dans la préparation et lors des élections présidentielles. Et les Démocrates en détiennent désormais 34 contre 16 à leurs concurrents.

Etrange consultation que ces « mid-term elections ». Officiellement l'exécutif n'est pas en jeu : la différence des taux d'abstention entre une élection présidentielle et celle où sont élus les sénateurs, représentants, gouverneurs, etc. est révélatrice. Dans le premier cas ce taux d'abstention n'est que de 45 % environ — ce qui est déjà énorme —, alors que pour tous les autres scrutins, le pourcentage d'électeurs ne votant pas dépasse souvent de plusieurs points les 60 %. Mardi il n'en a pas été autrement. Une écrasante majorité d'électeurs ne s'est pas rendue aux urnes !

Un tel « retrait » du corps électoral justifie la réserve traditionnelle des présidents durant les campagnes électorales du « mi-parcours ». Considérant qu'ils n'ont pas à se mêler à la politique locale — son poids aux Etats-Unis est déterminant —, les deux grands partis étant davantage une fédération de groupements locaux que des partis au sens européen du terme, les présidents américains n'attendent de telles élections que des indications relativement vagues sur l'état de l'opinion. Mais cela à un moment crucial : il leur faut, deux ans avant les futures présidentielles, songer à leur éventuelle réélection. Ou préparer leur parti à désigner un successeur.

Or, Ronald Reagan a, une fois de plus, bousculé les habitudes. Il a multiplié les inteventions, parcouru les Etats-Unis ; il a été lourdement et chèrement présent à la télévision : 500 000 dollars pour deux passages de cinq minutes, 48 heures avant le scrutin. Pourtant, bon nombre des candidats de son parti ont préféré se passer de son soutien, refusant de le recevoir dans leur Etat en leur circonscription. Pensaient-ils que la présence à leur côté du président leur serait dommageable ? Qu'il valait mieux ne pas « réveiller » la partie du corps électoral qui ne vote pas lors de telles élections ? Pensaient-ils qu'il fallait limiter leur campagne à des thèmes locaux ? Effectivement, le candidat républicain au poste de gouverneur pour l'Etat de New York qui tout au long de la campagne s'est présenté comme un farouche défenseur des « reaganomics » a été battu. Par un démocrate soutenu par les syndicats !

Faut-il pousser plus loin l'analyse, tenter de prouver que des élections plus « politisées » auraient entamé les bastions républicains ? Ce serait ignorer la spécificité d'un tel scrutin. Si Ronald Reagan est intervenu d'une manière visible dans cette campagne, c'est tout à la fois pour peser sur son parti — « Je suis le patron » — et, surtout, pour mobiliser son électorat traditionnel. Et non pas pour faire pièce à une campagne démocrate qui de l'avis de tous les observateurs n'a pas brillé par sa pugnacité.

Car, malgré les résultats de la politique économique de Reagan, personne ne s'attendait à une déroute des Républicains. Le chômage a beau atteindre des niveaux records — plus de 10 % de la population active est sans travail —, les faillites se multiplier, le système d'aide sociale être mis en pièces, les Américains, tout au moins ceux qui dans de telles élections prennent la peine d'aller voter, n'étaient pas prêts à donner autre chose qu'un « léger avertissement » au président en exercice.

D'autant que ces dernières semaines Reagan avait fait des efforts. Vis-à-vis des agriculteurs avec l'annonce du montant — 23 millions de tonnes — des ventes de céréales à l'U.r.s.s. pour 1983. De quoi calmer les esprits puisque ces ventes seront multipliées par trois d'une année sur l'autre ! En tenant compte de quelques grandes catégories de la population — les sidérurgistes par exemple — Reagan a donc tout fait, à la veille du vote, pour limiter les dégâts. Et visiblement il a réussi.

A un détail près. Au lendemain des élections de 1980 — Reagan avait été victorieux dans 44 Etats sur 50 — qui avaient vu non seulement l'élection à la présidence d'un candidat républicain mais ce parti retrouver au Sénat une majorité qu'il avait perdue depuis vingt-cinq ans — les stratèges du « Great Old Party » affirmaient qu'en 1982 ils obtiendraient également la majorité à la Chambre des représentants. Or, non seulement ils ont échoué, mais ils ont reculé.

Au cours des neuf élections à « mi-parcours » qui ont eu lieu depuis la dernière guerre, la moyenne des sièges perdus par le parti au pouvoir a été de 19. Avec une énorme différence selon qu'il s'agit d'un premier ou d'un second mandat du président. Dans le cas d'un premier mandat les pertes étaient « légères » : 15 pour Eisenhower, 4 pour Kennedy, 10 pour Nixon.

Reagan n'a pas fait aussi bien, loin de là. Ce qui tendrait à prouver que s'il n'y a pas — pas encore, disent les Démocrates — de rejet massif de la politique de la Maison Blanche, l'usure du pouvoir est suffisante pour peser lourd. Au-delà des chiffres, des pourcentages, des gains et des pertes, il est évident que l'exécutif va avoir beaucoup de mal à poursuivre la même politique économique. Non seulement à cause de l'opposition démocrate ou de la crainte des prochaines élections, mais parce que, parmi les élus républicains, certains dès mercredi ont osé parler de la nécessité pour les Etats-Unis d'une relance économique. De quoi faire frémir les théoriciens de Reagan. Mais aussi, de quoi faire réfléchir le gouvernement.

Politique internationale au fil des jours

R.f.a. : les embarras de Kohl

Après avoir annoncé que les prochaines élections législatives auraient lieu le 6 mars 1983, le nouveau chancelier ouest-allemand, Helmut Kohl, se trouve dans un grand embarras juridique et constitutionnel. Pour recourir à des élections anticipées, il faudrait, en effet, que le gouvernement soit renversé et le Bundestag dissous. Or, la nouvelle coalisation C.d.u.-libéraux y dispose d'une majorité et on voit mal comment elle pourrait être battue dans un vote.

Cet imbroglio est vu sans déplaisir par les sociaux-démocrates qui ne seraient pas fâchés d'avoir un peu plus de temps d'une part pour « préparer » leur nouveau candidat à la chancellerie Hans Vogel, d'autre part pour tenter de pousser plus loin le rapprochement qui a commencé de s'opérer, sous l'impulsion de Willy Brandt, entre d'un côté le S.p.d. et de l'autre les « Verts » et les pacifistes. Si ce grand rassemblement de tout ce qui est « à gauche de la C.d.u. » prenait corps dans les prochaines semaines, le chancelier Kohl serait sans doute dans une situation difficile, d'autant que tout confirme l'effondrement de ses nouveaux alliés libéraux qui risquent fort de tomber au-dessous de la barre des 5 % et de n'être donc plus représentés dans le prochain Bundestag.

France-Algérie : une coopération exemplaire

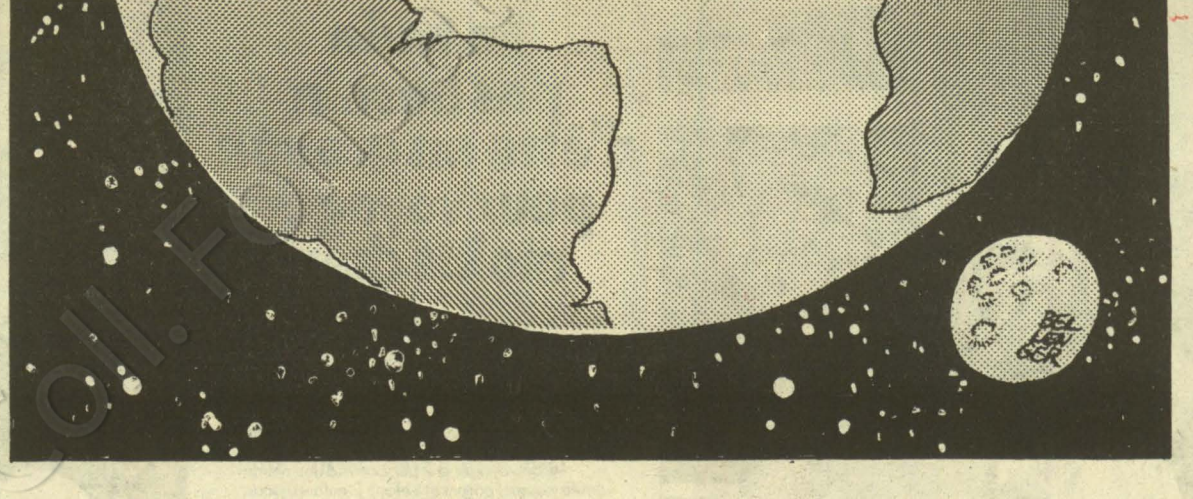
Bâtir de nouveaux rapports Nord-Sud n'est pas simple. En ce domaine il faut tout inventer, mettre au point des relations d'un type nouveau, modifier les mentalités. La France et l'Algérie sont en train de faire le difficile mais fructueux apprentissage de cette évolution.

L'accord gazier franco-algérien fut un premier pas. L'Etat prenait sa part dans la définition de l'avenir. La suite s'est révélée plus complexe malgré les efforts des principaux intéressés. Tout d'abord parce que depuis dix ans la France — ses firmes — avait peu à peu abandonné la scène algérienne. Et avait été remplacée, illico, par des Italiens, des Allemands, des Japonais. Et l'on ne reconstitue pas des circuits économiques en un seul jour, voire en un an.

De surcroît, les entrepreneurs français n'ont pas la pugnacité comme première caractéristique. Ils rêvent de marché sans surprise, sans concurrence. N'a-t-on pas vu des responsables du secteur nationalisé ne pas se préoccuper d'un marché dans le tiers monde sous prétexte qu'il leur aurait fallu « rechercher un financement ». D'autres, à l'étranger, l'ont trouvé...

Visiblement Alger semble souhaiter mettre sur pied une coopération à long terme. Paris veut tester de nouveaux mécanismes et les entreprises françaises, elles, réclament des marchés sans problème. Dans ces conditions, on comprend qu'ici ou là des difficultés surgissent. Pourtant le bilan réalisé lors de la tenue de la grande commission franco-algérienne est révélateur d'un nouvel état d'esprit : au cours du premier semestre 1982, les Algériens ont confié pour quinze milliards de travaux à des firmes françaises, qui vont notamment construire le métro d'Alger.

Mais l'essentiel, pour l'avenir, n'est pas là. C'est la volonté politique affirmée des deux côtés de la Méditerranée de mettre au point une coopération exemplaire, c'est « l'esprit nouveau » affiché dans les deux capitales. Car une chance est à saisir. Ensemble les deux pays peuvent mettre au point de nouveaux rapports qui pourront faire école. Ils peuvent prouver que les discours qualifiés par les sceptiques de généreux peuvent devenir réalité.





Hans Vogel, candidat social-démocrate à la Chancellerie.

Assassiner pour gouverner

Le rapport 1982 d'Amnesty International n'est pas d'une lecture particulièrement réjouissante : on y trouve le long catalogue des atteintes aux droits de l'homme, des emprisonnements, des déportations, des exécutions, des disparitions et, relative nouveauté, l'arrivée massive sur le terrain de la répression de l'assassinat politique pratiqué par nombre de gouvernements.

Une étrange carte du monde se dessine à la lecture de la livraison annuelle du rapport. Cela va de l'iran — en 1981 le nombre d'exécutions a atteint les 2 600 — au Guatemala — 3 200 personnes assassinées — en passant par l'Afrique où les violations des droits de l'homme se sont multipliées. A moins qu'Amnesty n'ait tout simplement de meilleures informations que les années précédentes !

Car ce qui fait la richesse de ce rapport c'est sa précision : l'à-peu-près n'a pas droit de cité et les erreurs doivent être rares. Ce qui donne un poids supplémentaire à ces pages. Et donne à l'appel de l'organisation à propos des assassinats politiques — « on ne peut plus laisser les Etats éluder leurs responsabilités lorsqu'il décident d'éliminer des opposants supposés » — un poids écrasant.

Portugal : la fin des militaires

L'entrée en vigueur de la loi révisant la Constitution portugaise vient de faire disparaître le fameux Conseil de la Révolution » où siégeaient encore les militaires qui avait renversé la dictature en avril 1974. Leurs attributions, qui n'étaient d'ailleurs plus que théoriques, reviennent donc au pouvoir civil, ce qui ne veut pas dire que les militaires en question aient l'intention de se retirer définitivement sous leur tente. Avant de disparaître le Conseil de la Révolution a d'ailleurs adressé un message au pays exprimant une grande préoccupation pour l'avenir.

La situation économique et sociale du Portugal est, en effet, particulièrement préoccupante et le gouvernement dirigé par le centriste Francisco Pinto Balsemao paraît de moins en moins en mesure d'y faire face. Certaines indications récentes laissent croire à une remontée dans l'opinion du Parti socialiste de Mario Soares. Si elles se vérifiaient lors des prochaines élections municipales, le problème du recours à des élections législatives anticipées pourrait se poser dans le courant de 1983.

Déblocage à l'O.u.a.

L'O.u.a. va-t-elle sortir de son impasse ? La décision des Sahraouis de ne pas être présents à la conférence de Tripoli devrait permettre que soit mis fin à un blocage dommageable pour toute l'Afrique. D'autant qu'ici et là — à Washington par exemple — on prend conscience de l'utilité de l'Organisation de l'unité africaine. Et que la lutte antilibyenne ne justifie pas de mettre à mal, ou à mort, une telle organisation.

Si l'initiative sahraouie ouvre une porte, l'annonce de l'arrivée de militaires libyens en République centrafricaine et celle de la constitution par Ouedi Goukouni d'un « gouvernement tchadien » dans la bande d'Aouzou contrôlée depuis des années par les Libyens sont venues renforcer ceux qui ne veulent à aucun prix se rendre à Tripoli. Si à Paris on s'est « étonné » de l'arrivée de militaires libyens à Bangui, on continue d'espérer que de tels arguments — forts limités — ne viendront pas contrebalancer l'effet de la décision sahraouie.

Car il est évident que l'Afrique a besoin d'une organisation unitaire. L'oublier serait porter atteinte à l'avenir.

MANERA S.A.

Constructeur-promoteur

à PARIS	11e arrondissement **AVENIR ONZE** 108/110, rue Saint-Maur **LES JARDINS DE LA NATION** 23, rue Alexandre-Dumas 15e arrondissement 79, quai André-Citroën
à CHENNEVIERES	**LE PAVOIS DE CHENNEVIERES** route du Plessis-Trévise
à GOURNAY-SUR-MARNE	**LES CLOS D'HEURTEBISE** place de l'Eglise
à EVRY	**LA RESIDENCE LA BRUYERE** boulevard Decauville
à PUTEAUX	**DIAMANT A BELLERIVE** 34, quai Dedion-Bouton
dans le VAR	**PORT GRIMAUD**
à STRASBOURG	**LA RESIDENCE VENDOME** rue Jean-Henri Schnitzler (quartier de l'Esplanade)
à TOULOUSE	**LE PARC DE LA CROIX DU SUD** rue Longaud
à MARSEILLE	**PRADO PLAGE** 59, promenade de la Plage

MANERA S.A.

Service Commercial : 174, bd Haussmann, 75008 PARIS
(1) 562.04.66

en immobilier

MANERA S.A.

plus de 30 ans de références

SIGNATURE D'UN ACCORD DE CREDIT ACHETEUR ENTRE LA FRANCE ET LA TUNISIE

La Société Générale a signé le 12 octobre 1982 à Tunis, conjointement avec l'Union Tunisienne de Banques, une Convention Cadre de crédit acheteur avec la Banque Internationale Arabe de Tunisie
Aux termes de cet accord, peuvent être financés par crédit acheteur les contrats d'équipements et services d'origine française, d'un montant au moins égal à 500 000 Frs, facilitant ainsi les exportations vers la petite et moyenne entreprise Tunisienne pour la clientèle commerciale de la Société Générale.
Créee en 1976, la Banque Internationale Arabe de Tunisie est devenue l'une des toutes premières banques privées Tunisiennes. Son capital associe à côté d'intérêts majoritaires Tunisiens, des institutions financières et bancaire étrangères et principalement du Golfe.
La Société Générale conforte avec la Banque Internationale Arabe de Tunisie des liens déjà étroits et poursuit l'effort entrepris depuis plusieurs années pour le développement des échanges entre les deux pays.

138 — 754

transexel

est un groupement de Sociétés de Service, à la disposition des collectivités pour :
.la création
.l'organisation
.la gestion
.le développement
de leurs réseaux de transport de voyageurs.

156, rue de l'Université
75007 PARIS - Tél : 550.32.04



En train pas besoin d'être en groupe pour voyager moins cher.

En train, avec la carte Couple Famille, il suffit :

- de voyager a 3 personnes au moins d'une même famille pour beneficier d'une réduction de 50 % des la 2e personne en périodes bleue et blanche, soit environ 340 jours par an,
- de voyager a 2 personnes d'une même famille (couple, parent et enfant, 2 enfants) pour bénéficier d'une réduction de 50 %, pour l'une d'elles en période bleue, soit environ 250 jours par an.

La carte Couple Famille est gratuite, valable 5 ans, en 1re comme en 2e classe, même sur un aller simple.
Renseignez-vous dans les gares ou les agences de voyages.

Avec la carte Couple / Famille, le train est vraiment moins cher que vous ne le pensiez.

SNCF Couple/Famille

Nom

Adresse

50 % de réduction dès la 2e personne
à 2 en période bleue
à 3 et plus en périodes bleue et blanche

180187

SNCF



La guerre contre le bruit est déclarée

42% des Français se plaignent d'avoir les oreilles cassées. Contrairement à la droite, le gouvernement de gauche prend au sérieux ces revendications et entame une chasse aux nuisances sonores

PAR FREDERIQUE DE GRAVELAINE

TINTAMARRE, vacarme, fracas, tohu-bohu, tapage, tumulte, bouzin, boucan, charivari... Comment se faire entendre dans cette cacophonie ? Tous les sondages s'accordent à mettre le bruit au premier plan des nuisances dont souffre notre environnement.

Quelques chiffres suffisent à révéler l'étendue du problème : 42 % des Français se plaignent du bruit dans leur logement, surtout les habitants des grandes villes, et 18 % vivent dans des lieux à la limite de l'acceptabilité : 65 dB A — unité de mesure représentant la sensation de bruit effectivement perçue par l'oreille.

A l'insuffisance des lieux calmes pour le repos et le sommeil s'ajoute l'agression sonore sur le lieu de travail : un salarié sur trois y est en butte et plus d'un ouvrier sur deux.

L'ouïe, pourtant, est un des nos sens les plus précieux. Fonction d'alerte, organe de l'équilibre et du mouvement, l'oreille transmet les temps longs et calcule les temps courts : elle est donc à la fois notre horloge du temps et notre voie de communication essentielle avec nos semblables, avec le monde.

De la fatigue auditive à la surdité définitive, les effets directs de la surcharge sonore sont aujourd'hui bien connus. On sait par exemple que le bruit ambiant est un facteur décisif d'altération de l'ouïe dans les sociétés industrialisées. Et les jeunes, qui se soumettent volontairement à de véritables raz de marée de décibels par disco, concerts pop et walkman, en sont les premières victimes.

Les effets induits du bruit sont plus sournois, plus difficiles à quantifier. Si, subjectivement, on semble s'habituer au bruit, l'organisme, lui, ne s'adapte pas réellement. Le système cardio-vasculaire, en particulier, continue à réagir et le sommeil peut être perturbé sans qu'une gêne consciente soit exprimée. Les phases paradoxales du sommeil, périodes privilégiées du rêve, sont les plus fragiles et des bruits faibles suffisent alors à entraver la réparation du système nerveux, déjà fort sollicité pendant la journée. S'en suivent des troubles neurovégétatifs indéniables. La respiration, la digestion, la sexualité peuvent être également perturbés.

Coût social et économique prohibitif

Viol de la vie privée, stress, perturbation de la communication... Les malaises causés par le vacarme de la vie moderne sont extrêmement nombreux. Par exemple, les enfants exposés au bruit apprennent à parler et à lire moins vite car ils ne développement pas leur discrimination auditive, coordonnent mal les sons et les signes. A cet égard, l'implantation de nombreuses écoles en bordure de voies à forte circulation, la réverbération sonore des locaux scolaires anciens n'aident pas les petits à faire leur chemin.

Les conduites sociales, elles aussi, sont affectées par le bruit. Agressé, l'individu se protège en s'isolant. Et devient lui-même agressif, au mieux indifférent. Des expériences américaines ont montré que, si on porte spontanément secours à une personne qui tombe dans une rue calme, il n'en va plus de même dans une rue bruyante ou à côté d'une tondeuse à gazon en activité !

Au bout du compte, le coût social et économique du bruit apparaît comme prohibitif. Terrains et biens immobiliers dévalués — perte estimée entre 60 et 100 milliards de francs — coût médical évalué à 25 milliards en 1978... Auquel il faut ajouter la surdité professionnelle, qui touche particulièrement les chaudronniers, métalliers, menuisiers, serruriers : dès la fin de l'apprentissage, une atteinte auditive est déjà décelable. Certes, les machines sont mieux isolées, plus performantes donc moins bruyantes mais l'accélération des cadences multiplie les chocs et les grincements.

Points noirs du bruit

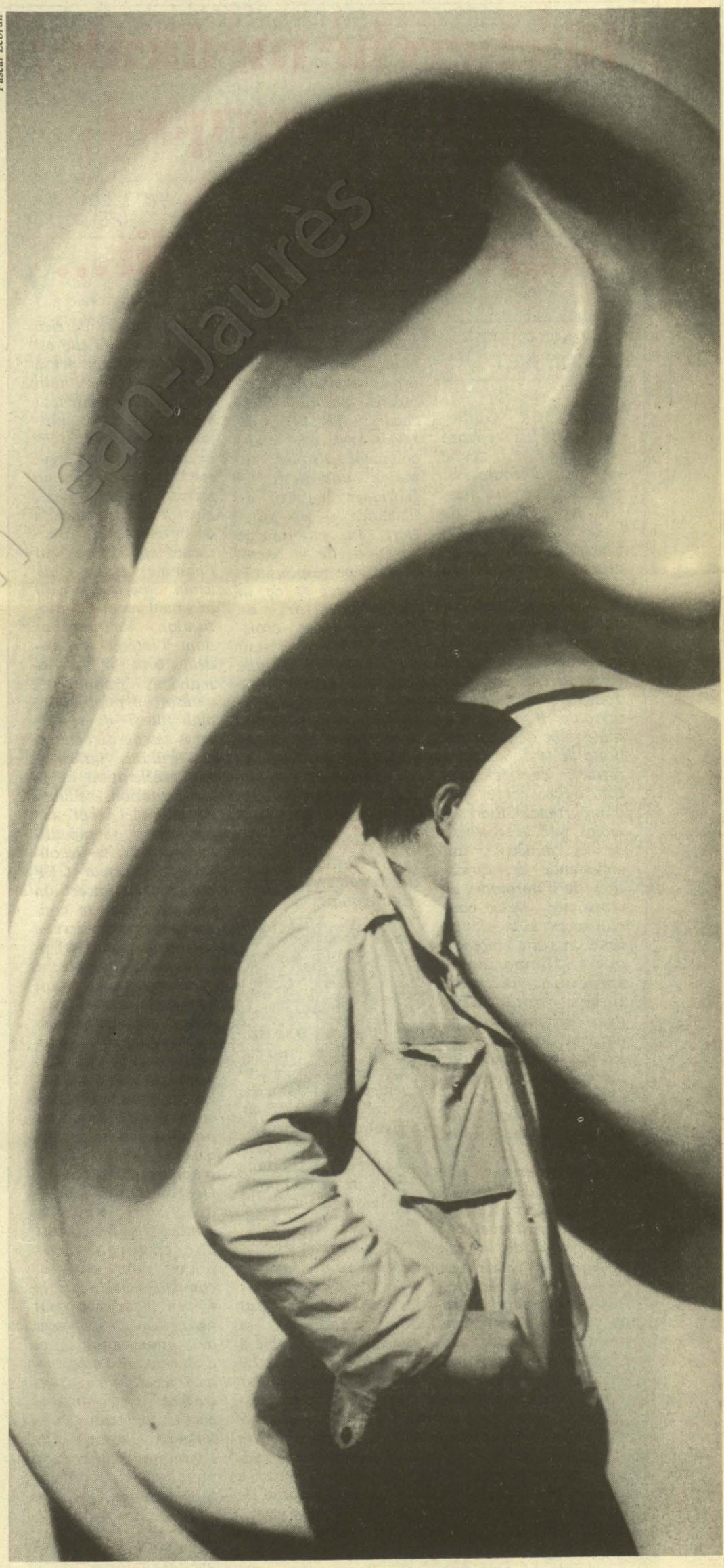
11 % des accidents du travail sont imputés au bruit, 15 % des journées de travail perdues, 20 % des internements psychiatriques. Le bruit peut même tuer, quand un voisin irascible sort sa 22 long rifle contre les fauteurs de trouble.

« Retrouver le silence, ou plus précisément lutter contre le bruit pour redécouvrir les sons, voilà sans conteste une aspiration majeure de la population », écrit Michel Crépeau, ministre de l'Environnement. Cet objectif est effectivement prioritaire pour le gouvernement, d'autant plus clairement que peu a été fait auparavant, malgré des constats de plus en plus alarmants. Cette politique s'explique aussi par souci de lutte contre les inégalités. Car se défendre contre le bruit n'est pas à la portée de tous, que ce soit en isolant son appartement, en partant souvent en week-end à la campagne ou même en déménageant. Logements sociaux aux appartements mal isolés les uns des autres en bordure de périphériques, rocades ou pénétrantes, temps de transport allongé, travail bruyant... « Ce sont les plus défavorisés qui souffrent le plus cruellement du bruit car ils doivent en supporter toutes les catégories en même temps et tous les jours », explique Véronique Neiertz, élue de Seine-Saint-Denis et présidente du Conseil national du bruit.

Pour que le droit au calme ne soit plus un privilège, le ministre a d'abord entrepris un recensement des « points noirs » du bruit, dans toute la France. Lorsque ce bilan sera établi, de la façon la plus exhaustive possible, un programme de rattrapage sera mis en place, à raison d'investissements extrêmement lourds : six à sept cent millions de francs par an répartis en priorité aux lieux les plus habités et les plus exposés.

(suite en page 19)

Pascal Lebrun



La grande oreille de l'exposition de Beaubourg.

(suite de la page 19)

La guerre contre le bruit implique évidemment une action très décentralisée. Un responsable a été nommé dans chaque département auprès du préfet, avec pour mission de résoudre les conflits, d'accélérer les procédures administratives et de faire prendre en compte les problèmes de bruit par les autres services départementaux, qui en sont souvent très peu conscients. Cette mesure a déjà eu des effets positifs dans certaines régions. Dans d'autres, le « responsable Bruit » n'a parfois ni le temps ni le goût de s'occuper de la question, et les mentalités n'avancent guère. Car les préfets et les ingénieurs autant que l'administration ont l'habitude de prendre en compte en priorités les demandes des agents économiques et à sourire des revendications des victimes du bruit.

Les contrats de ville-pilote passés cette année entre dix villes et le ministère ont pour mission avant tout de mieux sensibiliser les élus locaux. La ville et l'Etat y apportent chacun un million de francs environ qui doivent permettre d'informer, de réviser les plans de circulation, de mener des opérations sur l'habitat et l'urbanisme, de mettre en place une commission spécialisée et un service d'accueil des plaintes.


Viva

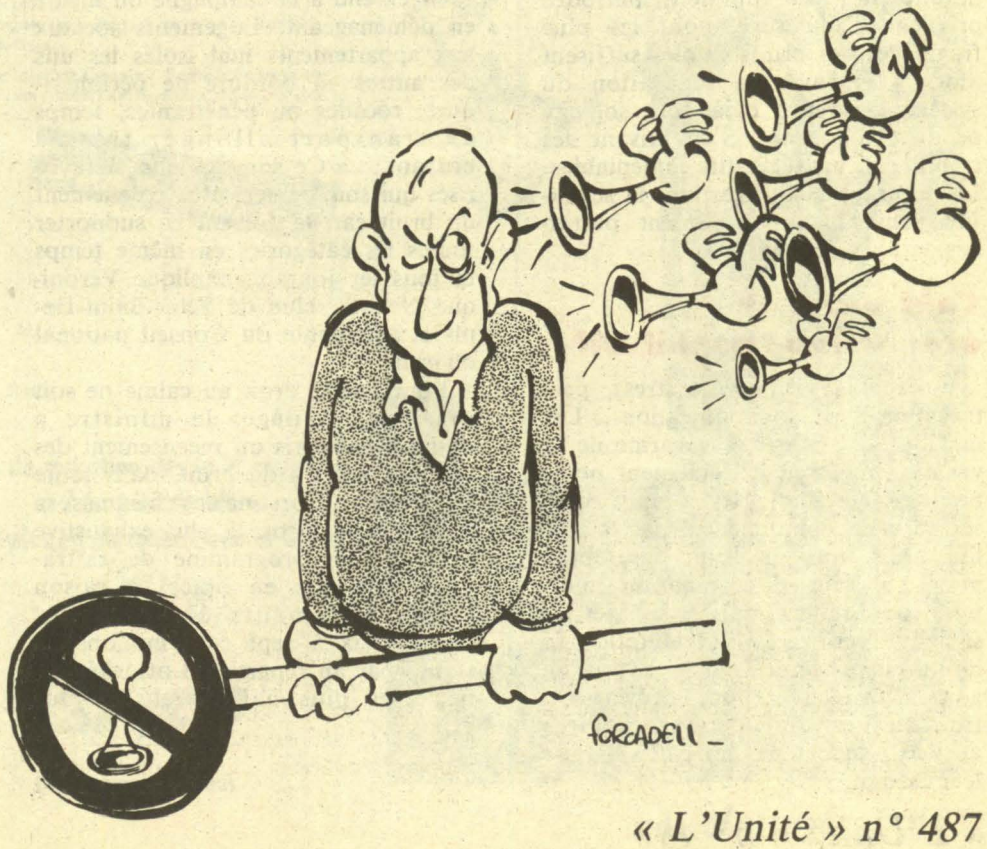
Ouvriers équipés de protection antibruit.

Le but est également de faire travailler autour d'une même table des services, tous concernés par le bruit, mais qui ont l'habitude de se tourner le dos. C'est selon la même formule de la négociation que Michel Crépeau a poussé à se mettre d'accord ministère de l'Urbanisme, des Transports, Ville de Paris, communes limitrophes, Action sanitaire et sociale, pour résoudre enfin le problème du périphérique parisien : les travaux de couverture vont pouvoir commencer.

Une crèche en bordure de l'autoroute

Le Conseil national du bruit va procéder selon la même technique : associations, syndicats, organisations professionnelles, administrations, élus, juristes, médecins vont réfléchir ensemble et proposer des solutions. Leur première tâche : faire sauter le blocage administratif qui interdit à l'immense majorité des victimes du bruit d'obtenir satisfaction. Un exemple, raconté par Véronique Neiertz : une entreprise industrielle fait du tapage, ses voisins se plaignent. La préfecture ordonne une enquête au service des Mines, qui établit que la plainte est fondée. L'entreprise est mise en demeure de se conformer à la réglementation mais ne fait rien. Pendant trois ans, les habitants déposent plaintes sur plaintes, la préfecture demande enquêtes sur enquêtes que, de guerre lasse, le service des Mines s'abstient de refaire. Et toujours rien !

Les cas de ce genre ne manquent pas. Les membres du Comité national d'action contre le bruit (C.n.a.b.) en donnent à foison. « L'Etat doit se faire respecter », résume Jean-claude Delarue, président du Comité. L'enjeu est de taille puisqu'il ne s'agit pas seulement de problèmes de voisinage et d'arrêtés municipaux non respectés. On trouve encore des cas comme celui de la crèche de Mandelieu-La-Napoule que le maire s'obstine à vouloir implanter en bordure de l'autoroute de l'Estérel, à quel-



Recherche médicale: et voici pourquoi, Madame, votre fille grandit...

PAR MARTINE DUCOUSSET

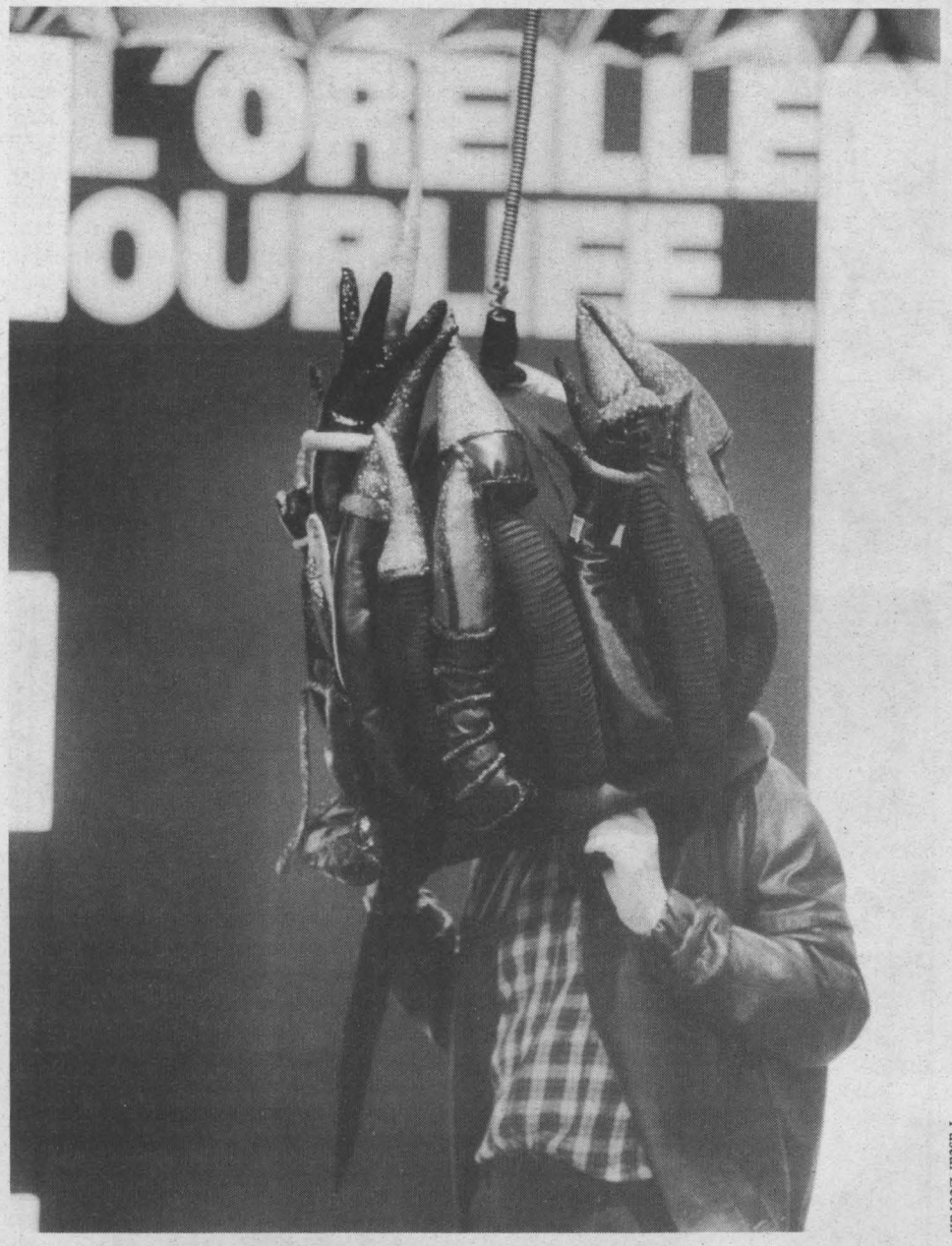
ROGER Guillemin a encore frappé. Avec son dada de toujours : le cerveau. Notre illustre prix Nobel de médecine, expatrié aux Etats-Unis pour cause de facilité d'accès à la recherche, avait déjà réussi, en 1968, un joli coup d'éclat : celui d'isoler, puis de synthétiser l'hormone cérébrale qui règle les fonctions de la glande thyroïde. Il vient, avec son équipe de Salk Institute de la Jolla (Californie), de récidiver. La découverte est d'importance. Rien de moins que la synthèse de la molécule qui commande la fabrication de l'hormone de croissance. Deux conséquences à la clé de cette réussite biologique : d'importantes applications thérapeutiques, notamment dans certains cas de nanisme, et une meilleure connaissance des mécanismes cérébraux. Donc, au départ, est le cerveau. Avec une glande super-active, l'hypophyse, et une substance nerveuse qui lui donne des ordres, l'hypothalamus. La première régit une certaine partie de l'organisme — glandes thyroïde, surrénales, ovaires, phénomènes de lactation, croissance de l'enfant —, la seconde joue au chef et donne le feu vert pour toute synthèse d'hormone effectuée par l'hypophyse.

Le tout est de trouver comment agit le chef. C'est ce que vient de mettre en évidence, pour une substance particulière, le Dr Guillemin. L'hormone de croissance, HGH (Human Growth hormone), pour les spécialistes, avait déjà été repérée par les chercheurs : dès 1974, on savait qui elle était, comment l'isoler, et même comment la fabriquer à partir de bactéries — en ajoutant au patrimoine génétique de la bactérie le gène responsable du « codage », de la programmation, de l'hormone de croissance. Mais il restait un mystère : quelle substance agissait donc sur l'hypophyse pour lui ordonner de fabriquer HGH ? Quelle molécule au départ, quelle alchimie pour que petit de l'homme devienne grand ?

Après dix ans de travail, Guillemin, ses collaborateurs et plusieurs équipes de cliniciens — dont une équipe française — ont trouvé. A l'origine de leurs observations : certaines cellules cancéreuses observées chez une malade française atteinte d'une tumeur pancréatique. Génétiquement désordonnées. ces cellules aux caractéristiques complètement modifiées peuvent en effet produire des ersatz de composés qui ressemblent à s'y méprendre aux substances physiologiques.

Grâce à ce don du ciel — et de la maladie —, les chercheurs ont donc découvert la molécule comparable à celle que synthétise l'hypothalamus pour tout ce qui est croissance. Son nom : GRF (Growth hormone releasing factor). Ses caractéristiques : un peptide (I) composé de 44 acides aminés. Voilà, Madame, pourquoi votre fille grandit. Parce que cette petite molécule de rien du tout, lorsqu'elle est en panne, stoppe net la croissance de l'individu. Reste maintenant à prouver que la substance découverte à partir de cellules cancéreuses correspond bien au travail cérébral. Reste aussi à expérimenter la découverte et ses éventuelles applications sur l'homme : le Dr Guillemin espère en avoir prochainement l'autorisation. Applications dont l'intérêt est évident : bien sûr pour les individus frappés de nanisme hypophysaire, mais aussi dans certains cas de diabète ou de brûlures (grâce à une accélération de la reconstitution cellulaire). Parallèlement aux débouchés thérapeutiques directs, la découverte du facteur GRF permet d'avancer un peu plus dans la connaissance de ce cerveau tellement indéchiffrable. Une petite brèche supplémentaire, tant mieux ! Seulement, qu'on ne se farcisse pas la tête — justement — d'illusions. Nos neurones sont tellement complexes que la moindre découverte pose davantage de questions qu'elle n'apporte de réponses. Dix molécules sibyllines pour une de synthétisée. Bravo aux chercheurs, mais prions pour eux, et compatissons. Seule la foi en la science peut permettre de déplacer des montagnes... et d'élucider les mécanismes cérébraux. Sans doute faudra-t-il encore longtemps, très longtemps, pour que l'homme comprenne pourquoi et comment il est homme. ●

(1) Courte chaîne d'acides aminés.



Pascal Lebrun

Masque tohu bohu à Beaubourg.

ques mètres d'une bretelle d'accès. Malgré les actions judiciaires intentées par les habitants, les fondations de la crèche sont en train de se construire... La décentralisation ne devrait pas dans un cas comme celui-là faire oublier les impératifs de la société. Mais, une fois le permis de construire accordé, l'Etat n'a plus guère de moyens de revenir en arrière. Ainsi des aberrations comme le centre hospitalier de Beauvais, au carrefour de trois routes importantes, où les malades dorment à coups de tranquillisants, sont encore aujourd'hui possibles !

Réhabiliter l'oreille

Conclusion : on ne sensibilisera jamais assez ceux qui ont à intervenir sur ces questions. Le récent colloque de La Rochelle a par exemple montré que construire en tenant compte du bruit n'était pas plus cher : la procédure ne coûte en fait que des études, du travail pour les architectes. Il démontre en effet que le meilleur mur antibruit, pour des communes traversées de voies rapides, c'est encore un bâtiment. Et qu'il est possible de le rendre habitable, à condition de bien orienter les pièces à vivre des appartements, de multiplier les espaces tampons et que l'ensoleillement ne demande pas d'ouvrir les fenêtres en été...

Réhabiliter l'oreille, faire prendre conscience à tous de l'importance de l'enjeu, tel est aussi l'objectif de l'exposition du Centre de création industrielle (à Beaubourg jusqu'au 3 janvier, itinérante ensuite). Une exposition de sensibilisation très réussie, où le visiteur est invité à mettre la tête dans un des masques tohu-bohu où sont diffusés bruits d'aspirateurs, de télévision, autoroutes et disco, tondeuses et mixer, hurlements et scènes de ménage... Pour se remettre de cette pénible expérience, il est ensuite conduit dans un parcours dit « galerie des bruits exquis », bruissements d'eau, cascades, rossignol, souffle dans les arbres, joueurs de pétanque, ressac... L'ambition affichée — rééduquer l'oreille — a peut-être une chance d'être satisfaite mais, au moins, le jeu est amusant.

C'est vrai, notre oreille, si nous pouvions l'écouter, nous apporterait bien des plaisirs. Ce premier sens, qui fonctionne dès les premiers mois de vie intra-utérine, est aussi hélas celui par lequel s'affirme sans vergogne le pouvoir du plus fort : nous sommes condamnés à écouter, du moins à entendre. « A part la surdité, aucune stratégie de replis n'est possible », note Marion Segaud dans le remarquable catalogue de l'exposition. Et Michel Serres insiste : « Celui qui détient le pouvoir est celui qui détient la source et l'émission du son... Celui qui a le bruit et qui fait taire. »

Il est évident que nous sommes collectivement responsables de notre paysage sonore. Mais certains le sont un peu plus que d'autres. Jusqu'à la caricature quand un bar refuse d'investir le moindre sou dans une isolation, rendant les nuits infernales à ses voisins, lorsque les militaires ne respectent aucune contrainte aux abords des aéroports, lorsque les visites en hélicoptères, que la réglementation interdit au-dessus des agglomérations, se multiplient. Le loisir de quelques-uns, contre la tranquillité — « le droit de vivre » disait même une militante du C.n.a.b. — autres.

Paysages sonores en conserve

Certes, l'homme est bruyant et s'en va répétant, « le bruit, c'est la vie ». Jusqu'au mythe babylonien de Gilgamesh qui raconte comment les dieux, gênés dans leur sommeil par le tapage humain, décidèrent d'exterminer l'espèce...

Mais attention, un nouveau danger nous guette, fruit de l'imagination fertile de quelques spécialistes qui se dénomment « paysagistes sonores » : bientôt ils nous proposeront de conserver des sons, de protéger des paysages sonores voire d'en reconstituer ! ●

Adoption: pour transformer le rêve en réalité d'amour

Chaque année sur 30 000 demandes déposées, 6000 seulement obtiennent satisfaction. Et pourtant près de 20 000 enfants sont adoptables. Partant de ce constat, Georgina Dufoix préconise des mesures qui devraient simplifier le processus d'adoption sans pour autant le banaliser

PAR MARTINE DUCOUSSET

VA pour l'angelot bouclé qui fait si gentiment risette, ou l'adorable petite princesse aux yeux pervenche grands ouverts sur un monde tout nouveau pour elle. Mais pas question de jeter son dévolu sur l'adolescent boutonneux ou la fillette maussade parce que trop longtemps boudée par son entourage. Pas question de devenir les parents de ce bambin, mignon certes, mais d'origine guadeloupéenne. Bref, pas question d'adopter si l'enfant proposé ne ressemble pas au bébé rose et joufflu, rigolard et bien portant dont rêvent la majorité des couples.

C'est triste et injuste

Voilà pourquoi l'adoption pose problème en France. Chaque année, sur 30 000 demandes déposées, 6 000 seulement obtiennent satisfaction. Et pourtant, près de 20 000 enfants pupilles de l'Etat sont adoptables. Seulement personne n'en veut. C'est triste, c'est injuste, mais c'est comme ça. Parce qu'elle se préoccupe du sort de ces enfants, de leur épanouissement, de leur bonheur, Georgina Dufoix, secrétaire d'Etat chargée de la famille, voudrait bien voir la situation évoluer. Aussi a-t-elle fait, lors d'un récent conseil des ministres, plusieurs propositions visant à assouplir les règles de l'adoption, et susceptibles de déboucher très rapidement sur un projet de loi élaboré en collaboration avec le ministère de la Justice. « Les mesures que je préconise n'ont rien de miraculeux, explique Georgina Dufoix. Mais elles me permettront peut-être d'atteindre le double objectif que je me suis fixé : aider les couples qui attendent, et espèrent, un enfant ; aider les enfants qui ont besoin d'une famille pour vivre plus heureux. Je suis partie du principe que chaque enfant est adoptable, et que certains ne doivent plus être rejetés pour cause de race, de physique ou de problèmes psychologiques. »

Projet ambitieux et généreux... Mais comment donc s'y prendre ? Une priorité évidente aux yeux de tous : réduire les délais qu'exige bien souvent une adoption en France. Trois, quatre, cinq ans sont parfois nécessaires pour que parents et enfant se trouvent enfin. Georgina Dufoix veut donc, tout d'abord, accélérer le mouvement. Faire en sorte que le petit délaissé pris en charge par l'Aide sociale à l'enfance puisse très vite devenir adoptable. Actuellement, trop d'enfants sont « oubliés », ou bien abandonnés de fait sans l'être

(suite en page 22)



Georgina Dufoix avec l'un de ses quatre enfants.



Sygma

Candidat-papa avec des nourrissons en provenance du Sud-Est asiatique.

(suite de la page 21)

juridiquement. Trop d'enfants devenus pupilles de l'Etat sont victimes d'un engrenage administratif tel qu'ils doivent attendre plusieurs années avant de trouver une famille d'accueil.

Première mesure envisagée par Georgina Dufoix : l'offre de garanties sérieuses aux parents désireux de confier leur enfant aux services sociaux en vue d'adoption. Des garanties qui passent par une meilleure information de tous les personnels concernés par la question, et notamment ceux qui travaillent dans les hôtels maternels. Souvent perdue et traumatisée, faible physiquement après l'accouchement, la mère célibataire qui souhaite abandonner son enfant — parce qu'elle sait, ou pense, qu'elle sera incapable d'en assumer la charge — va se sentir tellement culpabilisée qu'elle hésitera à sauter le pas. A avouer cette chose inavouable : elle ne veut pas du bébé qu'elle vient de mettre au monde. Quitte à le délaisser plus tard, dans des conditions plus pénibles pour elle et pour l'enfant. C'est donc au personnel des établissements sociaux de lui faire comprendre — avec tout le tact et la compréhension qu'on devine — qu'elle n'a rien d'une mauvaise femme, et que son béné n'ira pas n'importe où, ne sera pas traité n'importe comment. Par ailleurs, il existera, pour les parents légaux, une possibilité de recours devant le tribunal d'instance après « l'immatriculation » de l'enfant (c'est-à-dire l'acquisition du statut de pupille de l'Etat).

Seconde mesure destinée à rendre plus rapidement les enfants adoptables : la révision, tous les ans par un conseil de famille (1) remanié, du sort réservé à chaque enfant recueilli. Pour savoir, en quelque sorte, où en sont les dossiers. Savoir si on immatricule ou pas. Une mesure importante, qui complétera parfaitement le



Nouveau-nés péruviens abandonnés.



Gamma

projet de loi que préparent conjointement le secrétariat d'Etat à la Famille et le ministère de la Justice. Projet qui confie désormais au juge, « protecteur des libertés individuelles », la charge d'accorder aux enfants abandonnés le statut de pupille de l'Etat. Là encore, la situation dudit pupille deva être examinée chaque année par la D.d.a.s.s. et par le conseil de famille.

Voilà pour la réduction des délais. Mais Georgina Dufoix a d'autres propositions en tête : développement de l'adoption simple — contrairement à l'adoption plénière, elle ne coupe pas totalement l'enfant de sa famille d'origine —, développement de l'aide aux familles nourricières, promotion d'une formule d'accueil comme le parrainage (2), enfin régionalisation

des procédures d'adoption, pour que les dossiers ne restent pas bloqués dans un seul département. Dans le Cher, il existe sans doute des parents prêts à adopter l'enfant refusé dans le Var. Les cinq frères et sœurs dont personne ne voulait dans le Finistère trouveront peut-être une famille dans les Landes. Grâce à des réunions régionales qui permettront d'adapter la demande à l'offre.

Mais l'adoption en France, c'est aussi l'adoption non française. Les petits étrangers représentent aujourd'hui 25 % des enfants adoptés dans l'Hexagone. Des Cambodgiens, des Yougoslaves, des Colombiens. Avec des modes, et selon l'humeur, la législation ou la situation du pays en question. Le drame des boat-people, par exemple a provoqué des adoptions en masse. Emus par la détresse, certains couples veulent donner du bonheur à ces déracinés qui n'ont plus de famille. D'autres privilégient l'enfant d'au-delà les frontières parce qu'ils n'ont pas trouvé satisfaction en France. Enfin les plus nombreux parcourent des milliers de kilomètres en vain : on leur avait promis un enfant, ils avaient payé et s'étaient déplacés. Pour rien. Ou plutôt pour du désespoir en plus. C'est l'insupportable risque : rares sont les contrôles possibles pour l'adoption d'enfants étrangers. En France, certaines œuvres privées sont agréées pour « traiter » ce type d'affaires. Mais on aura toujours du mal à neutraliser les vautours qui se repaissent du désir d'enfant d'autrui. Pourtant Georgina Dufoix veut essayer : « Avec la création d'une action interministérielle, avec le ministère de la Justice, celui des Relations extérieures et la secrétariat d'Etat à la Famille, sans doute parviendrons-nous à un résultat. Il faut que les familles françaises candidates à l'adoption d'un enfant étranger sachent à quoi elles s'exposent le plus souvent. »

De la joie pour les mal aimés

Dernier volet, et non le moindre, de l'action souhaitée par Georgina Dufoix : l'information. Information des personnels, mais surtout des futurs parents. Pour qu'ils sachent tout, tout, et le reste sur l'adoption, le secrétariat d'Etat à la Famille publiera début décembre une brochure disponible dans les D.d.a.s.s., les œuvres privées, les services gynécologiques... Deux objectifs : déculpabiliser ces hommes et ces femmes qui veulent devenir parents et finissent par se persuader, parce qu'on les fait lanterner, qu'ils ont quelque chose à se reprocher ; et leur faire comprendre, à ces mêmes hommes et femmes, que leur rêve du beau bébé blond peut se transformer en réalité d'amour pour l'enfant différent qu'ils n'attendaient pas. « L'adoption est un problème douloureux, dramatique, qui ne se règle pas à coups de projets de loi, souligne Georgina Dufoix. Il faut avant tout faire évoluer les mentalités, offrir aux gens une meilleure connaissance du problème. Il faut les faire passer du désir de possession au désir d'être parent. Alors s'ouvre le champ des possibles. » Alors peut-être les mal aimés trouveront-ils le chemin d'un cœur généreux qui leur apprendra la joie. ●

---

(1) Assemblée qui assiste le commissaire de la République de chaque département. Compétente pour ce qui concerne l'adoption, l'émancipation, le consentement au mariage des pupilles.

(2) Offre à l'enfant le soutien d'une famille, sous des formes diverses : visites, accueil en fin de semaine, vacances, etc.

Aérobic: plein le dos !

Si vous cédez à la dernière mode venue d'ailleurs, l'aérobic, vous ne tarderez pas à être perclus de douleurs, sans ressembler pour autant à Jane Fonda

PAR FREDERIQUE DE GRAVELAINE

DISCO endiablée, « Un, deux, trois, quatre... Tirez le dos, serrez les fesses, tirez le buste... Allez ! A fond ! » Davina et Véronique officient tous les dimanches matin sur le petit écran. Et un million et demi de Françaises, paraît-il, les suivent sur ce rythme. « C'est sympa, dit-on à première vue. Un peu d'exercice n'a jamais fait de mal à personne. » Voire. Car ces deux donzelles — animatrices de « Gymtonic » — n'y vont pas de main morte. Gare aux lumbagos, claquages et autres douleurs. Le corps a ses raisons, surtout s'il n'est pas entraîné, pour refuser les violences qui lui sont faites.

« Gymtonic » a de quoi faire hurler médecins, kinésithérapeutes, danseurs. Bref, tous les professionnels sérieux. En trois quarts d'heure, les nouvelles prêtresses de cette mode venue de Californie, l'aérobic, accumulent les bévues. « Les mouvements ne sont pas mauvais a priori, constate Anne-Marie Mallegrange, professeur de gymnastique douce. Mais leur rythme est cent fois trop rapide. Et ils ne sont pas assez expliqués, sans détails. »

Exemples ? « N'oubliez pas de respirer », exhorte Véronique. Sans jamais préciser qu'il est nécessaire, avant tout, de bien expirer. « Le dos droit », ne cesse de répéter Davina, sans ajouter que la tête ne doit pas bouger, que les épaules doivent être descendues et, surtout, que le bassin doit être balancé en avant pour éviter de cambrer la taille. C'est essentiel pour la santé des vertèbres. Et le répéter est d'autant plus utile que cambrer le dos est pratiquement un réflexe pour la majorité d'entre nous.

« Je doute fort qu'il n'y ait pas de problèmes après de telles séances », ajoute Anne-Marie, en constatant que la plupart des exercices d'élongation se font en force, que la finalité des mouvements n'est pas expliquée. Et quand des précisions sont données, elles sont plutôt fantaisistes, indiquant par exemple que tel geste fait travailler tel muscle de la poitrine, alors que c'est un autre, dans le dos, qui travaille.

Quant au rythme, forcené, il ne tient visiblement pas compte de l'ignorance et de la maladresse probables des téléspectateurs, débutants pour la plupart, qui, seuls devant leur poste, n'ont aucun moyen de rectifier une mauvaise position, un geste approximatif. Il ne leur est en tout état de cause pas laissé loisir de prendre conscience de leurs mouvements et de leurs effets. La rapidité, la répétition, le boum-boum disco, entraînent plutôt à l'automatisme. Et le caractère saccadé de cet exercice qui se prétend danse est tout à fait dangereux pour les articulations fragiles. Surtout à dix heures du matin, sans échauffement sérieux : à peine cinq minutes de jogging sur place, et le tour est joué.



Minka, au contraire, dans ses cours au gymnase Monceau, insiste sur l'échauffement : un quart d'heure de mouvements lents et déliés qui, du cou aux chevilles, mettent le corps en condition. Elle a été la première à rapporter l'aérobic des Etats-Unis et se désole que la mode actuelle, qui déferle sur la France, permette à beaucoup de faire n'importe quoi.

Le principe de l'aérobic est, grâce à une oxygénation massive, obtenue par le rythme et la longueur de l'effort, de tonifier l'organisme, le défatiguer, brûler ses graisses. Une gamme d'exercices répétitifs, sans temps mort, sollicite de plus en plus intensément le système cardio-vasculaire et fait travailler tout le corps, muscle par muscle. A condition que cela soit bien fait, car le travail, pour être efficace, c'est-à-dire pour qu'il fasse fondre cuisses et hanches et remplace la graisse par du muscle, doit être précis.

Mais l'inefficacité reste le moindre mal à attendre de l'émission choc de Davina et Véronique. « L'aérobic peut être très bon ou très mauvais, concède Minka. J'ai ainsi éliminé de mon cours tous les mouvements qui pouvaient être dangereux s'ils étaient mal faits, et tous mes exercices se font le dos rond ou droit, jamais creusé. Le dos, c'est dangereux. » Elle dit également avoir déjà interrompu une cliente qui « faisait n'importe quoi ». Pourtant, peut-elle raisonnablement surveiller les quarante-cinq élèves qui s'agitent derrière elle ? D'autre part, il y a quelque contradiction à préciser au début du cours qu'il ne faut pas forcer puis à entraîner avec force « trois-quatre » ses élèves à aller au bout d'elles-mêmes.

Anne-Marie Mallegrange critique ainsi le « style une-deux une-deux, inacceptable » de l'aérobic. « Je suis contre la répétition de mouvements qu'il faut beaucoup varier pour que le corps ne s'y habitue pas. Et l'ensemble de ce travail est beaucoup trop violent. Il n'y a rien de détendant, de véritablement relaxant. »

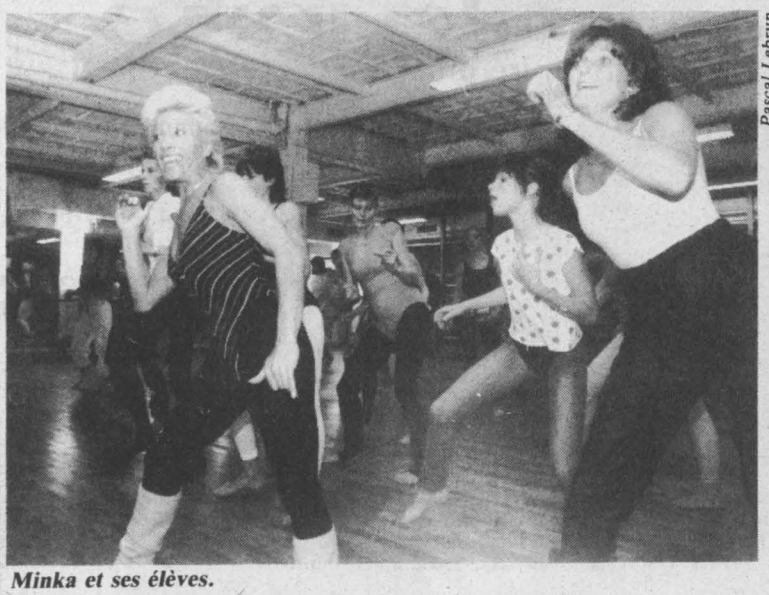
Lionelle Issartel, kinésithérapeute et ostéopathe, qui, depuis la rentrée, a déjà soigné plusieurs victimes de l'aérobic, s'inquiète elle aussi de cette nouvelle mode. « Les seuls qui ne risquent pas de se faire mal sont ceux qui ont déjà un corps entraîné, un dos musclé, une maîtrise de leurs mouvements. Je remarque surtout qu'il n'y a en général aucune progression dans la difficulté des mouvements au cours des séances. Et que la musique disco est plus un énervant qu'un relaxant. »

Gym au bruit de tiroir-caisse

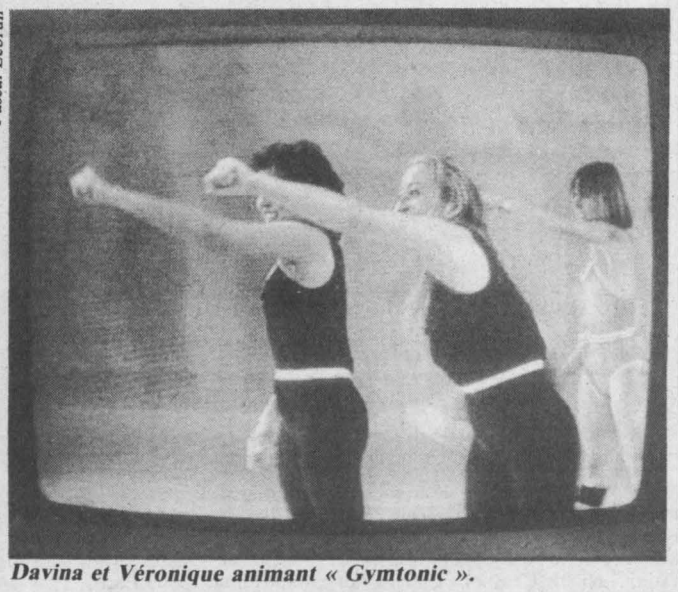
Avec l'avènement de la gymnastique douce, le succès du yoga et autres disciplines de prise de conscience du corps, on pouvait croire que les populations urbaines surexcitées et suralimentées faisaient quelques progrès vers un meilleur équilibre de vie. La vogue de l'aérobic, au contraire, prouve qu'une bonne pub, bien orchestrée avec corps sculptural de Jane Fonda à l'appui, amène facilement le public à faire n'importe quoi, pourvu que ça bouge.

Et l'aérobic ne se contente pas de donner de l'exercice, il promet la beauté des stars d'Hollywood. Aux Etats-Unis, il fait fureur. Le thème du « être bien dans sa peau » fait toujours recette dans cette société narcissique qui a érigé l'égoïsme en vertu cardinale. Un nouvel idéal de corps féminin, plus proche de la poupée Barbie que de Marilyn, musclé autant que svelte, est en train de se développer outre-Atlantique, pour le plus grand bonheur du business : guides bestsellers — le livre de Jane Fonda est resté trente et une semaines en tête des listes de vente — disques, vêtements — collants, justaucorps et maillots de danse — jusqu'aux nouveaux maquillages « nature ». Toute une industrie qui ne demande évidemment qu'à s'épanouir ici.

Heureusement, la pénurie de professeurs d'aérobic sérieux pourrait bien stopper dans sa course l'irrésistible ascension de cette gym au bruit de tiroir-caisse : mal faite, elle est inefficace. Et le bon sens a de bonnes chances de s'allier à la paresse pour réserver l'aérobic aux heureux possesseurs de dos en béton. ●



Minka et ses élèves.



Pascal Lebrun

Davina et Véronique animant « Gymtonic ».



Pour aller jusqu'au bout de vos idées, pour réaliser vos projets, la BNP est là. Mission oblige. En France, comme partout où vous allez dans le monde. Dans 77 pays la BNP est prête à parler votre langage. Prête à vous montrer la meilleure route. Prête à vous aider à avancer.
Prête à démarrer au quart de tour.
Alors, allez plus loin, tranquille. Partez en BNP.

SUR LA ROUTE DE LA VIE EN BNP.

"L'UNITE" CHANGE DE VISAGE

Depuis deux semaines « l'Unité » a changé de visage et se présente à vous avec un nouveau format, plus maniable, et une pagination plus étoffée qui permettra de réaliser un journal plus vivant et plus équilibré.

Près de onze ans après sa naissance — nous fêterons bientôt notre 500e numéro —, « l'Unité » prend un nouveau départ. Celui-ci coïncide avec le lancement d'une grande campagne d'abonnements à laquelle noux fixons comme objectif 10 000 abonnés nouveaux d'ici à la fin de l'année. Pour l'atteindre nous avons besoin du concours actif de tous ceux qui lisent ce journal, de tous ceux qui le diffusent, de tous ceux qui, responsables du Parti socialiste, militants ou sympathisants, ont la possibilité de le faire connaître autour d'eux. Face à la grande presse qui dispose de moyens écrasants, vous êtes notre richesse. Mobilisez-vous avec nous pour faire faire à « l'Unité » un nouveau bond en avant.

Bulletin d'abonnement à retourner à

l'administration de l'unité

10, rue de Solférino 75007 PARIS

Je soussigné .....

.....

demeurant .....

.....

désire souscrire un abonnement à « l'Unité » :

** abonnement d'un an (230 F)* ☐

** abonnement de six mois (150 F)* ☐

et vous adresse la somme correspondante

☐ par chèque bancaire ☐ par chèque postal

☐ ou virement au C.c.p. « l'Unité » : 2.34235J.PARIS

Les abonnés arrivés à échéance sont priés de joindre à leur réabonnement la dernière bande d'envoi du journal.

Date Signature

Rédaction : 12, cité Malesherbes 75009 Paris. Tél. : 878.40.73. Administration : 10, rue de Solférino 75007 Paris. Tél. : 550.34.35. Directeur : Claude Estier ; Rédaction en chef : Nicole Chaillot, Guy Perrimond ; Grand Reporter : Jean-Paul Liégeois ; Rédaction : Martine Ducousset, Fabian Gastellier, Frédérique de Gravelaine, Claude Jadoul, Emmanuèle Plas, Paul Leduc, Gilbert Sans. Secrétariat de rédaction : Nadine Berger (Révision), Mauricette Duchemin (maquette) ; Dessins : Jean-Pierre Coureuil, Barrigue, Solo, Pym, Forcadell, Bellenger ; Photos : Pascal Lebrun ; Publicité : 12, cité Malesherbes. Tél. : 878.40.73. Secrétaire administrative : Jacqueline Daimé ; Coordination : Ofres 118, Champs-Elysées, 75008 Paris. Imprimerie : E.T.C. 76190 Yvetot. Société éditrice : S.a.r.l. l'Unité ; Directrice de la publication : Nicole Chaillot ; Cadet Photocomposition, 75009 Paris.

Aurore entre chien et loup

Comédienne à éclipses, Aurore Clément, qu'un cinéma français sans imagination voudrait cantonner dans les rôles d'évanescentes tragiques, est aussi une rigolote et une violente

PAR FABIAN GASTELLIER

LA belle inconnue de « Lacombe Lucien », vous vous souvenez ? Il y a presque dix ans déjà, Aurore Clément éclatait à l'écran dans un rôle tout en nuances, en ombres et lumière : France, la petite juive aux cheveux si blonds, aux yeux si bleus... Le premier rôle d'Aurore, son premier flirt avec le cinéma — un univers où elle est entrée à petits pas, qu'elle a aimé passionnément puis un peu moins ; qu'elle a failli quitter et qu'elle retrouve aujourd'hui. Etourdissante apparition en fugueuse provinciale dans « l'Invitation au voyage » de Peter del Monte en mai dernier, étrange noctambule en mal de solitude dans le dernier film de Chantal Ackerman « Toute une nuit », Aurore Clément est de retour après une éclipse américaine et pas mal d'hésitations.

Aurore ou l'antistar. Sa voix cassée, son absence totale de maquillage, sa façon d'être là, simplement, sans pose, sans artifices... Une personnalité double, complexe, où la vulnérabilité se mêle à la force, la beauté à un certain malaise, mal être... Si l'on osait, on pourrait presque dire qu'Aurore Clément a quelque chose d'impressionniste en elle : un ensemble subtil de légères touches qui composent une personnalité multiple que l'on n'en finit jamais de découvrir. Et qui vous réserve des surprises !

Marxiste tendance Groucho

Par exemple : Aurore est une comique née. Etrange, non, pour cette silhouette diaphane que l'on aimerait tellement cataloguer dans les « évanescentes dépressives » à la Duras... ? Eh bien, c'est comme ça : Aurore se marre sans arrêt et se bat contre les événements rebelles de la vie quotidienne dans le plus pur style des Marx Brothers : « Je me sens un peu décalée dans le temps, explique-t-elle. Jamais vraiment en contact avec la réalité. Du coup, elle me dépasse, va plus vite que moi... Un peu comme la machine infernale des « Temps modernes ». Il en résulte des catastrophes en série qui s'abattent autour de moi avec une régularité complexante... Mieux vaut en rire ! D'ailleurs, c'est comique... »

Aurore et le cinéma, c'est une étrange aventure. A la fois irréelle et calculée. Tout comme sa vie, son petit bout de chemin qui l'a menée à Paris, sous les sunlights. Il y a quinze ans encore, Aurore habitait Soissons. Une enfance paysanne marquée très tôt par la mort de son père. Obligée de travailler, Aurore débarque dans la sucrerie où elle fait tous les petits boulots possibles sans se passionner, on la comprend, pour l'avenir de la mélasse. Viennent les emplois de bureau : secrétariat, hôtesse d'accueil : « Ça duré trois ans, raconte-t-elle. Je travaillais six jours par semaine de huit heures à sept heures. Je n'avais pas vingt ans, je

(suite en page 26)



Gamma

(suite de la page 25)

me sentais vieillir à la vitesse de l'éclair. Je m'abrutissais toute la journée et, le soir venu, je sombrais dans le no man's land. Parce que passé huit heures, à Soissons, vous pouvez toujours essayer de trouver de quoi vous distraire... » Basta. Aurore largue les amarres. Destination Paris. Son but ? Faire la même chose, mais au cœur de la capitale.

Pourtant, à Paris, changement de décor : Aurore tombe par hasard sur une publicité pour l'agence de mannequins « Pauline ». Hantée par la mode depuis son enfance — les magazines, une de ses seules distractions —, elle pousse la porte et se retrouve au milieu d'un car de Norvégiennes d'un mètre quatre-vingt-treize. Pas vraiment son « look ». Mais ça marche... « Peut-être que Pauline a été attirée par mon violent refus de me maquiller ? Une grande première, ça, dans une agence de mannequins... » Et voilà la cultivatrice de Soissons à la Une des revues de mode les plus « smart ». Pour Aurore, ce métier permet de faire bouger les formes et les couleurs, de toucher au graphisme, à l'art du mouvement. Elle ne le sait pas encore, mais la passionnée de peinture qui sommeille en elle fait ses classes auprès des dégradés savants des grands couturiers.

Deux ans après, elle passe du muet au parlant. C'est la rencontre avec Louis Malle et le rôle de France, dans « Lacombe Lucien ». Au départ, elle refuse : « Je me disais que j'étais le contraire d'une juive... puis j'ai compris le vide, la bêtise d'une réflexion de ce genre et c'est là que j'ai tenté l'aventure... » Après son coup d'essai qui se solde par un coup de maître, Aurore s'arrête. Deux ans de silence. Par panique : « J'ai eu peur de me bousiller au contact de ce métier qui vous fait éclater à travers mille peaux. Peur de me perdre. Et, en même temps, j'étais fascinée par le côté machine à rêver du cinéma... » Elle revient sur sa décison en choisissant ses armes : « Caro Michele » de Mario Monicelli, avec Delphine Seyrig ou « les Rendez-vous d'Anna », sa première rencontre coup de foudre avec Chantal Ackerman. Elle tourne peu mais bien. Pourtant, elle arrête encore. Fuit aux Etats-Unis. Revient. « Maintenant, je sais que je veux faire ce métier, explique-t-elle. Et j'ai envie de me battre. Envie de dénoncer, par exemple, l'absence de vrais rôles pour les femmes. On se passe les scénarios de main en main, d'Isabelle Huppert à Catherine Deneuve sans prendre en considération la personnalité propre des comédiennes. C'est scandaleux. C'est dommage. »

Aurore violente. Ça aussi, une surprise... « Et pourquoi pas ? interroge-t-elle. Pourquoi colle-t-on des étiquettes aux gens ? J'ai failli m'arrêter de tourner parce qu'on ne voulait voir en moi que l'incarnation du malheur absolu, du morbide... Alors que je suis la vie même ! C'est quand même terrible que, dans cette société, on ne puisse pas tourner à la fois avec Duras et Nina Companeez... » Duras, dont elle est plus que quiconque l'incarnation vivante de Lol V. Stein ; Nina Companeez, qui écrit pour elle, en secret, du surmesure...

Aurore, qui vient de terminer « Bel Ami » d'après Maupassant pour la télévision, se sent à présent un appétit d'ogre. Tourner, tourner encore. Son vrai rêve secret, pourtant, c'est le théâtre. Pour « sentir enfin la présence du public ». Et un film avec Claude Sautet, « pour dire la réalité crue, simple, nue d'une vie de femme comme il sait si bien les peindre... » Une femme des années quatre-vingt, qui ressemblerait terriblement à son époque. Et c'est peut-être cela, le charme particulier d'Aurore : elle ressemble à son temps. Totalement désespérée. Terriblement combative.



Caroline Lee au travail.

Profession: "sculptrice"

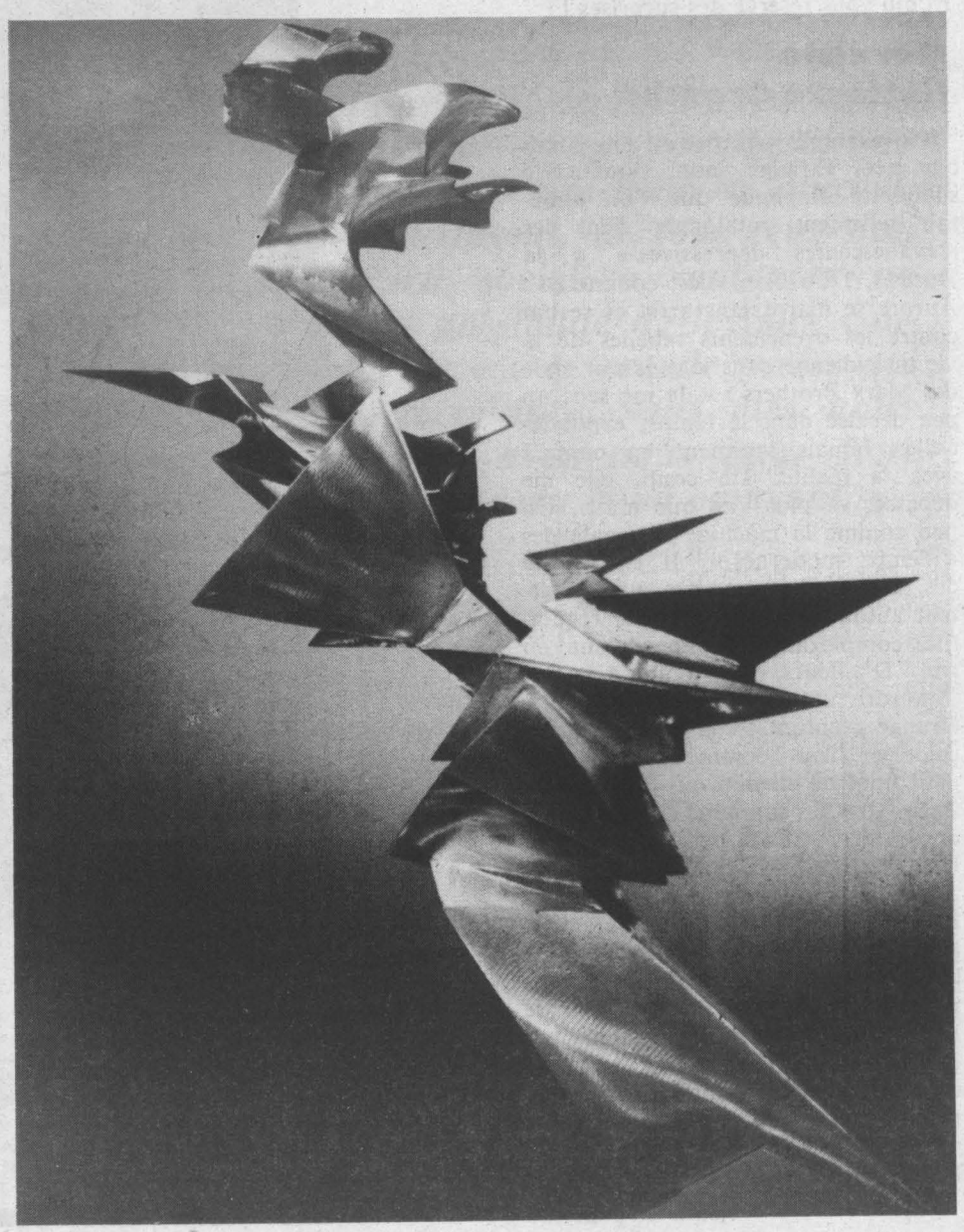
Auteur d'un monument d'hommage à la Résistance planté désormais à Montreuil, Caroline Lee, Américaine de Paris, parle de son immense oiseau d'acier et de son rarissime métier

PAR LUCIEN CURZI

L'AVANT-VEILLE de l'inauguration (1), sur le chantier de la Croix-de-Chavaux à Montreuil (Seine-Saint-Denis), où s'élèvent, à plus de 12 mètres du sol, les 4,5 tonnes d'acier en feuilles inox du monument, elle maniait encore la truelle. Elle, c'est Caroline Lee, native de Chicago, sculpteur de son état, vivant et travaillant depuis 1958 à Paris, où elle arriva dotée d'une bourse. Femme, certes, qui n'a pas peur de ses mains éraflées d'ouvrière, de ces mains qu'appréciait tant Fernand Léger, ni de ses ongles maculés de cambouis. On l'a vue des semaines durant dans son atelier de l'entreprise Mozinor, occupée à découper, souder, polir les éléments de cette œuvre choisie, à l'issue d'un concours, par un groupe d'anciens résistants de la municipalité d'union de la gauche de Montreuil, parmi lesquels le maire, Marcel Dufriche (2).

Lèvres rouges trop fardées, une épingle passée dans ses cheveux, le chandail bleu pailleté de limaille, Caroline Lee raconte, assise sur la banquette moleskine d'un café, l'aventure à laquelle elle commence à croire.

Sculpteur ? Un métier où les femmes restent rares car il exige une disponibilité totale, et même des sacrifices. Cette fois, la chance lui a souri. Tout est en place, quoique l'œuvre ait encore le clinquant du neuf. Il s'agit d'une sorte d'oiseau à thorax hexagonal, dont la tête en manière d'étrave mesure six mètres. Il se dresse dans le ciel de la ville, coupant



et expressif, brillant de ses plans et angles vifs. Et il a l'air d'indiquer des lointains, vers le sud.

C'est une œuvre de conception très libre, où l'artiste a réuni, sans concession, audace légère des masses et ferme générosité de l'élan. Cela à l'entrée d'une importante artère. Le Montreuil populaire et marchand se resserre là. Sur le granit noir du socle, un vers de Paul Eluard est gravé : « Si l'écho de leurs voix faiblit nous périrons. »

Le choix du lieu, bordé de grands immeubles, est fort judicieux. A ce carrefour, la déclivité du terrain accuse mieux encore la sveltesse de la sculpture. Pas de rupture d'échelle, de beaux rythmes contrastés, qui la rendent frémissante au fur et à mesure qu'elle s'étire.

« Cette sculpture m'expose d'une façon que je souhaitais depuis longtemps. Lorsque j'étais petite, mes programmes de radio préférés étaient ceux consacrés aux faits de la Résistance. J'étais consciente, dès mes huit-neuf ans, de ce que c'était. Depuis lors, ce qui a trait à cette épopée me paraît universel. Avoir dû, en pensée, me mettre dans le rôle des combattants m'a aidé moralement à surmonter les épreuves techniques. »

Source interrompue

« Dans mon école de Chicago, une Française nous enseignait « la Marseillaise » et, dans ma classe, un portrait de De Gaulle était accroché au tableau noir. La maîtresse nous avait expliqué le sens de la Résistance. Nous avions su que le débarquement allié n'avait été rendu possible que grâce à la complicité des résistants. Aux Etats-Unis, leurs exploits étaient étonnamment populaires. »

Elle sirote son kir et caresse Jessy, sa chienne à poils jaunes.

« Par son échelle, cette sculpture représente une étape majeure dans la maturité de mon travail. L'élément principal de sa couronne pèse deux tonnes ! Imaginez les problèmes posés par un porte-à-faux de 3,90 mètres, heureusement résolu par un confrère, le sculpteur Knez. Eh bien, c'est fascinant. Je n'aurais jamais osé m'attaquer à une telle commande il y a seulement cinq ans. Maintenant que me voilà rassurée, je suis convaincue d'une chose : j'ai su développer mon imagerie à son point culminant. Elle est, en effet, au service d'une cause que j'ai pu faire mienne et qui devait être dite. Cette résistance à l'envahisseur exprime une certaine idée de la culture et de la civilisation. Alors, la soumission au nazisme aurait été un désastre incalculable. Les résistants ont dû avoir la conviction que mourir ne pouvait pas être pire que vivre, dans un pays dont les valeurs étaient écrasées et détruites. Ce que j'admire, c'est pouvoir me situer à un niveau où l'idée, par sa clarté, parvienne à une puissance inexorable. Je dois ma jubilation à cette vibration de l'esprit. J'ai essayé de faire ressentir ce jaillissement et cette qualité de résolution qu'avait la Résistance. Ma sculpture se devait de mûrir ça en elle. L'erreur à éviter était de faire un portrait qui aurait relevé d'une sculpture littéraire et descriptive, propre à conclure et à remplacer les mots par des objets. »

Elle allume une blonde, tousse et ne sait visiblement pas quoi faire de ses mains. Elle cherche à accorder les mots à sa pensée.

« Une des choses qui rendaient l'idée de la Résistance attrayante est que, selon moi, l'artiste est quelqu'un qui veut résister, qui aime résister, qui réussit à résister. Pour demeurer artiste, pas mal de renoncements sont nécessaires. Que d'embûches depuis que j'éprouvais mon premier choc émotif et artistique au musée de la Légion d'honneur, à San Francisco, consacré surtout à Rodin. Quel éblouissement ç'avait été. Là-bas, j'eus le pressentiment que je m'adonnerais à la sculpture. Plus tard, abandonnant la peinture que j'avais étudiée, je me suis consacrée tout entière à la construction métallique et à la chaudronnerie. J'ai eu cet avantage d'être attirée par la soudure. Je me sens bien en face du feu et du métal, des états opposés de la matière, de ses passages alternés du solide au liquide. C'est là, pour moi, un aspect exotique. Dans ses métamorphoses, la matière m'évoque les sautes d'humeur humaines. La réalité du métal ? Elle m'est plus proche que celle des choses stables. »

L'écoute, en soi, de l'œuvre

« Oui, aujourd'hui, j'accepte parfaitement le monde de l'instabilité. Elle fait partie de la révolution industrielle et des conditions qu'elle a su créer. Et je me considère comme entièrement insérée là-dedans. Au fond, ce que je fais joue sur une sensibilité que les gens possèdent vis-à-vis des forces matérielles. Or, ces dernières produisent des objets usuels familiers à tout le monde. Autrefois, n'existait-il pas une passion pour tout ce qui était pierre, maisons et sculptures ? Il y a pour moi un lien entre la vie quotidienne et la vie spirituelle, un va-et-vient significatif entre l'acier inox des marchandises et mon art fondé sur le métal poli. »

Motivée, ou même subjuguée, Caroline Lee, par ce qui est hors d'échelle, énorme, à l'exemple de ce qu'ont imaginé les artistes américains des trente dernières années ?

« Pontifier dans le gigantisme ne m'amuse pas. Pour le public de la rue, le personnage du sculpteur n'est guère jugé en proportion de son œuvre. En revanche, tout ce qui est structures me passionne. Je croirais ma sculpture géante si on la comparait à ce qu'élaborent dans mon domaine les artistes contemporains. Du moment que, faisant leurs preuves, fonctions et proportions sont à la mesure de l'enjeu, j'espère que ce monument sera compris.

« Voyez-vous, quelques artistes m'ont irrésistiblement fascinée. Et j'ai payé cher la joie de les aimer, surtout de les suivre avec une curiosité intacte. Giacometti bien sûr, mais aussi Brancusi, Muller. Des œuvres isolées m'escortent, le « Saint-Jean Baptiste » de Donatello, certaines pièces gothiques, tout l'art africain...

« Je crois qu'il faut travailler dans les petits formats afin d'accroître, en soi, l'inspiration, qui va m'incliner vers une sculpture de grande taille. Œuvrer en faveur des gens signifie que l'on est, déjà, sa petite usine intérieure. »

L'échelle monumentale mérite donc d'être vécue. Est-ce affaire de concentration, de conscience ?

« Rien à voir avec le rationnel, ni avec le verbal. La liberté m'est essentielle pour laisser sourdre, puis s'épanouir et s'aguerrir en moi l'œuvre que j'attends. Ce n'est ni question d'analyse, ni de compréhension. Ce que j'apporte à une sculpture monumentale est la somme des richesses d'une existence. Selon moi, le sculpteur appartient aux nombreux publics. Quand il travaille chez lui, pour son plaisir, ce n'est ni en vue de s'attendrir sur sa personne, ni dans le but d'exposer. » ●

(1) Le 23 octobre, par Jean Laurain, ministre des Anciens Combattants. Le ministre de la Culture était représenté par Michel Troche.

(2) Autres résistants du jury : Mme Adrienne Maire, Mme Jean Fabre, Henri Jourdain, Louis Odru, Lucien Pluchart, Tamanini, Rol-Tanguy et André Roche. Le monument a coûté un million de francs, entièrement crédité par la ville de Montreuil.

Au risque de vous déplaire

VENDREDI 5 NOVEMBRE

T.f.1. Barbara à Pantin, 20 h 35.

La longue dame brune filmée au scalpel. De si près qu'on en frémit. Etourdissant.

A.2 Ciné-Club : cycle Marguerite Duras « India Song » — 22 h 55.

1937, Calcutta, La chaleur, la solitude. Des personnages immobiles dans le salon mondain d'une ambassade. Son nom de Venise dans la moiteur des Indes... Un récit éclaté comme la mémoire, des images inoubliables, une bande son obsédante. Le plus beau film français après « l'Atalante » de Jean Vigo. C'est dit.

F.r.3. Promenade en Avignon, de Jean-Paul Cassagnac — 21 h 35.

Quelques instantanés du festival d'Avignon 1982. Le meilleur et le moins bon. A feuilleter pour ce que c'est : un album d'échantillons.

SAMEDI 6 NOVEMBRE

T.f.1. Droit de réponse, de Michel Pollac — 20 h 35.

Thème du jour : les flics. Ah bon ? On croyait que c'était déjà fait puisqu'on avait eu Hersant...

A.2. « Les Amis » n° 1 de Andrej Kostenko — 20 h 35.

Comment a-t-on pu être stalinien ? Au lieu de hausser les épaules et de dire « Camarade Joseph, connais pas... », Andrej Kostenko, ex-assistant de Wadja, a essayé de comprendre ce phénomène de paralysie des esprits à travers la destinée commune de trois Polonais qui ont quinze ans en 1945. Une radioscopie bouleversante à ne pas rater.

DIMANCHE 7 NOVEMBRE

T.f.1. « Le Pont de Remagen », de John Guillermin — 20 h 35.

Film d'angoisse : sautera-t-il, sautera-t-il pas ? Film de guerre : mais où est donc passé ma croix de fer ? Bref : un pont qui ne mérite pas une chanson...

A.2. La nouvelle affiche — 20 h 35.

Invités : Bashung et Francis Lalanne. C'est mieux qu'Annie Cordy ou le come-back d'Henri Salvador.



« India Song », de Marguerite Duras.

F.r.3. Ouvert le dimanche, de Jean-Michel Damian, Jérôme Garcin et Jacques Merlet — 15 h.

Le talentueux et courageux Jérôme Garcin qui a brossé, la semaine dernière, un si beau portrait de Claude Simon parlera des prix littéraires et toute la joyeuse équipe recevra Raymond Devos. Pas la peine de vous dire où et quand... C'est sur le 3e chaîne.

LUNDI 8 NOVEMBRE

T.f.1. « L'Invraisemblable Vérité », de Fritz Lang — 21 h 35.

Coupable ou pas coupable ? La machination est infernale. Le coup de théâtre est garanti et les paris sont ouverts. Du très grand Fritz Lang.

A.2. Théâtre : « le Fleuve étincelant », de Charles Morgan, adaptation de Guy Dumur, réalisation de Patrick Bureau.

Conflit d'honneur et de sentiments sur fond de Seconde Guerre mondiale : des officiers de la Royal Navy travaillent en secret à la fabrication d'une torpille aérienne. Une femme vient jeter le trouble. Un roman qui connut en son temps (1938-1939) un succès considérable et qui nous revient aujourd'hui porté par les visages de Jean-Pierre Cassel, Ludmilla Mikaël, Hélène Vincent et Jacques Seyres... A découvrir.

F.r.3. « L'Ibis rouge », de Jean-Pierre Mocky — 20 h 35.

Une sorte d'apologie des maniaques : l'humanité la plus sordide vue par le champion toutes catégories du mauvais goût considéré comme l'un des beaux arts. Avec un Michel Simon stupéfiant et un Michel Serrault étonnant.

MARDI 9 NOVEMBRE

T.f.1. Théâtre : « Edouard II » — voir encadré.

A.2. « Une semaine de vacances », de Bertrand Tavernier — 20 h 40.

Une jeune enseignante craque. Et Tavernier en profite pour dire plein de choses sur le professorat, les années quatre-vingt, la déprime scolaire, la nouvelle génération et la gauche. Nathalie Baye, géniale. Un très grand film bâti à partir de tout petits coups d'œil.

MERCREDI 10 NOVEMBRE

Veille de jour férié : télé nullarde. Mis à part un Maigret sur Antenne 2. Vive le changement !

JEUDI 11 NOVEMBRE

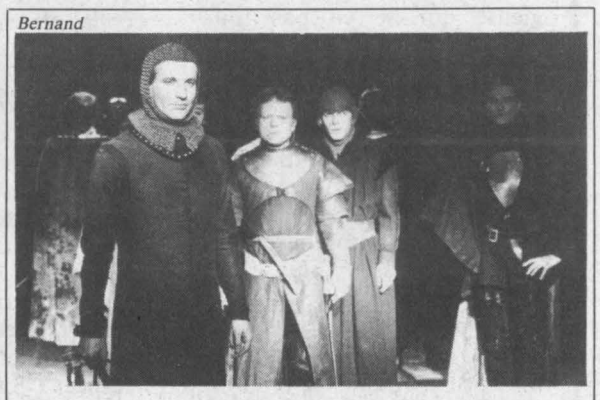
T.f.1. Mozart — n° 4, de Marcel Bluwal — 20 h 35.

Wolfgang et Constance Weber. « L'Enlèvement au sérail » et l'entrée dans la franc-maçonnerie. Toujours aussi fascinant...

A.2. Les enfants du rock, spécial Simon and Garfunkel — 21 h 40.

Les pères de Mrs Robinson chantent toujours aussi faux avec... toujours autant de talent. Histoire de se rappeler « le Lauréat »...

Bernand



L'émission de la semaine : « Edouard II », de Christopher Marlowe, réalisation Bernard Sobel.

Edouard II, roi maudit d'Angleterre. Son règne, ses amours homosexuelles, sa chute et sa mort tragique. Filmé avec génie par Bernard Sobel, un chant passionné qui vous colle des frissons. Quelques plans aussi beaux que la « Jeanne d'Arc » de Dreyer : une main, un pan de manteau, une couronne. Aucun décor mais une violence nue. Sorte d'anti-Shakespeare, Marlowe ne jouait pas au poète : le mot cingle fort, le vocabulaire n'y va pas par quatre chemins. Pour dire ce texte brûlant, des comédiens exceptionnels comme Philippe Clévenot, Hélène Vincent et surtout l'immense Bertrand Bonvoisin, sublime et subtil Mortimer, noble maquereau qui se fit architecte du trépas d'Edouard avant de sombrer à son tour. Flambant.

La chronique littéraire de Claude Glayman



Des "hussards" sur le toit ... de la Coupole

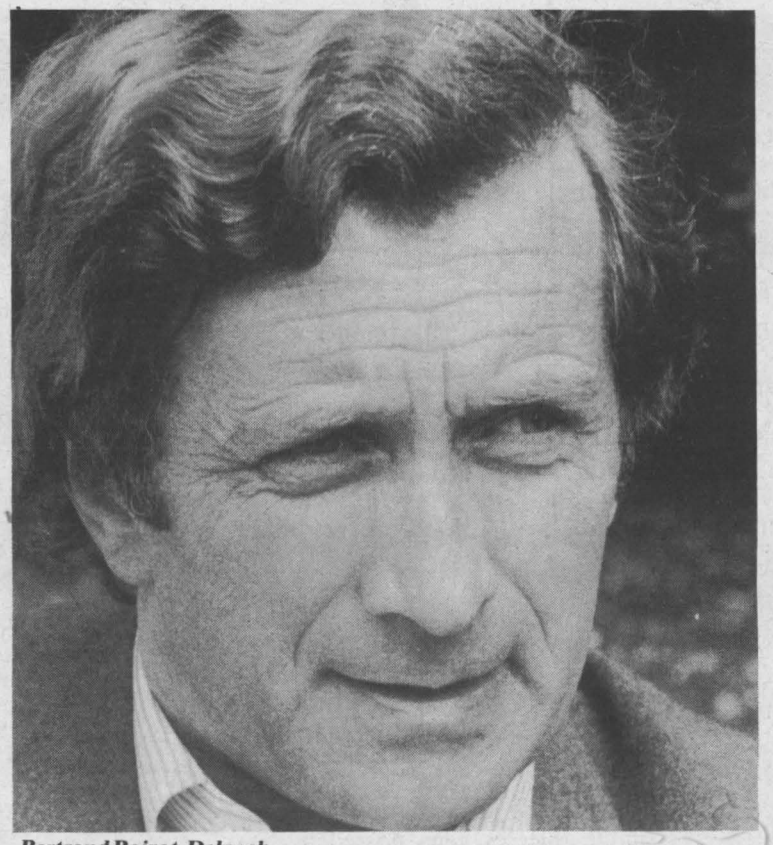
Critiques, journalistes, éditorialistes Poirot-Delpech et Pauwels – candidats éconduits à l'Académie – sont aussi et surtout des romanciers

« Le Couloir du dancing » par Bertrand Poirot-Delpech (Gallimard), « Feuilletons » par Bertrand Poirot-Delpech (Gallimard), « Romans » par Louis Pauwels (Albin Michel).

PICASSO à qui une dame très snob déclarait ne pas aimer telle de ses toiles lui répondit : « Rassurez-vous, Madame, votre avis n'a aucune importance. » Peut-être que mon avis n'a guère d'importance mais j'avouerais avoir aimé le dernier-né de Bertrand Poirot-Delpech : « le Couloir du dancing »... Et cela indépendamment du fait que B.P.-D. soit académicien ou non !

Ce « Couloir du dancing » n'est autre que « le couloir de Dantzig » dont on parlait beaucoup en 1939 à la veille du déclenchement de la Seconde Guerre mondiale ; le petit B.P.-D., âgé alors d'une dizaine d'années, avait confondu. Ayant aujourd'hui franchi la cinquantaine, chargé d'honneurs, titulaire depuis dix ans tout rond d'une chaire qui lui confère une influence certaine (nous ne parlerons pas de monopole pour le feuilletonniste du « Monde » qui vient de rassembler certaines de ses chroniques justement sous le nom de « Feuilletons » — (Gallimard), B.P.-D. se souvient. Cependant, il se souvient à l'économie, sa rétrospective n'est guère complaisante, l'auto-panorama se veut elliptique comme pour ne nous offrir que le sel de la terre, la sève des choses et des gens, la plus fine trace du temps. B.P.-D. souligne d'ailleurs qu'il fut longtemps pascalien, pour lui le « moi » était haïssable et... interchangeable. Un rien de puritanisme chrétien le caractérise toujours, discrétion d'obédience religieuse qui ne va pas toujours sans quelque ambiguïté... Et puis ce critique, ce lecteur scrupuleux et assidu (« il lit six à sept heures par jour, cinquante pages à l'heure en moyenne, le crayon à la main ») a trop buté sur les autobiographies qui n'en finissent plus... sur les robes de la tante et de la grand-mère, les amours contrariés et les vocations successives. Comme on le comprend de n'avoir pas désiré rajouter sa pièce au cimetière des mémoires qui traduisent plus l'impuissance créatrice d'aujourd'hui qu'autre chose (notre époque ne suscite guère l'imagination, la consommation contrarie le rêve).

Donc, point de longs développements, le calibre est fort modeste comme « les Mots » de Sartre, ce chef-d'œuvre. Accrochage anecdotique au « Couloir du dancing », l'analyse du patronyme (le tiret et le double nom impliqueraient une « nature partagée »), quelques pages sur trois ancêtres qui posent problème (histoires de lignage à peine évoquées et qui m'ont fait songer en moins mêlées aux « Archives du Nord » de Marguerite Yourcenar). A onze ans, B.P.-D. est orphelin de père, la pauvreté est désormais le lot de sa famille (où l'on compte cependant de belles références et des partis ayant eu leur heure de notoriété) quelques années après (on ne sait rien à leur sujet), il arrive au lycée Louis-le-Grand. Sorte de fulgurance et d'évidence. Ce qui n'empêche pas B.P.-D. de parler de « petit-bourgeois », de « déclassé », ainsi il y a eu quelque chose dans le passé à venger ou pour le moins à éclaircir, la colère et l'engagement à gauche de l'auteur et du critique sont pour partie vraisemblablement nés sur ce quelque chose qu'à mon gré B.P.-D. explicite insuffisamment (pleine de vertus, l'ellipse a aussi ses limites). Tout juste à la suite, la déportation d'un copain de classe, juif et génial (le livre lui est dédié), et l'apostrophe à l'écrivain collaborateur Lucien Rebatet, la prescription d'une morale à l'artiste... qui fait sourire Bernard Franck du « Matin », pas moi (mais je suis vieux jeu) : « Ne rien proscrire qu'on ne soit prêt à se refuser, ne rien prescrire qu'on ne soit disposé à accomplir soi-même : tant que les écrivains ne s'imposent pas cette logique, qu'ils ne comptent pas sur notre respect ! Surtout s'ils ont du talent. »



Bertrand Poirot-Delpech.

Un mot à peine sur les manières d'aimer (que « chaque génération croit s'inventer ») et voici la succession des chroniques au « Monde ». La judiciaire de 1956 à 1960. Elle a profondément marqué B.P.-D. même s'il déclare que la littérature est sa passion première. N'est-il pas vrai que la justice c'est la vie (en passant nous apprenons que la présidence de René Coty détient le maximum de refus de grâces). Viennent après les souvenirs du critique théâtral qui permettent de croquer Audiberti et de rappeler parmi tant d'autres ce mot fameux : « Dans tout lecteur il y a un ronfleur qui... sommeille. » Avec l'affaire Vilar, le théâtre fut un bon révélateur de ce qu'il y eut de moins défendable dans Mai-68. B.P.-D. exerce sa vindicte sur ces événements et bien qu'il dise vrai je ne pense pas qu'il ait totalement raison lorsqu'il déclare : « Les meneurs de 1968 étaient des fils de grands bourgeois, pour qui il importait que le pouvoir n'échappe pas à la famille. » Le pouvoir n'a en effet pas échappé à la famille. Les salons actuels de l'intelligentsia parisienne le prouvent bien. Ils auront cependant eu le mérite de débusquer définitivement le totalitarisme. Je ne cesserai jamais de répéter que la dénonciation de ce dernier est capitale même si ceux qui s'y sont livrés ne se révèlent être souvent que des défenseurs plus ou moins honteux du libéralisme avancé. L'esprit de révolte de B.P.-D. contre les fils de riches me met mal à l'aise. L'injustice dépasse les frontières de classe (même si celles-ci existent), toute l'histoire contemporaine le prouve.



Sygma

Louis Pauwels.

Critique du totalitarisme que B.P.-D. ne développe guère dans son catalogue moral consacré à ses propres doutes (Dieu, etc.) et au reste, convictions incluses. Pour signaler ce catalogue j'ai sauté la part littérature pure du critique du « Monde ». On en aurait voulu plus. B.P.-D. nous met l'eau à la bouche avec ses toutes petites touches sur Mauriac, Montherlant, Malraux, Morand, etc. On jurerait qu'il cherche à se faire désirer. Ils sont rares les bouquins dont on déplore qu'ils soient trop brefs. Il est vrai qu'on n'est pas critique au « Monde » pour rien et que ça n'est pas pour rien qu'on l'est. B.P.-D. présente un côté enfant gâté plus qu'enfant terrible. Il est sérieux mais joue des farces dont celle de restreindre notre lecture à la portion congrue tant son livre est ramassé (il note après Fitzgerald « ce qui est important tient sur une carte postale »). Percussion ultime d'une écriture belle et riche qui dose à merveille le mot clé.

Mot détail qui fait mouche et devient géant envahissant tout. Raccourci qui susciterait par contrecoup de vastes proportions ! Art du tremblé, a-t-on observé. Il y a de cela. B.P.-D. possède en outre de l'humour, de la colère, de la gouaille de pamphlétaire (on songe à Aragon dans ses emportements qui font peuple), de l'efficience de moraliste. Désenchanté (de quoi ? par quoi ? sinon par la nature humaine qui s'évanouit dans l'inéluctable mort et se perpétue dans la non moins inéluctable chaîne des générations), désenchanté donc, B.P.-D. nous joue sincèrement la comédie du sceptique. Il sait le faire avec une rare élégance, une précision poétique et philosophique, un sens professionnel hors pair, qualités qui provoquent toutes un plaisir dont on se lamente surtout qu'il dure si peu. Est-il un classique dans la tradition ? Il l'aurait été à mon sens s'il n'avait pas été journaliste, métier qui élargit l'horizon et met au diapason des modernités. Est-il un « hussard » de gauche celui qui définit ainsi son ambition : « Essayer de marier tradition et familiarité, instants et pensées, ciseler des formules suggestives et moralistes, pas trop... » ?

Je me reprocherais d'achever cette chronique sans signaler la parution d'un fort volume du rival en Académie de B.P.-D. signé Pauwels. Louis Pauwels est éditorialiste au « Figaro-Magazine ». Nous ne défendons pas les mêmes valeurs. Mais, pas du tout ! Pourtant, pourquoi ne pas souligner que Pauwels est parfois un écrivain dans la mesure où il a écrit quelques grands livres comme ces romans d'hier et d'avant-hier regroupés chez Albin Michel (« Saint Quelqu'un », « Blumroch l'admirable... », etc.), et qu'il a commis aussi quelques « monstres ». Talent différent de celui de B.P.-D. mais talent également. Je m'en serai voulu de ne pas le déclarer publiquement. La littérature et l'histoire sont des concurrents en éternité mais chacune sur ses rails, rien ne dit que recalé dans l'une on le soit dans l'autre ou réciproquement. Ayons l'élémentaire bon sens de le reconnaître. D'autant que M. Pauwels et ses amis ont rarement cette élégance...

La vie d'artiste

Théâtre : Molière revivifié

Fidèle à Molière dont il restitue le texte dans son aspect le plus universel, Jacques Mauclair, homme de théâtre libre, refuse, au nom même du Molière qu'il monte, les baroquismes et les préciosités de toutes les époques. Faisant précéder son « Misanthrope » d'un ironique prologue de sa façon, il s'y déclare sans ambages ennemi des faiseurs et petits maîtres, créateurs de modes qui, ne leur donnant que l'apparence du génie, remuent, sans y rien changer, les sociétés mondaines. Ennemi de l'excès, lorsqu'il est inutile, désireux de plaire, généreux de lui-même, Mauclair affirme alors qu'il ne veut ni dominer ni éblouir par des tours de passe-passe et des pirouettes factices le public qui l'honore, mais le traiter en ami que l'on respecte et dont on sait assez que le jugement est sain pour ne pas l'accabler de pédagogie.

Mais revenons à Molière que, d'ailleurs, il ne nous fait pas quitter. Ce petit théâtre, aussi exigu que le salon du château de Vaux-le-Vicomte où jadis, après la disgrâce de Fouquet, Molière donna quelques pièces, a un côté convivial qui se prête admirablement au prétexte imaginé par Mauclair : on serait en train d'assister à une répétition, par Molière et sa troupe, du « Misanthrope ». Charmant décor XVIIe siècle, d'aspect lilliputien où les acteurs apparaissent plus grands que nature.

Mauclair ne romantise pas Alceste. Il en fait un loufoque, violent, coléreux à souhait, grotesque dans son excès, à la mimique lourde et bougonne. On ne peut rêver mieux, et, s'il est certes parfois pitoyable, il ne l'est que par cette impuissance à voir la réalité en face qui n'est pas le fait d'un rêveur, mais d'un homme aveuglé par la certitude d'avoir raison. Il ne nuance pas son personnage, et, rareté, on rit. On rit de l'intelligent déséquilibre qui apparaît si nettement entre l'homme mûr, sérieux, aux sourcils froncés et la puérilité du discours. On rit plus encore de la composition d'Oronte, majestueux pied-plat, auquel André Thorent donne remarquablement le ton de l'éternelle préciosité. On rit d'Acaste et de Clitandre, les deux petits marquis, à l'esprit enrubanné, à la cuisse satisfaite, qui sont réellement excellents dans leur ambiguïté si particulière à la préciosité masculine et à la société des salons. On rit d'Arsinoé (la fille de Mauclair) laissant tomber ses méchancetés de ses paupières lourdes. Pourquoi faut-il alors que dans un ensemble si cohérent Célimène soit si faible ? Serait-ce qu'à la jeune première on ne demande que d'être jolie ? Quel dommage. D'autant plus que Philinte est remarquable (R. Crouzet), évitant la lourdeur et la banalité, mais vivant et gai, sans forfanterie comme sans pédagogie, lui dont cependant le rôle est ingrat, parce qu'il ne sert souvent que de faire-valoir.

On sort d'un tel spectacle revivifié. On y redécouvre que le théâtre est une formidable puissance de renouvellement de soi, qu'on y peut être exalté par un beau texte, et que voir de vrais acteurs, parfaitement au fait de leur technique, maîtrisant leur voix et leurs moyens, servant richement l'auteur, est une des expériences les plus créatrices du monde.

Michelle COQUILLAT

** Théâtre du Marais, 20 h 30.*



Bernand

« 14-18 », par le théâtre des Deux-Rives.



Bernand

Jacques Mauclair dans « le Misanthrope ».

Expositions : la modernité dans l'architecture

Deux expositions d'architecture, sur des thèmes apparemment semblables, « La modernité ou l'esprit du temps » et « La modernité, projet inachevé » — mais qui ont choisi des définitions très différentes de la modernité — jusqu'au 14 novembre dans le même bâtiment, l'école des Beaux-Arts — attention, les visiter l'une derrière l'autre est plutôt indigeste —, qui ont toutes deux le mérite de poser le double problème inhérent à toute exposition d'architecture : à qui montrer l'architecture ? Et comment ?

Dans le cadre du Salon d'automne, « La modernité, projet inachevé » : l'équipe de Paul Chemetov a choisi la rigueur. Par réaction sans doute à la théâtralité exposition de la Salpêtrière qui, l'an dernier, avait suscité de vives polémiques, en particulier de la part du même Paul Chemetov. Mais la rigueur dépasse ici les bornes de l'austérité. Même si le travail des quarante architectes sélectionnés, dont certains très mal connus en France, est réellement intéressant, était-il nécessaire de le présenter en format timbre-poste ? L'exposition n'apporte finalement rien de plus que son catalogue (Editions du Moniteur), rigoureux lui aussi, cadré lui aussi, mais qui a le mérite de se laisser feuilleter tranquillement, ce qui permet d'en apprécier la cohérence — une image de la modernité très « mouvement moderne », lignes pures, recherche rigoureuse — et, paradoxalement, le classicisme.

Cohérence qui manque, elle, à l'exposition voisine, « La modernité ou l'esprit du temps », qui a sacrifié plus au « nouveau » qu'au « moderne », comme le ferait remarquer J.-P Chimot, rédacteur d'un des articles du catalogue concurrent. Dans le cadre de la Biennale, beaucoup à voir. Trop certainement pour un visiteur non averti. Sans qu'une ligne directrice apparaisse clairement dans l'abondance des images, photos et plans. Une certaine mise en scène en rendait pourtant l'abord plus « public » : salle plongée dans le noir, les lampes éclairent les tables avec les textes et les dessins. Sur de grands écrans suspendus, défilent des diapositives, malheureusement un peu floues.

L'idée est amusante mais le regard se perd, trop sollicité. Quant au catalogue (Editions de l'Equerre), il n'est d'aucun secours. Très fouillis lui aussi, il privilégie le sensationnel sur le sérieux, l'utopique sur le construit, donnant de l'exposition une image assez fausse.

Quant au débat de fond, que signifie la modernité dans l'architecture des années quatre-vingt, la pléthore de projets montrés dans les deux expositions a peu de chances de permettre au visiteur d'y retrouver ses petits. Bien sûr, tout cela est beau. Mais la preuve que le beau existe en architecture moderne ne suffit plus. Puisque, apportée mille fois, elle reste niée par ses utilisateurs. « Le moderne, c'est le béton, la grisaille », continuent à dire les passants interrogés dans un film vidéo qui passe à la Biennale.

Les architectes aiment les expositions qu'ils montent pour eux-mêmes et accusent les médias de ne pas « faire passer le message ». Mais, jusqu'à preuve du contraire, la meilleure leçon d'architecture, c'est encore la visite d'un bâtiment. En y prenant le temps et la mesure de l'espace, en y écoutant le désir de l'architecte se heurter à la réalité de la vie. Ce ne sont pas des expositions du type de celles que nous pouvons voir actuellement à Paris qui pousseront l'usager de l'architecture à lever le nez, à commenter, à comprendre et à critiquer pour réclamer finalement son dû, le « beau » comme un droit et non plus comme un luxe réservé à l'histoire ou aux pages glacées des revues spécialisées.

F. de G.

« 14-18 » bat le rappel au théâtre de l'Odéon

Le théâtre n'a pas fini de nous surprendre, de nous émouvoir, de nous faire vivre. L'événement vient de se produire à l'Odéon en marge du festival d'Automne : le théâtre des Deux-Rives, sous la direction d'Alain Bézu, rejouait pour nous la comédie tragique de « 14-18 », un spectacle créé au printemps dernier en Normandie (Dieppe et Grand-Quevilly) et qui entreprend en ce moment une vaste tournée nationale (1).

1915, un petit matin qui nous fait froid aux yeux. Sur ordre de l'état-major, l'armée française s'est enterrée. L'aube encore affaiblie par une pluie de soufre et de plomb laisse entendre par intermittence le bruit sourd des canonnades de la nuit. Des silhouettes défaites, uniformément grises et bleutées, toujours sous le choc des sales moments passés, refont surface le ventre creux. Pour elles l'horizon et son quotidien semblent se limiter aux crêtes des plus proches collines ennemies. Illusion d'optique, car en fait la vraie profondeur de champ est ailleurs, sur un autre front, celui diablement plus incontournable de l'inconscient collectif de l'armée française. Là se livre la vraie bataille de cette guerre retranchée dans sa réalité absurde : une bataille qui chaque jour affronte l'inaction et l'incertitude de l'avenir au milieu des bombardements anonymes.

Démarré avec Céline, le spectacle se charpente autour de différents textes signés Barbusse, Cendrars, Apollinaire, Giono, Genevoix ou encore Dorgelès. Une vision de la guerre qui se mêle aux souvenirs de la vie : attente du courrier, évocation de l'être aimé, etc. L'existence bâtie sur le provisoire, entre les éclats d'obus.

Il faut saluer ce spectacle aux images fulgurantes d'humanité. Un travail de création que l'on doit avant tout à l'amour du Théâtre. Alain Bézu assisté de Claude Juin a réussi le difficile pari de théâtraliser la guerre, de nous la rendre pour de vrai telle que ni l'Histoire ni le cinéma ne nous la raconteront jamais.

A. DALLON

(1) Renseignements : 16 (35) 89.63.06.

Musique : latino-jazz

Il y a tout juste vingt ans que Stan Getz a officiellement marié jazz et musique brésilienne. Depuis ils sont heureux et ont beaucoup d'enfants. Bonne idée donc d'avoir invité au Festival de jazz de Paris qui a eu lieu du 24 au 31 octobre trois formations de là-bas : le groupe Medusa, le trio de guitares Alma, enfin Pau Brasil, l'orchestre du pianiste Nelson Ayres.

On peut d'ores et déjà s'offrir un avant-goût de Pau grâce aux Disques Dam, qui ont entrepris de distribuer en France l'excellent catalogue brésilien Son Dagente : l'un de ses clous, c'est justement — à côté d'un album du saxophoniste Hector Costita — l'enregistrement de musiciens de Pau que dirige Roberto Sion ; cet alto aussi onctueux et limpide que Benny Carter a fait attendre impatiemment son concert parisien du 26 octobre. D'autant que la soirée fut close par le grand orchestre de Machito qui était également à Angoulême le 22 : on ne présente plus ce père de la « salsa », colorée de jazz depuis sa rencontre avec Charlie Parker. Pour amateurs sans œillères de musiques plurielles.

S.R.

Collection Jean Jaurès

Les cinglés de la chanson

En cette fin 1982 où la chanson est entièrement tricolore, on trouve du meilleur et du pire. Côté meilleur le centre de Nanterre baptisé Georges Brassens présente: "Que diable nous chantez-vous là ?"ou sept siècles de chansons

PAR JEAN-PAUL LIEGEOIS

CERTAINS vont bientôt se retrouver au chômage : les protectionnistes francophiles, les anglophobes militants, ceux qui se proposaient d'instaurer des quotas linguistiques sur les ondes : « tant pour la chanson française, tant pour la chanson étrangère »... Les chauvins vont pouvoir bomber le torse : pratiquement plus d'ennemis à l'horizon ! On est désormais bien loin des « Sixties » où les Beattles, les Stones et Bob Dylan tenaient presque seuls le haut du sillon. Figurez-vous qu'en cette fin d'année 1982 la chanson française a envahi... la France !

Joe Cocker est de passage dans l'Hexagone, mais qui s'en soucie vraiment ? On ne parle que de Johnny Halliday et de son « show » apocalyptique. De Jean Guidoni et de ses cris pathétiques. De « papy » Léo Ferré qui se fait puls rimbaldien que jamais. De Nino Ferrer et d'Henri Salvador qui ont décidé de sortir de leur retraite. Des derniers albums de Jacques Higelin et d'Elisabeth Wiener. D'Yvan Dautin et de son très personnel « Boulevard des Batignolles ». D'Alain Bashung qui s'est fait tailler sur mesure son nouveau disque par Serge Gainsbourg en personne. De Tino Rossi qui vient de quitter son sarcophage et s'apprête à descendre le grand escalier du Casino de Paris. De Pepsi Goya, l'éternelle décapsuleuse des nurseries, qui s'en vient une fois de plus faire la Bécassine hivernale sur un océan de têtes blondes. Du meilleur et du pire, donc. Mais, cette fois, entièrement tricolore.

Le show-business n'est pas mort !

Phénomène éphémère ? Fin d'une époque ? Il serait peut-être un peu hâtif de crier victoire. Car tout ce qui est français est loin d'être obligatoirement de qualité. Car passer d'un extrême (l'anglo-saxomanie) à un autre (le repli cocardier) ne constitue sûrement pas un réel progrès. Surtout, on ne voit pas sur quoi peut déboucher ce genre de situation. Un néo-protectionnisme culturel ? Des gains supplémentaires pour la S.a.c.e.m. ? Et après ? La chanson s'en portera-t-elle mieux ? Les multinationales du disque continuent à contrôler 90 % de la production en France: après avoir vendu « anglais » pendant vingt ans, elles sont prêtes à vendre « français » aujourd'hui s'il le faut... Même si l'ère anglo-saxonne a des chances d'avoir vécu, le show-business, lui, est loin d'être mort !

A la fin du XIXe siècle le métier de la chanson était encore une sorte d'artisanat : les chanteurs des rues vendaient aux passants des partitions qui comprenaient texte et musique et qu'on appelait les « petits formats » ; ainsi circulaient les chansons. Au milieu du XXe siècle, le disque est venu tout bouleverser : avec lui la chanson est devenue industrie. Et, depuis cet avènement, la chanson est entre les griffes du show-biz. Faut-il l'y laisser à jamais ? Est-ce inéluctable ? « Un des arts les plus populaires » est-il ainsi éternellement condamné à n'obéir qu'aux lois de l'argent ? Non, a répondu le ministre de la Culture, Jack Lang, à la fin de 1981, en annonçant la naissance de quatre centres régionaux de la chanson à Bordeaux, Bourges, Nanterre et Rennes. Et, dès le 3 février 1982, Maurice Fleuret, directeur de la musique et de la danse au ministère de la Culture a tenu à préciser : « Ces centres auront pour action la création et la diffusion de spectacles vivants, la production de disques, de vidéocassettes, l'animation pour et par la chanson, les informations, la formation et l'archivage. »

Vaste programme. Ambitieux pari. « Ni l'un ni l'autre ne seront tenus », ont prédit les sceptiques. Beaucoup ont ri de l'initiative : « A quoi vont servir quelques culturocrates de plus ? » Nous nous sommes contentés d'écrire : « C'est sur pièces qu'il faudra juger » (Voir « l'Unité » n° 167). Les quatre centres viennent d'ouvrir effectivement leurs portes et abordent leur première saison. Le centre de Nanterre, baptisé Georges Brassens, a été le plus rapide. Il vient de présenter sa première réalisation : « Que diable nous chantez-vous là ! » (1). La première pierre de la nouvelle politique en faveur de la chanson. La première pièce sur laquelle on puisse se prononcer.

Des troubadours à Vincent Scotto

C'est Christian Dente, directeur du centre Georges Brassens, qui a conçu et mis en scène « Que Diable nous chantez-vous là ! ». Sous-titre : « la Fabuleuse histoire de la chanson française, première partie ». Fabuleux n'est-ce pas, en l'espèce, un qualificatif déplacé : Dente, aidé par le chanteur Gilles Elbaz, a rassemblé plus de cent passages de chansons écrite entre 1200 et 1902. Sept siècles de chanson ! Des troubadours au Père Duchesne et à Eugène Pottier, en passant par Ronsard, les Mazarinades, Fabre d'Eglantine, Béranger, Pierre Dupont, Jean-Baptiste Clément, Charles Cros, Aristide Bruand et Vincent Scotto. N'en jetez plus ! D'évidence cette réalisation remplit deux des missions fixées aux centres de la chanson par le ministère de la Culture : archiver et informer.

« Que diable nous chantez-vous là ? » : un spectacle qui apprend beaucoup de choses au public. Savez-vous que les troubadours et les trouvères ne chantaient pas eux-mêmes leurs chansons mais les faisaient interpréter par les ménestrels et les jongleurs ? Savez-vous que le XVe siècle fut le « siècle d'or de la chanson » ? Savez-vous que la première école de la chanson fut créée en plein XVIe siècle par Ronsard ? Savez-vous que la chanson régna sur le Pont-Neuf jusqu'à la chute de Napoléon 1er ? Savez-vous qu'ensuite la chanson se réfugia dans les goguettes où elle rencontra le socialisme à ses premiers balbutiements ? Savez-vous que « la Marseillaise » s'appela d'abord « Chant de guerre pour l'armée du Rhin » ? Etc. Tout cela, Christian Dente le raconte dans son spectacle.

Etonnant : il le raconte sans faire naître l'ennui, sans tomber dans un didactisme pesant. Il le raconte avec vigueur et entrain en une suite de tableaux où revivent successivement les châteaux et les églises du Moyen Age, les guerres de religions, le siècle des lumières, la Révolution, l'Empire, la Commune, le Chat Noir et les Caf'Conc'. « Quand vous citez un texte con, n'oubliez pas le contexte », disait Jacques Prévert. Christian Dente n'oublie jamais le contexte, jamais l'Histoire, que la chanson soit belle ou qu'elle soit con. Encore une mission accomplie, monsieur le ministre : il s'agit bien d'un « spectacle vivant ».

Plus étonnant : cette « Histoire en chansons » (ou ces « Chansons au fil de l'Histoire ») est portée par une vingtaine de comédiens-chanteurs-danseurs dont la moitié seulement sont des professionnels. Les autres brûlent les planches pour la première fois ! Ils ne sont que des « élèves » de l'école de la chanson intégrée au centre Georges Brassens. Le chanteur Marc Ogeret, président du centre, l'avait annoncé : « L'école de la chanson du centre Georges Brassens va donner à ceux qui souhaitent chanter, composer, écrire, la possibilité d'apprendre. » La promesse est tenue : au centre de Nanterre on peut aussi apprendre le métier de chanteur. Sur le tas, c'est-à-dire en scène. La mission de formation n'a pas été oubliée.

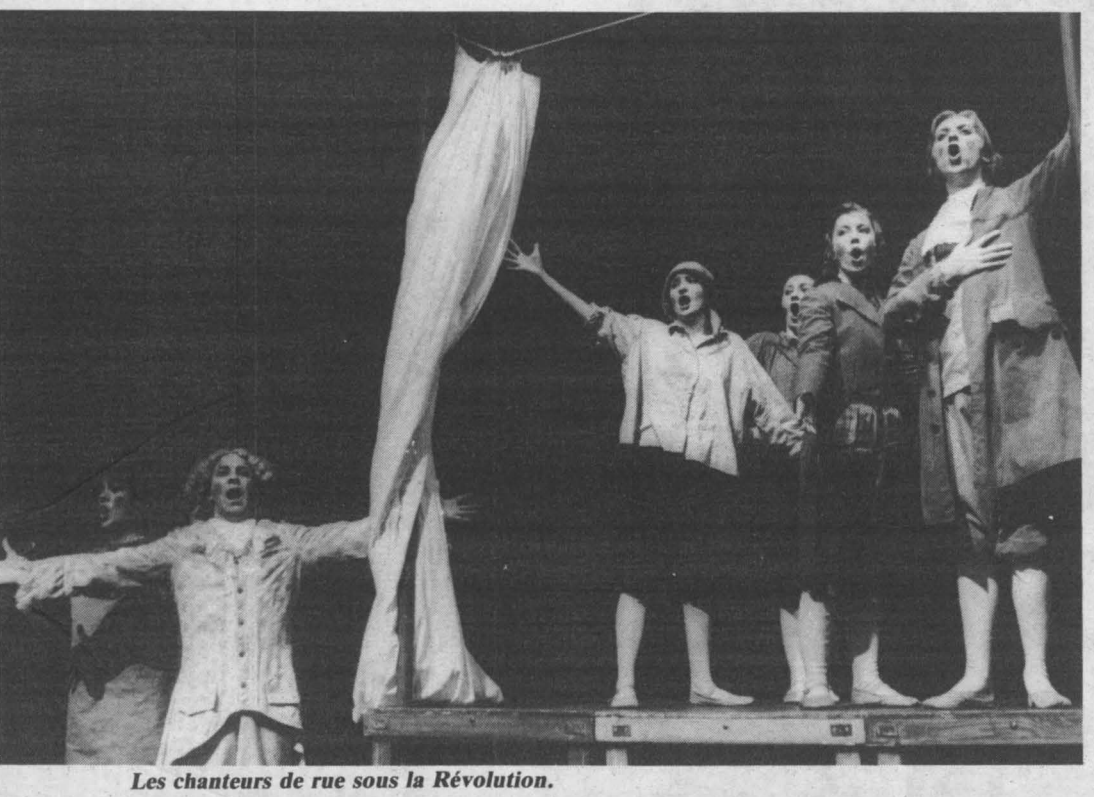
Une élève parmi les autres : Pascale Degli. Gamine, elle dansait. Elle s'est arrêtée pendant dix ans. A vingt-trois, elle a décidé de devenir



Pascal Lebrun

Pascale Degli interprétant Yvette Guilbert.

Coll. Fondation Jean Jaurès



Les chanteurs de rue sous la Révolution.



Pascal Lebrun

Marc Deslandes en Charles Trenet.

danseuse professionnelle. Des cours dans une maison des jeunes et de la culture, puis des studios parisiens. Aujourd'hui, elle fait partie d'une compagnie dirigée par Martine Harmel : le Théâtre de la danse. C'est en prenant un cours dans une m.j.c. d'Issy-les-Moulineaux qu'elle a eu connaissance de l'existence d'un atelier-chanson animé par Gilles Elbaz, un des géniteurs de l'école de la chanson de Nanterre.

Débloquer les gens

Pascale Degli aime la chanson : Michez Jonasz, Edith Piaf, Jacques Bertin... Elle rêve de « spectacle total », de ce type de création qui mélangerait les genres : la danse, le théâtre, la chanson. « Comme aux Etats-Unis. » Alors, elle n'a pas raté le coche : elle est entrée à l'école de la chanson. Elle est allée de cours en ateliers : théâtre, expression corporelle, musique, travail vocal, interprétation, etc. « En un an, dit-elle, j'ai vraiment progressé. Au début, j'étais figée, mon micro en main, raide, maladroite. Maintenant, je sais utiliser mon corps, bouger, exister autrement qu'en dansant...Tout n'est pas encore parfait dans cette école. Certains cours sont peut-être un peu « légers ». Mais, au moins, je me suis dégrossie, j'ai approché la réalité quotidienne d'un spectacle professionnel. Surtout, avec ce spectacle, j'ai appris l'essentiel, le contraire de la théorie : la pratique de la scène... Je ne sais pas si je ferai une carrière de chanteuse, d'interprète. Mais, déjà, en un an, j'ai appris ce qu'était ce métier. »

« Ce métier » elle le fait déjà avec passion. Elle joue la comédie, elle danse, elle chante. D'une voix déjà superbe et colorée. Elle est tour à tour ménestrel, danseuse des rues aux pieds nus (on pense à Ava Gardner !), Gavroche, communarde (elle joue comme la Magnani !), Yvette Guilbert (quelle apparition !), etc. Entre le doute et l'enthousiasme, elle frise le coup de maître. Ce n'est pas le centre de la chanson qui lui donne du talent. Mais c'est le centre qui lui permet de se révéler, à elle-même et aux autres. Pourrait-elle s'exprimer avec une telle flamme si elle était condamnée (comme d'autres ont dû le faire avant elle) à apprendre à chanter en faisant la manche aux terrasses des cafés ?

Ce n'est qu'un début. « Que diable nous chantez-vous là ! » n'est qu'un premier pas des centres de la chanson. Après cette promesse, il y aura peut-être des échecs... Mais, le mérite incontestable de Christian Dente est de démontrer d'entrée de jeu que « quelque chose est possible » hors le show biz. Et que « les cinglés de la chanson » ont encore de l'avenir devant eux...

A Daniel Pantchenko, un des animateur du centre Georges Brassens, Michel Jonasz confiait il n'y a guère : « L'intérêt, dans vos centres, c'est de débloquer les gens. Il y a en a beaucoup trop qui n'osent pas ; l'intérêt, c'est que peu à peu, en petits comités, ils osent. » A Nanterre, ils ont effectivement osé. Il serait bien étonnant qu'il n'en naisse rien...

---

(1) D'abord donné à Nanterre du 13 au 24 octobre, « Que diable nous chantez-vous là » part en tournée dès le début du mois de novembre : Noisy-le-Sec, Clamart, Melun, le Petit-Quevilly, etc.

Jean-Paul Liégeois vous fait les poches...

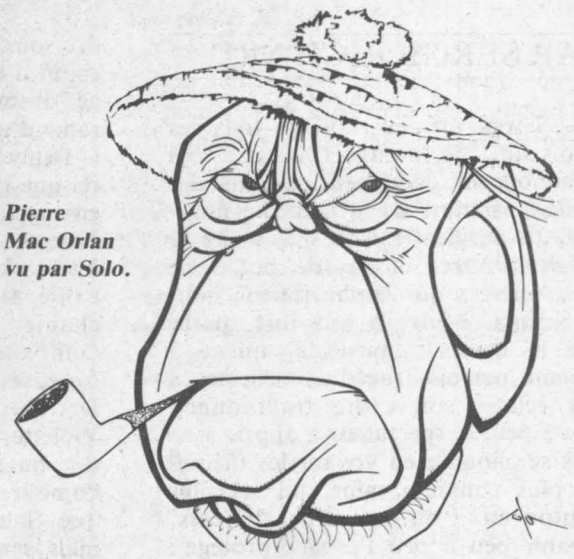
RURAL. Il n'y a pas si longtemps la France était encore un pays à dominante agricole. Et la pauvreté était lot commun à tous les vents de la glèbe. Nombre de paysans ne possédaient d'autre terre que celle qui collait à leurs galoches. Ainsi en était-il, à la fin du XIXe siècle et au début du XXe du grand-père de Pierre-Jakez Hélias. Us, coutumes et économie en pays bigouden à l'orée des temps modernes : Hélias reconstitue dans « le Cheval d'orgueil » un pan entier de l'histoire bretonne. Il saisit cette période décisive où les valeurs et les structures sociales vont basculer : la République va bientôt enterrer la chouannerie, la culture prendre le pas sur la Bible, la guerre apporter les idées progressistes et l'urbanisation rompre l'isolement des populations. Cette cassure sans retour ne s'est pas seulement produite dans l'ouest armoricain, elle a bouleversé toutes les campagnes françaises. Ce qui explique probablement l'étonnant succès de librairie de ce livre : Pierre-Jakez Hélias croyait peut-être n'écrire que pour les Bretons, il s'adressait aussi à toutes les contrées agricoles de l'Hexagone. Qui n'a pas eu un arrière-grand-père ou un grand-père paysan ? Qui ne reconnaîtrait un de ses ancêtres dans l'émouvant Alain Le Goff, le héros d'Hélias ?

TROUBLANT. « Tu vas commencer le nouveau roman d'Italo Calvino « Si par une nuit d'hiver un voyageur ». Défends-toi. Concentre-toi. Ecarte-toi de toute autre pensée. Laisse le monde qui t'entoure s'estomper dans le vague... » Ces lignes ne sont pas nées sous la plume d'un critique enthousiaste. Ce sont réellement les premières phrases du roman d'Italo Calvino qui s'institule justement « Si par une nuit d'hiver un voyageur » ! Le ton est donné. Calvino aime construire des machines à raconter et il vient d'inventer la plus étonnante de toutes : celle qui fait du lecteur le personnage central du roman. Drôle de jeu : une suite de fugues et de fausses pistes où l'on n'a pas d'autre choix que de se laisser embarquer. On venait en voyeur, on se retrouve acteur. Difficile d'en dire plus sans briser par avance ce jouet littéraire unique en son genre.

FILIAL. Pascal Jardin aimait la vie.. Pascal Jardin aimait son père. De livre en livre, il a crié son amour de la vie, de son père. Son père est mort et il ne s'en est jamais remis. Il lui avait consacré trois livres : « la Guerre à neuf ans », Guerre après guerre » et « le Nain jaune ». Cela aurait dû lui suffire. Il ne put ni ne sut s'en contenter. Il commit : « la Bête à Bon Dieu », chant encore plus pathétique que les trois premiers. Et il mourut à son tour. Il ne reste plus rien ni de Jean Jardin ni de Pascal Jardin. Il reste l'essentiel : l'amour pour seul testament. L'amour par-delà la mort.

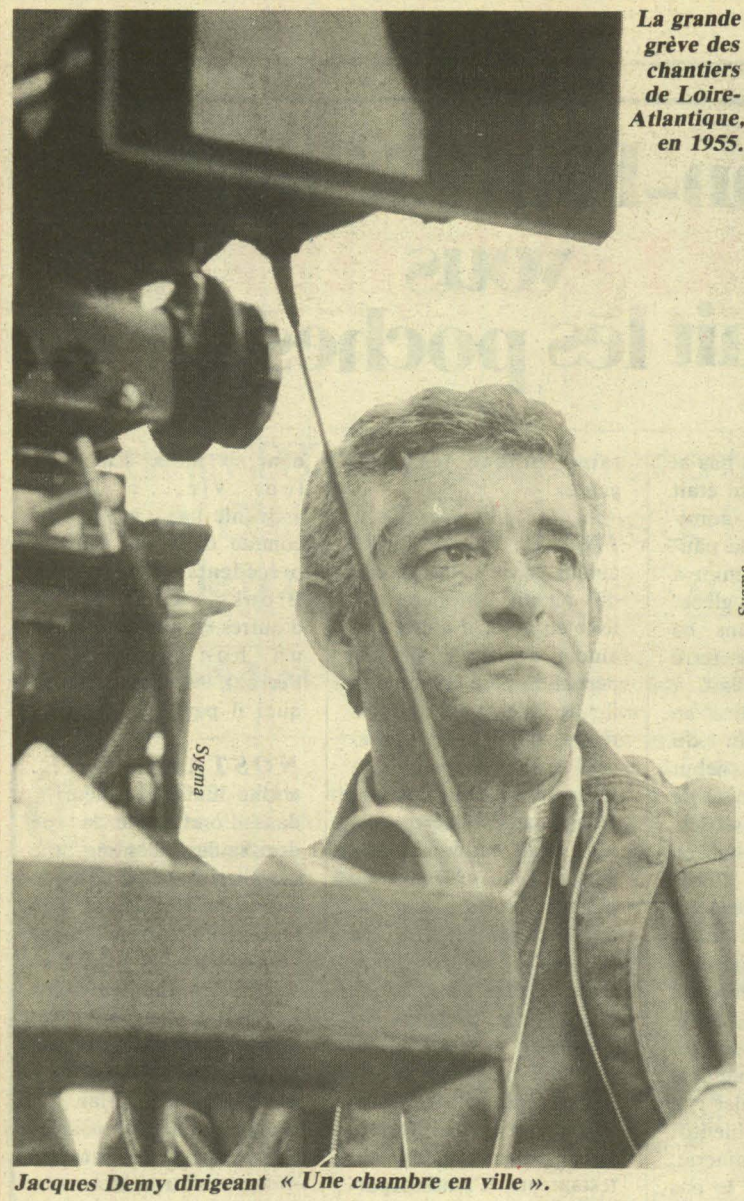
CRIMINEL. Pourquoi les « polars » d'Ed Mc Bain sonnent-ils plus juste que ceux de Raymond Chandler ou de Dashiell Hammet ? Parce que Mc Bain n'a jamais rien écrit au jugé : s'il a inventé c'est à partir d'une sérieuse base de réalité, d'une enquête personnelle antérieure à tout travail d'écriture. Manque d'imagination ? Plutôt souci de la vraisemblance et goût de l'exactitude. Résultat : une véritable épopée urbaine qui pourrait s'appeler « New York-sur-crime » ou même « New York » tout court (le crime n'étant qu'une des sécrétions de cette mégalopolis !). Mc Bain, plus modeste mais plus méticuleux, a mis sa fresque à épisodes (elle comprend déjà trente-cinq romans) à l'enseigne du nombre 87, c'est-à-dire du quatre-vingt-septième commissariat de New York, Hasard ? Certainement pas. « Avant d'entamer la série de la quatre-vingt-septième brigade, a avoué un jour Mc Bain, j'ai suivi une brigade de policier new-yorkais, presque nuit et jour, pendant six mois. J'ai vécu leur vie... » Dans « Branle-bas au 87 », comme dans ses romans précédents (Kurosawa, Brooks, Chabrol et d'autres en ont déjà porté un bon nombre à l'écran), Mc Bain sait de quoi il parle.

NOSTALGIQUE. « Une lumière a fleuri / dans l'ombre de la rue des Saules /comme une marguerite / au coin de la rue du Mont-Cenis... » On peut difficilement commencer à lire ce texte, « Simone de Montmartre », sans entendre monter en soi un air d'accordéon. Aucun mot de Pierre Mac Orlan qui n'appelle une musique. Rarement poésie aura été autant faite d'atmosphère. Vous avez dit climat ? Cent trente livres, presque tous oubliés, dont plus personne ne connaît les titres mais dont chacun jurerait qu'il est pourtant sûr de les avoir tous lus : l'œuvre est devenue mythologie et pour Dupont-de-la-rue Mac Orlan est et restera « poète ».. Ah bon ? Son œuvre poétique proprement dite est pourtant extrêmement mince : un seul volume de deux cents pages, une compilation titrée « Poésies documentaires complètes ». C'est une suite de décors et de personnages : chacun le sait mais personne ne pourrait les citer de mémoire. Il n'est peut-être pas trop tard pour réparer...



Pierre Mac Orlan vu par Solo.

« Le Cheval d'orgueil » de Pierre-Jakez Hélias (Presses Pocket). « Si par une nuit d'hiver un voyageur » d'Italo Calvino (Points). « La bête à bon Dieu » de Pascal Jardin, postface de François Mitterrand (Le livre de poche). « Branle-bas au 87 » d'Ed Mc Bain (Carré Noir). « Poésies documentaires complètes » de Pierre Mac Orlan (Poésie/Gallimard).

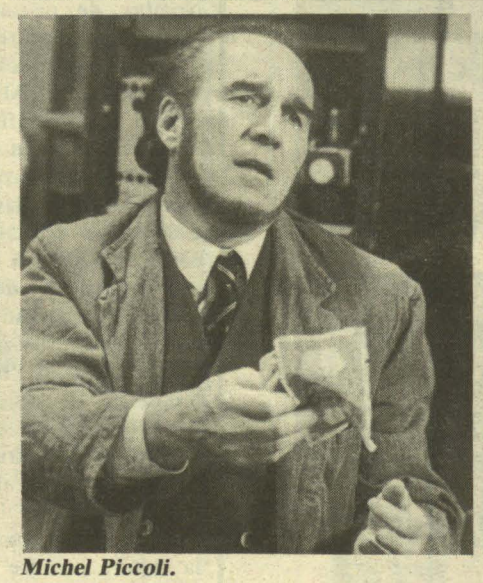


Sygma

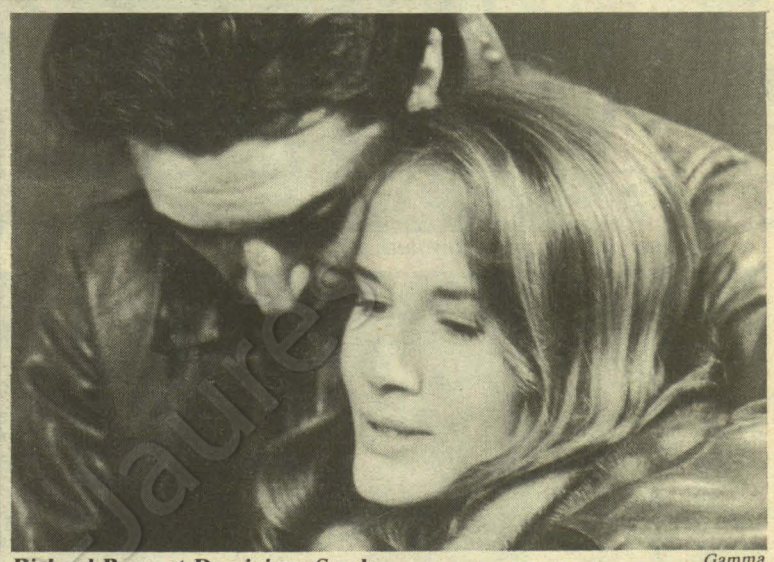
La grande grève des chantiers de Loire-Atlantique, en 1955.



Sygma



Michel Piccoli.



Richard Berry et Dominique Sanda. Gamma

Jacques Demy dirigeant « Une chambre en ville ».

Les bleus à l'âme de Jacques Demy

Ignoré, trahi, lâché depuis dix ans par les incapables et les pusillanimes, Jacques Demy nous offre aujourd'hui un fabuleux camaïeu de couleurs "Une chambre en ville" qui porte cependant les traces des "bleus" de son auteur

PAR SERGE RICHARD

ILS sont un peu ridicules tous ces oiseaux de mauvais augure qui annoncent doctement, depuis des années, la mort de la comédie musicale. Ils auraient raison si le genre se réduisait à ces envols de bulles de savon irisées qui euphorisaient jadis le cinéma. Mais ils ont tort, parce que la comédie musicale, quitte à devenir parfois tragédie musicale, a fait éclater son cadre traditionnel. Peu à peu, le spectateur a appris à ne plus se choquer en voyant les thèmes les plus contemporains, ou les plus douloureux, ou les plus délicats, envahir peu à peu l'espace protégé : l'évocation du racisme n'a aucunement nui au succès de « West Side Story », ni celle du Vietnam pour « Hair », ni celle de la mort pour « All that jazz », ni celle de l'ambiguïté sexuelle pour « Victor, Victoria »...

Il se trouve que la France n'a rien à envier en ce domaine, grâce à un cinéaste rare, un grand solitaire à la Bresson ou à la Tati : Jacques Demy. C'est dès 1964 que Demy, avec « les Parapluies de Cherbourg », introduisait le drame algérien au milieu des jolies musiques de Michel Legrand : en plus d'un coup de talent, c'était un coup de culot.

Pas surprenant alors que le nouveau film de Jacques Demy, « Une chambre en ville », traite hardiment d'un sujet social et politique grave — la grande grève des chantiers de Loire-Atlantique, en 1955 — à travers l'histoire d'un amour « enchanté ». Et le public, qui a mûri, accepte très bien de voir et d'entendre sous forme d'un opéra populaire, sinon d'une longue chanson des rues, ce drame qui commence dans les rangs d'une manifestation syndicale.

Demy parvient à rendre tout naturel que grévistes et C.r.s. s'affrontent en musique (mais après tout, Fellini, Jancso, les Taviani, Paradjanov ou Kubrick, c'est souvent aussi de l'opéra). Tout naturel d'écouter chanter les rencontres du métallo Guilbaud (Richard Berry) avec sa logeuse, Mme Langlois (Danièle Darrieux), ou avec sa petite amie Violette, ou avec ses copains grévistes, ou surtout avec la femme dont l'amour le foudroie : Edith (Dominique Sanda). Convention, bien sûr, mais sans doute seule à pouvoir — même si on aurait préféré une musique de Michel Legrand à celle de Michel Colombier — arracher au vérisme une histoire aussi fondamentalement mélo et des dialogues insupportables autrement.

A la convention musicale se marie la convention visuelle : Demy a dû prendre un soin maniaque à choisir ses mouvements de caméra, ses extérieurs, ses cadrages, et surtout ses costumes et ses décors d'intérieur. Le spectateur repérera particulièrement la savante recherche de teintes menée par le cinéaste, sur tel papier peint ou tel vêtement. Afin — comme dans « les Parapluies » — de les charger d'un symbole tacite ou de faire rimer les couleurs pour lier un personnage à son environnement ou à un autre personnage. On pourrait analyser de la même façon la « chorégraphie » invisible des mouvements. Le lyrisme de Demy se nourrit de subtilité, inversement proportionnelle à la simplicité du sujet.

On retrouve bien ici le Demy de toujours et la cohésion de son œuvre (commandes exceptées) : « Une chambre en ville » se passe dans le Nantes natale du cinéaste, déjà fréquentée par sa « Lola » — qu'évoquaient aussi des scènes des « Parapluies » et des « Demoiselles de Rochefort »... A cela on reconnaît souvent un auteur véritable. Et pourtant, ce dernier film ne ressemble au fond à aucun des précédents : œuvre d'un parfait Gémeaux, cet hymne à la passion est en même temps infiniment généreux et infiniment agressif, presque méchant, traversé d'éclairs de rasoirs, de lâchetés, de sang qui coule, de névroses, d'alcoolisme, de renoncements pourrissants... avant de s'achever sur deux morts et l'image d'un véhicule incendié lors de la charge des flics.

Qu'est-il donc arrivé au « gentil » Demy ? Là, il faut bien parler de lui, de sa biographie : « Une chambre en ville » constitue le cas exemplaire où l'histoire individuelle de l'auteur a changé complètement le cours de l'œuvre.

On doit savoir qu'« Une chambre en ville » doit d'exister au 10 mai 1981. Parmi ses innombrables conséquences, l'événement a eu celle de raffermir une production cinématographique « à risques » comme celle que pratique Christine Gouze-Rénal : elle a donc fait confiance à Demy. Cela fait ricaner quelques imbéciles, qui feignent de croire que la productrice a donné ses chances à ce scénario « politique » parce qu'elle est la belle-sœur de François Mitterrand ; et ils accusent Demy d'avoir joué les opportunistes en proposant à ce moment-là un tel sujet, alors qu'en réalité le cinéaste le porte depuis presque trente ans et cherche désespérément à le tourner depuis 1972. Date à partir de laquelle, de toute façon, Demy s'était retrouvé pratiquement sans emploi.

Les historiens du cinéma auront demain du mal à le croire : un auteur de la taille de Demy n'a pu trouver, ces dix dernières années, qu'une unique télé et un film de commande... des Japonais. Entre-temps, il a écrit quatre films : tous rejetés. Lâché par Coppola, sur un caprice. Découragé par Montand, qui refuse une comédie non musicale. Trahi par le financier français, dans une grande coproduction réclamée par les Soviétiques. Ignoré par les producteurs, quand Demy leur amène pourtant le trio Montant-Adjani-Seyrig dans un musical... Et, en même temps, cet inflexible refuse des projets qu'il sent n'être pas vraiment pour lui. Aujourd'hui, on comprend qu'il ne soit pas besoin de tellement pousser Demy pour lui faire dire ce qu'il pense de l'industrie cinématographique française, envahie d'incapables et de pusillanimes.

Voilà donc le pourquoi de l'amertume et de la hargne de « Une chambre en ville », notamment quand le film décrit la bourgeoisie provinciale en pleine déliquescence. A travers elle, c'est visiblement d'autres comptes — ceux du cinéma français — que règle Demy. Mais la grâce de son talent fait que, loin de sentir la bile rancunière, « Une chambre en ville » en tire davantage de puissance. Que beaucoup de réalisateurs nous donnent d'aussi magnifiques règlements de comptes !

Diffusion N.m.p.p. - Commission paritaire n° 52325